SERIE GENERALE

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

Anno 138° — Numero 274

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Lunedì, 24 novembre 1997** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

La **Gazzetta Ufficiale,** *oltre alla* **Serie generale,** *pubblica quattro Serie speciali, ciascuna contraddistinta con autonoma numerazione:*

1ª Serie speciale: *Corte costituzionale* (pubblicata il mercoledì)
2ª Serie speciale: *Comunità europee* (pubblicata il lunedì e il giovedì)
3ª Serie speciale: *Regioni* (pubblicata il sabato)
4ª Serie speciale: *Concorsi ed esami* (pubblicata il martedì e il venerdì)

AVVISO IMPORTANTE

Per informazioni e reclami attinenti agli abbonamenti oppure alla vendita della *Gazzetta Ufficiale* bisogna rivolgersi direttamente all'Amministrazione, presso l'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi n. 10 - 00100 Roma, telefoni (06) 85082149/2221.

SOMMARIO

DECRETI E DELIBERE DI COMITATI DI MINISTRI

Comitato interministeriale per la programmazione economica

ESTRATTI, SUNTI E COMUNICATI

Ministero del lavoro e della previdenza sociale:

Ministero della sanità:

RETTIFICHE

ERRATA-CORRIGE

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 10 novembre 1997, n. **402.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sull'aiuto alimentare del 1995, fatta a Londra il 5 dicembre 1994.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sull'aiuto alimentare del 1995, fatta a Londra il 5 dicembre 1994.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo XXI della convenzione stessa.

Art. 3.

1. In attuazione del programma di aiuto alimentare dell'Unione europea a favore dei Paesi in via di sviluppo, l'Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo (AIMA) è incaricata di provvedere, secondo le norme comunitarie emanate o che saranno emanate, alla fornitura a tali Paesi della quota di partecipazione italiana.

Art. 4.

1. All'onere derivante dall'applicazione della presente legge, valutato in lire 70 miliardi per ciascuno degli anni 1997, 1998 e 1999, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1997-1999, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1997, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. La somma prevista al comma 1 è iscritta nello stato di previsione dell'AIMA, che vi attribuisce evidenza contabile per la copertura della quota di finanziamento a carico del bilancio nazionale.

3. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 5.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 10 novembre 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

CONVENTION RELATIVE A L'AIDE ALIMENTAIRE DE 1995

PREMIERE PARTIE - OBJET ET DEFINITIONS

ARTICLE I

Objet

La présente Convention a pour objet d'assurer, par un effort conjoint de la communauté internationale, la réalisation de l'objectif fixé par la Conférence mondiale de l'alimentation, qui est d'apporter chaque année aux pays en développement une aide alimentaire d'au moins 10 millions de tonnes de céréales propres à la consommation humaine, de la manière déterminée par les dispositions de la présente Convention.

ARTICLE II

Définitions

Aux fins de la présente Convention :

1) a) "c.a.f." signifie coût, assurance et fret ;

b) le "Comité" est le Comité de l'aide alimentaire visé à l'article IX de cette Convention ;

c) le terme "Convention" désigne la Convention relative à l'aide alimentaire de 1995 ;

d) l'expression "pays en développement", sauf si le Comité en décide autrement, désigne tout pays ou tout territoire reconnu par le Comité de l'assistance au développement de l'OCDE comme étant un pays ou territoire en développement ;

e) le "Directeur exécutif" est le Directeur exécutif du Conseil international des céréales ;

f) le sigle "f.o.b." signifie franco à bord ;

g) le terme "légumineuses" comprend les espèces suivantes :

Cicer arietinum
Lens culinaris
Lupins angustifolius/albus
Phaseolus vulgaris/lunatus
Pisum sativum
Vicia faba

Vigna angularis/sinensis/unguiculata
Vigan radiata/mungo

et toute autre variété que le Comité pourra décider.

h) le terme "membre" désigne une partie à la présente Convention

i) "les produits de premiere transformation" incluent

i) farines de ceréales ,
ii) gruaux, semoules ,
iii) grains mondés, perlés, concassés, aplatis (y compris les flocons) à l'exception du riz pelé, glacé, poli ou en brisures,
iv) germes de céréales, même en farine ,
v) bulgur, et
vi) tout autre produit similaire que le Comité pourra décider ,

j) "les produits de deuxième transformation" comprennent

i) macaroni, spaghetti et produits analogues , et
ii) tout autre produit, dont la fabrication demande l'utilisation d'un produit de première transformation, que le Comité pourra décider ,

k) le "riz" comprend le riz pelé, glacé, poli ou en brisures ,

l) le "Secrétariat" est le secrétariat du Conseil international des céréales ,

m) le terme "tonne" signifie une tonne métrique de 1.000 kilogrammes ,

n) l'expression "importations commerciales habituelles" ou "ICH" est celle actuellement adoptée par la FAO et par d'autres organisations internationales compétentes pour désigner l'engagement par lequel un pays ayant bénéficié d'une transaction préférentielle s'engage à maintenir le niveau normal d'importations commerciales de la marchandise concernée, en plus des importations fournies dans le cadre de ladite transaction préférentielle ,

o) l'expression "équivalent en blé" désigne le montant de la contribution d'un membre, effectuée en céréales, en produits dérivés, en riz ou en espèces, telle qu'évaluée en blé conformément aux dispositions de l'article VI de la présente Convention ,

p) le terme "année" désigne, sauf indication contraire, la période du 1er juillet au 30 juin ,

2) Toute mention dans la présente Convention d'un "gouvernement" ou de "gouvernements" ou d'un "membre" est réputée valoir aussi pour la Communauté européenne (dénommée ci-après la CE). En conséquence, toute mention, dans la présente Convention, de la "signature" ou du "dépôt' des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation" ou d'un "instrument d'adhésion" ou d'une "déclaration d'application à titre provisoire" par un gouvernement est réputée, dans le cas de la CE, valoir aussi pour la signature ou pour la déclaration d'application à titre provisoire au nom de la CE par son autorité compétente, ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par la procédure institutionnelle de la CE pour la conclusion d'un accord international.

DEUXIEME PARTIE - DISPOSITIONS PRINCIPALES

ARTICLE III

Contributions des membres

1) Les membres de la présente Convention sont convenus de fournir à titre d'aide alimentaire aux pays en développement des céréales qui soient propres a la consommation humaine et d'un type et d'une qualité acceptables, ou l'équivalent en espèces, pour les montants annuels minimaux specifiés au paragraphe 4 ci-après. En fournissant des céréales au titre de cette Convention, priorité doit être donnée aux pays ou territoires ayant besoin d'importer des produits alimentaires et qui sont classés par le Comité de l'assistance au développement de l'OCDE comme étant des pays les moins avancés (PMA), autres pays à faible revenu (PFR) ou pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI).

2) Aux fins du paragraphe 1 du présent article, les termes "céréale" ou "céréales" désignent le blé, l'avoine, le maïs, le millet, l'orge, le seigle. le sorgho et le riz ou leurs produits dérivés (y compris les produits de première ou deuxième transformation) ainsi que les légumineuses. sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article et tout autre type de céréale ou de produit propre à la consommation humaine, d'un type et d'une qualité acceptables, que le Comité pourra décider d'inclure.

3) A la demande des pays bénéficiaires, les donateurs peuvent fournir une quantité limitée de légumineuses à valoir sur leurs obligations aux termes de la présente Convention, à condition toutefois que celles-ci soient d'un type et d'une qualité acceptables et qu'elles soient propres à la consommation humaine. Le Comité arrêtera une règle dans le Règlement intérieur afin de déterminer le pourcentage maximal de la contribution minimale annuelle des membres, telle que visée au paragraphe 4 du présent article et exprimée en équivalent en blé, susceptible d'être fourni sous forme de légumineuses.

4) Pour chaque membre, la contribution annuelle minimale, en équivalent blé, à la realisation de l'objectif énoncé à l'article premier est la suivante. sous réserve du paragraphe 9 du présent article :

Membre	Tonnes
Argentine	35.000
Australie	300.000
Canada	400.000
Communauté europeenne et ses Etats membres	1.755.000
Etats-Unis d'Amérique	2.500.000
Japon	300.000
Norvège	20.000
Suisse	40.000

5) Aux fins de l'application de la présente Convention. tout membre qui aura adhéré à ladite Convention conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article XX sera réputé figurer au paragraphe 4 du présent article avec la contribution minimale qui lui aura eté attribuée conformément aux dispositions pertinentes de l'article XX.

6) Les contributions en céreales sont mises en p osition f.o.b. par les membres. Toutefois, les donateurs sont encouragés à assumer, selon qu'il conviendra, les coûts de transport de leurs contributions en céréales au titre de la presente Convention au-delà de la position f.o.b., particulièrement dans les situations critiques ou lorsque le bénéficiaire est un pays à faible revenu en déficit alimentaire. Il sera dûment tenu compte du paiement de ces coûts de transport dans les examens de l'exécution par les membres de leurs obligations au titre de la présente Convention.

7) Les contributions en espèces aux termes de l'alinéa b) de l'article IV

a) seront destinées, dans la mesure du possible, à l'achat de céréales auprès des pays en développement. Préférence sera donnée aux membres en développement de la Convention sur le commerce des céréales et de la Convention relative à l'aide alimentaire, les membres en développement de cette dernière etant prioritaires. Toutefois, dans le cadre de tous les achats realisés avec des contributions en espèces, pour sélectionner la source d'approvisionnement, il sera accordé une importance particulière à la qualité de la céréale, aux avantages en matiere de prix c.a.f. que présente l'utilisation de tel ou tel fournisseur, aux possibilités de livraison rapide au pays bénéficiaire ainsi qu'aux besoins spécifiques du pays bénéficiaire concerné ,

b) ne seront, en principe, pas utilisées pour acheter à un pays une céreale qui est du même type que celle que le pays source de l'approvisionnement a reçue à titre d'aide alimentaire bilatérale ou multilatérale pendant la même année, ou au cours

des annees précédentes si la quantité de céréales alors reçue n'est pas encore épuisée.

8) Les membres apportent leurs contributions en partant, autant que possible, d'une planification préalable, afin que les pays bénéficiaires soient à même de tenir compte, dans leurs programmes de développement, du courant probable d'aide alimentaire qu'ils recevront chaque année pendant la durée de la presente Convention. En outre, les membres devraient, autant que possible, indiquer a l'avance, le montant de leurs contributions qu'ils ont l'intention de verser sous forme de dons ainsi que l'élément don de toute aide qui n'est pas fournie sous forme de don.

9) Si un membre est incapable de fournir la quantité stipulée dans le paragraphe 4 du present article au cours d'une année donnée, la différence sera ajoutee à la quantité fixée pour sa contribution au titre de l'année suivante.

10) Les membres soumettent des rapports periodiques au Comité sur le montant, la composition, les modalités de distribution et les conditions des contributions qu'ils fournissent en vertu de la présente Convention.

ARTICLE IV

Modalités des contributions d'aide alimentaire

L'aide alimentaire en vertu de la présente Convention pourra être fournie selon l'une quelconque des modalités suivantes

a) dons de céréales ,

b) dons de céréales ou dons en espèces à utiliser pour l'achat de cereales au profit du pays bénéficiaire ,

c) ventes de céréales contre monnaie du pays bénéficiaire qui n'est ni transférable ni convertible en devises ou en marchandises et services susceptibles d'être utilisés par le membre donateur[1];

d) ventes de céréales à crédit, le paiement devant être effectué par annuités raisonnables échelonnées sur vingt ans ou plus,

---

[1] Dans des circonstances exceptionnelles, il pourra être accordé une dispense ne dépassant pas dix pour cent. Toutefois, il pourra n'être pas insisté sur cette limite dans le cas de transactions destinées à augmenter les activités de développement économique dans le pays bénéficiaire, à condition que la monnaie du pays bénéficiaire ne soit ni transférable ni convertible avant écoulement d'un délai de dix ans.

moyennant un taux d'intérêt inférieur aux taux commerciaux en vigueur sur les marchés mondiaux[1]

etant entendu que ladite aide alimentaire est fournie autant que possible sous forme de dons, en particulier dans le cas des pays les moins avancés, des pays à faible revenu par habitant et d'autres pays en développement qui ont de graves difficultés économiques.

ARTICLE V

Distribution des contributions

1) Les membres peuvent, pour leurs contributions au titre de la présente Convention, désigner un ou plusieurs pays bénéficiaires.

2) Les membres peuvent apporter leurs contributions bilatéralement ou par l'intermédiaire d'organisations intergouvernementales et/ou d'organisations non gouvernementales.

3) Les membres prendront pleinement en considération les avantages qu'il y aurait à acheminer une plus forte proportion de l'aide alimentaire par des circuits multilatéraux, en particulier le Programme alimentaire mondial.

ARTICLE VI

Equivalents en blé

1) Aux fins de la présente Convention, toutes les contributions aux termes de l'article III sont evaluées sur la base de leur équivalent en blé. Le cas echéant, l'évaluation tient compte de la teneur en céréales des produits et de la valeur commerciale de la contribution par rapport à celle du blé.

2) Les contributions en riz sont évaluées sur la base de leur équivalent en blé calculé en fonction de la relation existant entre le prix international a l'exportation du riz et celui du blé. Le Comité arrêtera une règle dans le Règlement intérieur pour la détermination annuelle de l'équivalent en blé du riz.

3) Les contributions en espèces consenties aux termes de l'alinéa b) de l'article IV sont evaluées aux prix pratiqués sur le marché international

---

[1] L'accord relatif aux ventes à crédit peut prevoir le versement d'une fraction du principal allant jusqu'à quinze pour cent à la livraison de la céréale.

du blé. Le Comité arrêtera une règle dans le Règlement intérieur pour la détermination annuelle du "prix pratiqué sur le marché international"

4) Le Comité arrêtera dans le Règlement intérieur des règles pour la détermination de l'équivalent en blé des contributions effectuées autrement qu'en blé, en riz ou en espèces.

ARTICLE VII

Incidences sur les échanges et la production agricole et conduite des opérations d'aide alimentaire

1) Les membres s'engagent a effectuer toutes leurs opérations d'aide au titre de la présente Convention de manière à éviter tout préjudice à la structure normale de la production et du commerce international.

2) Notamment, les membres feront en sorte

a) que l'octroi de l'aide alimentaire internationale ne soit pas lié directement ou indirectement aux exportations commerciales de produits agricoles à destination des pays bénéficiaires ,

b) que les transactions relevant de l'aide alimentaire internationale, y compris l'aide alimentaire bilatérale qui est monetisée, s'effectuent conformément aux "Principes de la FAO en matière d'écoulement des excédents et obligations consultatives", y compris, le cas échéant, le système des importations commerciales habituelles.

3) Les membres se conformeront, lorsqu'il y aura lieu, aux directives et critères pour l'aide alimentaire approuvés par l'organe de direction du Programme alimentaire mondial.

ARTICLE VIII

Disposition spéciale concernant les besoins critiques

1) Le Comité assure un suivi régulier de la situation alimentaire dans les pays en développement.

2) S'il s avere qu'en raison d'un déficit marqué de la production de cereales alimentaires, ou de toute autre difficulté, un pays donné, voire une ou plusieurs regions se trouvent confrontés à des besoins alimentaires critiques, le Comité examine la gravité de la situation. Le Comité peut recommander que les membres remedient à la situation en augmentant la quantité d'aide alimentaire disponible.

ARTICLE IX

Comité de l'aide alimentaire

1) Le Comité de l'aide alimentaire, institué par la Convention relative a l'aide alimentaire de l'Accord international sur les céréales de 1967, continue d'exister afin d'administrer la présente Convention , il conserve les pouvoirs et les fonctions qui lui sont attribués aux termes de celle-ci.

2) Le Comité est compose de toutes les parties à la présente Convention.

3) Le Comité désigne un président et un vice-président.

ARTICLE X

Pouvoirs et fonctions du Comité

1) Le Comité examine la manière dont les obligations souscrites aux termes de la présente Convention ont été remplies ,

2) Le Comité organise un échange régulier de renseignements sur le fonctionnement des dispositions relatives à l'aide alimentaire prises en vertu de la présente Convention.

3) Le Comité peut aussi recevoir des renseignements des pays bénéficiaires et consulter ces pays.

4) Le Comité fera rapport selon les besoins.

5) Le Comité arrête dans le Règlement intérieur les règles nécessaires à l'application des dispositions de la présente Convention.

6) Outre les pouvoirs et fonctions spécifiés dans le présent article, le Comité a les autres pouvoirs et exerce les autres fonctions nécessaires à l'application des dispositions de la présente Convention.

ARTICLE XI

Siège, sessions et quorum

1) Le siège du Comité est Londres.

2) Le Comité se reunit au moins deux fois par an à l'occasion des sessions statutaires du Conseil international des céréales. Le Comité se reunit aussi a tous autres moments sur décision du Président, ou à la demande de trois membres, ou ainsi que les dispositions de la présente Convention l'exigent.

3) La présence de délégués représentant les deux tiers des membres du Comité est nécessaire pour constituer le quorum à toute session du Comité.

ARTICLE XII

Décisions

Les décisions du Comité sont prises par voie de consensus.

ARTICLE XIII

Admission d'observateurs

Le Comité peut, quand il y a lieu, inviter tout pays non-membre et les représentants d'autres organisations internationales à participer à ses réunions ouvertes en qualité d'observateurs.

ARTICLE XIV

Dispositions administratives

Le Comité utilise les services du Secrétariat pour l'exécution des tâches administratives que ledit Comité peut demander, notamment la production et la distribution de la documentation et des rapports.

ARTICLE XV

Manquements aux engagements et différends

En cas de différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention ou d'un manquement aux obligations contractées en vertu de cette Convention, le Comité se réunit pour décider des mesures à prendre.

TROISIEME PARTIE - DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE XVI

Dépositaire

Le Secrétaire general de l'Organisation des Nations Unies est désigné comme dépositaire de la présente Convention.

ARTICLE XVII

Signature

La présente Convention sera ouverte, au siège de l'Organisation des Nations Unies, du 1er mai 1995 au 30 juin 1995 inclus, à la signature des gouvernements vises au paragraphe 4 de l'article III.

ARTICLE XVIII

Ratification, acceptation ou approbation

La présente Convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation de chaque gouvernement signataire conformément à ses procedures constitutionnelles. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du dépositaire au plus tard le 30 juin 1995, étant entendu que le Comité peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation à cette date.

ARTICLE XIX

Application à titre provisoire

Tout gouvernement signataire peut déposer auprès du dépositaire une déclaration d'application à titre provisoire de la présente Convention. Il applique la présente Convention selon les lois et règlements à titre provisoire et est réputé provisoirement y être partie.

ARTICLE XX

Adhésion

1) La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout gouvernement visé au paragraphe 4 de l'article III qui n'a pas signé la présente Convention. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire au plus tard le 30 juin 1995, étant entendu que le Comité

pourra accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement qui n'aura pas déposé son instrument à cette date.

2) Lorsque la présente Convention sera entrée en vigueur conformément aux dispositions de l'article XXI, elle sera ouverte à l'adhésion de tout gouvernement autre que ceux qui sont visés au paragraphe 4 de l'article III, aux conditions que le Comité jugera appropriées. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

3) Tout gouvernement adhérant à la présente Convention en vertu du paragraphe 1 du present article ou dont l'adhésion aura été approuvée par le Comité aux termes du paragraphe 2 dudit article peut déposer auprès du dépositaire une déclaration d'application à titre provisoire de la presente Convention en attendant le dépôt de son instrument d'adhésion. Un tel gouvernement applique la présente Convention à titre provisoire selon ses lois et reglements et est réputé provisoirement y être partie.

ARTICLE XXI

Entrée en vigueur

1) La présente Convention entrera en vigueur le 1er juillet 1995, si, au 30 juin 1995, des gouvernements dont les contributions minimales cumulées, telles que visees au paragraphe 4 de l'article III, représentent au moins 75% du total des contributions de tous les gouvernements mentionnés dans ledit paragraphe, ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, et sous réserve que la Convention sur le commerce des céréales de 1995 soit en vigueur.

2) Si la présente Convention n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, pourront décider unanimement qu'elle entrera en vigueur entre eux-mêmes, sous reserve que la Convention sur le commerce des céréales de 1995 soit en vigueur.

ARTICLE XXII

Durée, prorogation et fin de la Convention

1) A moins qu'elle ne soit prorogée en application du paragraphe 2 du present article ou qu'il n'y soit mis fin auparavant en application du paragraphe 4 du présent article, la présente Convention restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1998 inclus, sous réserve que la Convention sur le commerce des ceréales de 1995, ou une nouvelle convention sur le commerce des cereales la remplaçant, reste en vigueur jusqu'à cette date incluse.

2) Le Comité pourra proroger la présente Convention au-delà du 30 juin 1998 pour des périodes successives ne dépassant pas deux ans chacune, sous réserve que la Convention sur le commerce des céréales de 1995 ou une nouvelle convention sur le commerce des céréales la remplaçant reste en vigueur jusqu'à la fin de la durée de la prorogation.

3) Si la presente Convention est prorogée en vertu du paragraphe 2 du présent article, les contributions annuelles des membres au titre du paragraphe 4 de l'article III peuvent être soumises au réexamen des membres avant l'entrée en vigueur de chaque prorogation. Les obligations individuelles, telles qu'elles auront été réexaminées, resteront inchangées pendant la durée de chaque prorogation.

4) S'il est mis fin à la présente Convention, le Comité continue d'exister aussi longtemps qu'il le faut pour procéder à sa liquidation et il dispose alors des pouvoirs et exerce les fonctions nécessaires à cette fin.

ARTICLE XXIII

Retrait et réadmission

1) Tout membre peut se retirer de la présente Convention à la fin de toute année en notifiant son retrait par écrit au dépositaire au moins quatre-vingt-dix jours avant la fin de l'année en question, mais il n'est de ce fait relevé d'aucune des obligations résultant de la présente Convention et non exécutées avant la fin de ladite année. Ce membre avise simultanément le Comité de la décision qu'il a prise.

2) Tout membre qui se retire de la présente Convention peut ultérieurement y redevenir partie en notifiant sa décision au Comité. Toutefois, il est établi comme condition à la réadmission de ce membre que celui-ci soit tenu de s'acquitter intégralement de son obligation annuelle à compter de l'année où il redevient partie à la présente Convention.

ARTICLE XXIV

Rapport entre la présente Convention et l'Accord international sur les céréales de 1995

La présente Convention remplace la Convention relative à l'aide alimentaire de 1986, telle qu'elle a été prorogée, et est l'un des instruments constitutifs de l'Accord international sur les céréales de 1995.

ARTICLE XXV

Notification par le dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en qualité de dépositaire, notifiera à tous les gouvernements signataires et adhérents toute signature, ratification, acceptation, approbation, application à titre provisoire de la présente Convention et toute adhésion à cette Convention.

ARTICLE XXVI

Textes faisant foi

Les textes de la présente Convention en langues anglaise, espagnole, française et russe font tous également foi.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE SULL'AIUTO ALIMENTARE DEL 1995

Parte I

FINALITÀ E DEFINIZIONI

Articolo I

Finalità

La presente convenzione si propone come finalità il conseguimento, grazie a uno sforzo collettivo della comunità internazionale, dell'obiettivo stabilito dalla conferenza mondiale dell'alimentazione, consistente nella fornitura annuale ai paesi in via di sviluppo — secondo le modalità indicate nella presente convenzione — di un aiuto alimentare pari almeno a 10 milioni di tonnellate di cereali idonei al consumo umano.

Articolo II

Definizioni

1. Ai fini della presente convenzione:

a) per «c.i.f.» si intende costo, assicurazione, nolo;

b) per «comitato» si intende il comitato per l'aiuto alimentare di cui all'articolo IX della presente convenzione;

c) per «convenzione» si intende la convenzione sull'aiuto alimentare del 1995;

d) per «paese in via di sviluppo» si intende, tranne qualora il comitato decida altrimenti, qualsiasi paese o territorio riconosciuto come paese o territorio in via di sviluppo dal comitato per l'aiuto allo sviluppo dell'OCSE;

e) per «direttore esecutivo» si intende il direttore esecutivo del consiglio internazionale dei cereali;

f) la sigla «f.o.b.» significa franco a bordo;

g) il termine «leguminose» comprende le seguenti specie:

Cicer arietinum;

Lens culinaris;

Lupins angustifolius/albus;

Phaseolus vulgaris/lunatus;

Pisum sativum;

Vicia faba;

Vigna angularis/sinensis/unguiculata;

Vigna radiata/mungo;

e qualsiasi altra specie stabilita dal comitato.

h) per «membro» si intende una parte della convenzione;

i) il termine «prodotti di prima trasformazione» comprende:

i) farine di cereali;

ii) semole e semolini di cereali;

iii) altri cereali lavorati (ad esempio schiacciati, in fiocchi, perlati e spezzati, ma non preparati ulteriormente), escluso il riso semigreggio, brillato, lucidato o le rotture di riso;

vi) germi di cereali, interi, schiacciati, in fiocchi o macinati;

v) bulgur; e

vi) qualsiasi altro prodotto cerealicolo analogo stabilito dal comitato;

j) il termine «prodotti di seconda trasformazione» comprende:

i) maccheroni, spaghetti e prodotti analoghi; e

ii) qualsiasi altro prodotto stabilito dal comitato la cui fabbricazione comporti l'impiego di un prodotto di prima trasformazione;

k) il termine «riso» comprende il riso semigreggio, brillato, lucidato o le rotture di riso;

l) per «segretariato» si intende il segretariato del consiglio internazionale dei cereali;

m) il termine «tonnellata» designa una tonnellata metrica di 1000 kg;

n) il termine «fabbisogno normale di mercato (UMR)» è il termine correntemente utilizzato dalla FAO e da altre organizzazioni internazionali e sta ad indicare l'impegno, da parte di un paese beneficiario di una transazione di favore, a mantenere il normale livello delle importazioni commerciali della merce considerata, oltre alle importazioni che si svolgono nell'ambito della transizione di favore;

o) per «equivalente grano» si intende l'entità del contributo di un membro, che può consistere in cereali, in prodotti cerealicoli, in riso o in un contributo finanziario, valutata in termini di equivalenza con il grano, conformemente alle disposizioni dell'articolo VI della presente convenzione;

p) con il termine «anno» si intende, salvo indicazione contraria, il periodo compreso tra il 1° luglio e il 30 giugno dell'anno successivo.

2. Nella presente convenzione, il termine «governo» o «governi» o «membro» include anche la Comunità europea, in appresso denominata CE. Di conseguenza, le espressioni «firma» o «deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione» o «strumento di adesione» o «dichiarazione di applicazione a titolo provvisorio» da parte di un governo designano anche la firma da parte dell'autorità competente della CE, ovvero una dichiarazione di applicazione provvisoria in nome della CE da parte di tale autorità, ovvero il deposito, da parte della stessa, dello strumento richiesto dalla procedura istituzionale comunitaria per la conclusione di un accordo internazionale.

Parte II

DISPOSIZIONI FONDAMENTALI

Articolo III

Contributi dei membri

1. I membri della presente convenzione hanno convenuto di fornire ai paesi in via di sviluppo, a titolo di aiuto alimentare, cereali idonei al consumo umano e di tipo e qualità accettabili, oppure il loro equivalente in denaro, per i quantitativi annui minimi precisati al paragrafo 4. Per quanto concerne le forniture di cereali nell'ambito della presente convenzione, vanno privilegiati i paesi o i territori che debbono importare generi alimentari e che sono classificati, dal comitato per l'aiuto allo sviluppo dell'OCSE, quali paesi meno sviluppati (LDC), altri paesi a basso reddito (LIC) o paesi a basso e medio reddito (LMIC).

2. Ai fini del paragrafo 1 del presente articolo, i termini «cereale» o «cereali» designano il frumento, l'orzo, il granturco, il miglio, l'avena, la segala, il sorgo e il riso, ovvero i rispettivi prodotti derivati (compresi i prodotti di prima e seconda trasformazione) come pure leleguminose, fatto salvo il disposto del paragrafo 3, ed ogni altro tipo di cereale o di prodotto cerealicolo idoneo al consumo umano e di tipo e qualità accettabili stabilito dal comitato.

3. Su richiesta dei paesi beneficiari, i donatori possono fornire limitati quantitativi di leguminose per adempiere ai loro obblighi previsti dalla convenzione, purché siano di tipo e qualità accettabili e idonei al consumo umano. Il comitato stabilisce, nel regolamento interno, le modalità per fissare la percentuale massima dell'equivalente in grano dei contributi minimi annui dei membri, quali sono stabiliti al paragrafo 4, che possono essere forniti sotto forma di leguminose.

4. Il contributo annuo minimo, in equivalente grano, che ciascun membro è tenuto a fornire per il conseguimento dell'obiettivo enunciato all'articolo I è il seguente, fatte salve le disposizioni del paragrafo 9 del presente articolo:

Membri	Tonnellate
Argentina	35.000
Australia	300.000
Canada	400.000
CE e suoi Stati membri	1.755.000
Giappone	300.000
Norvegia	20.000
Svizzera	40.000
USA	4.470.000

5. Ai fini dell'applicazione della presente convenzione, ogni membro che avrà aderito alla medesima conformemente all'articolo XX, paragrafo 2, sarà da considerarsi indicato al paragrafo 4 del presente articolo, unitamente al contributo minimo che gli sarà stato assegnato in conformità delle corrispondenti disposizioni del citato articolo XX.

6. I membri forniscono i loro contributi in cereali nella fase fob. Tuttavia, i donatori sono incoraggiati ad assumere a proprio carico, ove ciò appaia opportuno, i costi di trasporto dei loro contributi in cereali oltre la fase fob, segnatamente in caso di situazioni critiche o quando il beneficiario è un paese a basso reddito, colpito da penuria

alimentare. Il pagamento di questi costi di trasporto verrà debitamente segnalato in sede di esame dell'adempimento, da parte dei membri, degli obblighi derivanti dalla presente convenzione.

7. I contributi in denaro di cui alla lettera *b)* dell'articolo 4:

a) dovranno essere utilizzati, nella misura del possibile, per comprare cereali da paesi in via di sviluppo. Verranno privilegiati i paesi in via di sviluppo membri della convenzione sul commercio dei cereali e della convenzione sull'aiuto alimentare, dando la priorità assoluta ai paesi in via di sviluppo membri della convenzione sull'aiuto alimentare. In tutte le transazioni derivanti da contributi in denaro si tiene tuttavia particolarmente conto, nel decidere la provenienza della qualità dei cereali, dei vantaggi in materia di prezzi CIF e della possibilità di consegna rapida ai paesi beneficiari, nonché delle esigenze specifiche di questi ultimi;

b) non dovranno essere normalmente utilizzati per acquistare presso un paese un cereale dello stesso tipo ricevuto da tale paese nel corso dello stesso anno — o nel corso degli anni precedenti, ove il quantitativo di cereali fornito non sia ancora esaurito — a titolo di aiuto alimentare bilaterale o multilaterale.

8. Per quanto possibile, i membri forniscono i loro contributi sulla base di una pianificazione preventiva, affinché i paesi beneficiari possano tener conto, in sede di elaborazione dei loro programmi di sviluppo, del flusso probabile di aiuti alimentari che riceveranno annualmente durante il periodo di validità della presente convenzione. I membri dovrebbero inoltre, nella misura del possibile, indicare anticipatamente l'importo dei contributi che intendono versare sotto forma di doni, nonché l'elemento «dono» degli aiuti non forniti sotto tale forma.

9. Se, nel corso di un dato anno, un membro non è in grado di fornire il quantitativo stabilito al paragrafo 4, il quantitativo non fornito viene aggiunto al quantitativo per l'anno successivo, tranne qualora il comitato decida altrimenti in base agli elevati costi di trasporto.

10. I membri informano regolarmente e tempestivamente il comitato del quantitativo, della natura, delle modalità di distribuzione e della forma dei loro contributi oggetto della presente convenzione.

Articolo IV

Forma dei contributi a titolo di aiuto alimentare

L'aiuto alimentare oggetto della presente convenzione potrà essere fornito sotto una delle forme seguenti:

a) dono di cereali;

b) dono in denaro da utilizzare per l'acquisto di cereali a favore del paese beneficiario;

c) vendita di cereali contro una somma nella moneta del paese beneficiario, non trasferibile né convertibile in valuta o in merci e servizi atti ad essere utilizzati dal membro donatore (1);

d) vendita di tali cereali a credito, contro pagamento a rate annue ragionevoli ripartite su venti anni o più, ad un tasso d'interesse inferiore ai tassi commerciali in vigore sul mercato mondiale (2), fermo restando che detto aiuto alimentare deve essere erogato per quanto possibile sotto forma di doni, in particolare qualora i beneficiari siano i paesi meno sviluppati o i paesi a basso reddito pro-capite o altri paesi in via di sviluppo colpiti da gravi difficoltà economiche.

Articolo V

Distribuzione dei contributi

1. I membri possono designare uno o più paesi beneficiari dei contributi da essi versati in conformità della presente convenzione.

2. I membri possono concedere i loro contributi su base bilaterale o tramite organizzazioni intergovernative e/o organizzazioni non governative.

(1) In circostanze eccezionali potrà essere concessa una dispensa non superiore al 10%. Si potrà tuttavia derogare a tale limite in caso di transazioni destinate a potenziare le attività di sviluppo economico nel paese beneficiario, a condizione che la moneta di tale paese non sia né trasferibile né convertibile prima della scadenza di un termine di dieci anni.

(2) Per le vendite a credito, può essere previsto il versamento, all'atto della fornitura del cereale, di una frazione del totale non superiore al 15%.

3. I membri prenderanno in attenta considerazione il vantaggio di far pervenire una proporzione maggiore del loro contributo attraverso circuiti multilaterali, in particolare attraverso il Programma alimentare mondiale.

Articolo VI

Equivalenti in grano

1. Ai fini della presente convenzione tutti i contributi di cui all'articolo III dovranno essere valutati in termini di equivalente grano. In sede di valutazione si dovrà tener conto, se del caso, del tenore di grano dei prodotti cerealicoli e del valore commerciale del contributo rispetto al grano.

2. I contributi in riso dovranno essere valutati in termini di equivalente grano, in base al rapporto tra i prezzi internazionali all'esportazione per il riso e il grano. Il comitato dovrà stabilire, nel regolamento interno, le modalità per determinare annualmente l'equivalente in grano del riso.

3. I contributi in denaro di cui alla lettera *b)* dell'articolo IV dovranno essere valutati ai prezzi praticati per il grano sul mercato internazionale. Il comitato stabilirà, nel regolamento interno, le modalità per il rilevamento annuo del «prezzo praticato sul mercato internazionale».

4. Il comitato stabilisce, nel regolamento interno, le modalità per determinare l'equivalente in grano dei contributi forniti in forma diversa da grano, riso o contributo in denaro.

Articolo VII

Incidenza sugli scambi e sulla produzione agricola e realizzazione delle operazioni di aiuto alimentare

1. I membri si impegnano ad effettuare tutte le operazioni di aiuto alimentare oggetto della presente convenzione in modo da evitare qualsiasi interferenza con le normali strutture della produzione e degli scambi internazionali.

2. I membri devono garantire in particolare:

a) che la fornitura di aiuti alimentari internazionali non sia collegata, direttamente o indirettamente, ad esportazioni commerciali di prodotti agricoli verso paesi beneficiari;

b) che le operazioni di aiuto alimentare internazionali, compresi gli aiuti alimentari bilaterali forniti in denaro, vengano realizzate in maniera conforme ai principi e alle direttive della FAO in materia di smaltimento delle eccedenze e agli obblighi dei membri della FAO in materia di consultazioni compreso, ove necessario, il sistema del «fabbisogno normale di mercato» (UMR).

3. Ove necessario, i membri si conformano alle direttive e ai criteri vigenti in materia di aiuto alimentare approvati dall'organismo direttivo del Programma alimentare mondiale.

Articolo VIII

Disposizione speciale per i casi di fabbisogno critico

1. Il comitato verifica regolarmente la situazione alimentare nei paesi in via di sviluppo.

2. Se, in seguito ad una produzione alimentare fortemente deficitaria o in seguito ad altre circostanze, un paese, una regione o alcune regioni devono far fronte ad esigenze alimentari eccezionali, il comitato esamina il problema verificatosi. Esso può raccomandare che i membri pongano rimedio alla situazione aumentando il quantitativo di aiuto alimentare disponibile.

Articolo IX

Comitato per l'aiuto alimentare

1. Il comitato per l'aiuto alimentare, istituito dalla convenzione sull'aiuto alimentare dell'accordo internazionale sui cereali del 1967, continua ad esistere ai fini dell'applicazione della presente convenzione, con i poteri e le funzioni da questa previsti.

2. Il comitato è composto di tutte le parti della presente convenzione.

3. Il comitato designa un presidente e un vicepresidente.

Articolo X

Poteri e funzioni del comitato

1. Il comitato verifica l'adempimento degli obblighi che le parti hanno assunto nell'ambito della presente convenzione.

2. Il comitato organizza uno scambio regolare d'informazioni circa l'applicazione dei provvedimenti in materia di aiuto alimentare presi nell'ambito della presente convenzione.

3. Il comitato può ottenere informazioni dai paesi beneficiari e consultare tali paesi.

4. Il comitato fa rapporto secondo le necessità.

5. Il comitato stabilisce, nel regolamento interno, le disposizioni necessarie per l'applicazione della presente convenzione.

6. Oltre ai poteri e alle funzioni specificati nel presente articolo, il comitato possiede gli altri poteri ed esercita le altre funzioni necessari per l'applicazione della presente convenzione.

Articolo XI

Sede, sessioni e numero legale

1. Il comitato ha sede a Londra.

2. Il comitato si riunisce almeno due volte all'anno, in occasione delle sessioni statutarie del consiglio internazionale dei cereali. Il comitato si riunisce inoltre in qualsiasi altra occasione su decisione del presidente, o a richiesta di almeno tre membri, o quando lo richiedano le disposizioni della presente convenzione.

3. Le sessioni del comitato sono valide soltanto se vi partecipa un numero di delegati pari almeno ai due terzi dei membri del comitato stesso.

Articolo XII

Decisioni

Le decisioni del comitato sono prese all'unanimità.

Articolo XIII

Ammissione di osservatori

Se del caso, il comitato può invitare a partecipare alle sue sessioni, in qualità di osservatori, qualsiasi Stato non membro e i rappresentanti di altre organizzazioni internazionali.

Articolo XIV

Disposizioni amministrative

Il comitato, per i compiti amministrativi di cui può chiedere l'esecuzione, in particolare per la riproduzione e la distribuzione della documentazione e dei rapporti, si avvale dei servizi del segretariato.

Articolo XV

Inosservanza degli impegni e contenzioso

In caso di controversia relativa all'interpretazione o all'applicazione della presente convenzione o di inosservanza degli obblighi contratti in virtù della stessa, il comitato si riunisce per decidere le misure da adottare.

Parte III

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo XVI

Depositario

Il segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite è designato depositario della presente convenzione.

Articolo XVII

Firma

La presente convenzione sarà aperta alla firma dei governi di cui all'articolo III, paragrafo 4, dal 1° maggio 1995 al 30 giugno 1995 incluso, presso la sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo XVIII

Ratifica, accettazione o approvazione

La presente convenzione è sottoposta alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione di ciascun governo firmatario, conformemente alle rispettive procedure costituzionali. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite non oltre il 30 giugno 1995, restando tuttavia inteso che il comitato può concedere una o più proroghe del termine a ogni governo firmatario che non abbia depositato entro tale data il proprio strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

Articolo XIX

Applicazione provvisoria

Ogni governo firmatario può depositare presso il segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite una dichiarazione di applicazione provvisoria della presente convenzione. Il firmatario che depositi tale dichiarazione applica la presente convenzione provvisoriamente, conformemente alla sua legislazione, ed è considerato provvisoriamente parte della stessa.

Articolo XX

Adesione

1. La presente convenzione è aperta all'adesione di ciascuno dei governi di cui all'articolo III, paragrafo 4, che non abbia firmato la convenzione stessa. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite non oltre il 30 giugno 1995, restando inteso che il comitato può concedere una o più proroghe del termine ad ogni governo che non abbia depositato il proprio strumento entro tale data.

2. La presente convenzione, quando sarà entrata in vigore conformemente al disposto dell'articolo XXI, sarà aperta all'adesione dei governi diversi da quelli di cui all'articolo III, paragrafo 4, alle condizioni che il comitato riterrà opportune. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

3. Ogni governo aderente alla presente convenzione in virtù del paragrafo 1 o la cui adesione sia stata decisa dal comitato in virtù del paragrafo 2 del presente articolo può depositare presso il segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite una dichiarazione di applicazione provvisoria della convenzione stessa, in attesa di depositare il proprio strumento di adesione. Il governo che abbia depositato tale dichiarazione applica provvisoriamente la presente convenzione, conformemente alla sua legislazione, ed è considerato provvisoriamente parte della stessa.

Articolo XXI

Entrata in vigore

1. La presente convenzione entrerà in vigore il 1° luglio 1995 a condizione che, entro il 30 giugno 1995, siano stati depositati gli strumenti di ratifica di accettazione, di approvazione o di adesione o le dichiarazioni di applicazione provvisoria da parte di governi la cui somma dei contributi minimi, quali stabiliti all'articolo III, paragrafo 4, rappresenta perlomeno il 75% dei contributi totali di tutti i governi elencati in tale paragrafo e a condizione che sia in vigore la convenzione sul commercio dei cereali del 1995.

2. Qualora la convenzione non entri in vigore conformemente al paragrafo 1, i governi che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o dichiarazioni di applicazione provvisoria potranno decidere all'unanimità che essa entrerà in vigore fra di essi, a condizione che sia entrata in vigore la convenzione sul commercio dei cereali del 1995.

Articolo XXII

Durata, proroga e fine della convenzione

1. Salvo che non sia prorogata in applicazione del paragrafo 2 del presente articolo o che non vi sia posto fine anticipatamente in applicazione del pararafo 4, la presente convenzione resterà in vigore sino al 30 giugno 1998 incluso, a condizione che la convenzione sul commercio dei cereali del 1995 o una nuova convenzione sul commercio dei cereali sostitutiva di quest'ultima resti in vigore sino a tale data inclusa.

2. Il comitato potrà prorogare la presente convenzione oltre il 30 giugno 1998 per periodi successivi non superiori a due anni ciascuno, a condizione che la convenzione sul commercio dei cereali del 1995 o una nuova convenzione sul commercio dei cereali sostitutiva di quest'ultima resti in vigore sino alla fine del periodo di proroga.

3. Se la presente convenzione verrà prorogata in virtù del paragrafo 2 del presente articolo, i contributi annui dei membri di cui all'articolo III, paragrafo 4, potranno essere sottoposti a revisione da parte dei membri prima dell'entrata in vigore di ciascuna proroga. Gli obblighi individuali, nella loro forma così riveduta, rimarranno invariati per l'intera durata di ciascuna proroga.

4. Se verrà posto fine alla presente convenzione, il comitato continuerà ad esistere per il tempo indispensabile per procedere alla sua liquidazione ed eserciterà i poteri e le funzioni all'uopo necessari.

Articolo XXIII

Ritiro e riammissione

1. Un membro potrà ritirarsi dalla presente convenzione alla fine di ciascun anno, notificando per iscritto il suo ritiro al depositario almeno novanta giorni prima della fine dell'anno in causa, ma non sarà dispensato da alcuno degli obblighi derivanti dalla presente convenzione non ancora adempiuti alla fine dello stesso anno. Detto membro notificherà simultaneamente la propria decisione al comitato.

2. Il membro che si ritira dalla presente convenzione potrà successivamente ridivenirne parte, notificando la sua decisione al comitato. Tuttavia, la riammissione è subordinata alla condizione che il membro in causa adempia integralmente i suoi obblighi annuali a decorrere dall'anno in cui ridiviene parte della presente convenzione.

Articolo XXIV

Rapporto tra la presente convenzione e l'accordo internazionale sui cereali del 1995

La presente convenzione sostituisce la convenzione sull'aiuto alimentare del 1986, successivamente prorogata, e rappresenta uno degli elementi costitutivi dell'accordo internazionale sui cereali del 1995.

Articolo XXV

Notifica da parte del depositario

Il segretario generale dell'Oganizzazione delle Nazioni Unite, nella sua qualità di depositario, notificherà a tutti i governi firmatari o aderenti ogni firma, ratifica, accettazione, approvazione, applicazione provvisoria della presente convenzione e ogni adesione alla convenzione stessa.

Articolo XXVI

Testi facenti fede

I testi della presente convenzione in lingua inglese, francese, russa e spagnola fanno ugualmente fede.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 1870):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 16 dicembre 1996.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 28 gennaio 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 5ª, 9ª e della giunta per gli affari delle Comunità europee.

Esaminato dalla 3ª commissione il 6 marzo 1997.

Relazione scritta annunciata il 27 marzo 1997 (atto n. 1870/*A* - relatore sen. BOCO).

Esaminato in aula e approvato il 2 aprile 1997.

Camera dei deputati (atto n. 3506):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 9 aprile 1997, con pareri delle commissioni I, V, X, XIII e XIV.

Esaminato dalla III commissione il 3 e 10 luglio 1997.

Relazione scritta annunciata il 15 luglio 1997 (atto n. 3506/*A* - relatore on. RIVOLTA).

Esaminato in aula il 29 settembre 1997 e approvato il 30 ottobre 1997.

97G0434

DECRETI, DELIBERE E ORDINANZE MINISTERIALI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

DIPARTIMENTO PER GLI AFFARI SOCIALI

DECRETO 17 ottobre 1997.

Criteri per la valutazione e modalità di presentazione delle richieste di contributo per i progetti umanitari da realizzarsi in Albania previsti dal decreto-legge 24 aprile 1997, n. 108, convertito, con modificazioni, dalla legge 20 giugno 1997, n. 174.

IL MINISTRO PER LA SOLIDARIETÀ SOCIALE

Vista la legge 23 agosto 1988, n. 400;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 17 maggio 1996 con il quale l'on. Livia Turco è stata nominata Ministro senza portafoglio;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 18 maggio 1996, con il quale è stato conferito al Ministro on. Livia Turco l'incarico di Ministro per la solidarietà sociale;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 31 maggio 1996 recante delega di funzioni del Presidente del Consiglio dei Ministri al Ministro on. Livia Turco in materia di solidarietà sociale;

Visto l'art. 5, comma 1, del decreto-legge 24 aprile 1997, n. 108, convertito, con modificazioni, dalla legge 20 giugno 1997, n. 174, recante: «Partecipazione italiana alle inziative internazionali in favore dell'Albania» con il quale si dispone che «per provvedere alla raccolta e all'invio di aiuti e alla realizzazione di progetti umanitari in Albania, nonché per prestare l'assistenza agli stranieri di cittadinanza albanese nel rientro in Albania, il Presidente del Consiglio dei Ministri o, per sua delega, il Ministro per la solidarietà sociale promuove e coordina l'attività delle organizzazioni non

governative, delle organizzazioni e delle associazioni di volontariato e di ogni altra istituzione e organizzazione con finalità umanitarie che abbiano provate esperienza operativa e capacità organizzativa nel settore degli interventi umanitari all'estero, nonché degli enti locali;

Visto l'art. 5, comma 2, del precitato decreto-legge che prevede che il Presidente del Consiglio dei Ministri o, per sua delega, il Ministro per la solidarietà sociale ripartisce le disponibilità indicate nel predetto comma tra le organizzazioni non governative, le organizzazioni e associazioni di volontariato e ogni altra istituzione e organizzazione con finalità umanitarie che abbiano provate esperienza operativa e capacità organizzativa nel settore degli interventi umanitari all'estero, nonché gli enti locali;

Vista la «Dichiarazione di intenti sulla collaborazione nel settore della solidarietà sociale» firmata il 20 maggio 1997 tra il Ministro per la solidarietà sociale, on. Livia Turco, e il Ministro del lavoro e degli affari sociali della Repubblica d'Albania, dott. Elmaz Sherifi;

Considerato che per la realizzazione dei predetti interventi è necessaria l'individuazione dei soggetti legittimati alla presentazione dei progetti e la definizione dei criteri di ammissibilità dei progetti da realizzarsi in Albania;

Visto il decreto del Ministro del tesoro n. 181209 emanato in applicazione del decreto-legge 24 aprile 1997, n. 108, convertito, con modificazioni, dalla legge 20 giugno 1997, n. 174, che dispone la variazione in aumento di lire 20.000 milioni al capitolo 2957 della Presidenza del Consiglio dei Ministri;

Decreta:

Art. 1.

Soggetti destinatari dei contributi

1. Possono richiedere contributi per la realizzazione dei progetti indicati in premessa, ai sensi dell'art. 5 del decreto-legge 24 aprile 1997, n. 108, convertito, con modificazioni, dalla legge 20 giugno 1997, n. 174, le organizzazioni non governative, le organizzazioni e associazioni del volontariato ed ogni altra istituzione ed organizzazione con finalità umanitarie in possesso dei seguenti requisiti:

a) essere costituite con atto pubblico registrato in Italia;

b) avere fini statutari coerenti con le finalità di cui all'art. 5 del decreto-legge 24 aprile 1997, n. 108, convertito, con modificazioni, dalla legge 20 giugno 1997, n. 174;

c) non avere fini di lucro;

d) avere provate esperienza operativa e capacità organizzativa nel settore degli interventi umanitari all'estero; tale requisito deve essere attestato dal legale rappresentante del soggetto richiedente contestualmente alla presentazione della domanda e comprovato da idonea documentazione. Il Ministro per la solidarietà sociale si riserva la facoltà di effettuare accertamenti.

2. Possono richiedere i contributi di cui sopra anche gli enti locali.

Art. 2.

Termini e modalità per la presentazione delle richieste di contributo

1. I soggetti aventi i requisiti di cui all'art. 1 devono far pervenire entro quindici giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana le richieste di contributo, redatte in carta semplice. Le domande devono essere spedite a mezzo raccomandata con avviso di ricevimento entro il termine sopra indicato. A tal fine, fa fede la data indicata nel timbro dell'ufficio postale accettante. Le domande devono essere indirizzate a: Presidenza del Consiglio dei Ministri - Dipartimento per gli affari sociali - Comitato tecnico-consultivo per la valutazione dei progetti umanitari in Albania, via Veneto, 56 - 00187 Roma.

2. Il contributo eventualmente concesso non può essere erogato per un periodo superiore a due anni.

Art. 3.

Documentazione da allegare alla domanda

1. Alla domanda, firmata dal legale rappresentante del soggetto richiedente, deve essere allegata la seguente documentazione:

A) Per gli enti locali:

delibera, in originale o in copia autenticata, adottata dal competente organo di Governo dell'ente locale che deve indicare se il progetto è gestito direttamente ovvero se è affidato ad altra amministrazione o ai soggetti di cui all'art. 5, comma 2, del decreto-legge 24 aprile 1997, n. 108, convertito, con modificazioni, dalla legge 20 giugno 1997, n. 174. Restano ferme, nell'ipotesi di esecuzione del progetto da parte di terzi, la competenza e la responsabilità dell'ente richiedente in merito alla verifica dei requisiti richiesti nonché dell'accertamento che l'affidatario non abbia ricevuto per il medesimo progetto altri finanziamenti pubblici, oltre quelli richiesti al Dipartimento per gli affari sociali - Comitato tecnico-consultivo per la valutazione dei progetti umanitari in Albania.

B) Per tutti gli altri soggetti:

atto costitutivo e statuto o altro atto deliberativo da cui risulti la qualità di legale rappresentante;

dichiarazione sostitutiva da parte del legale rappresentante di non avere subito condanne e di non

avere in corso procedimenti penali ovvero dichiarazione sostitutiva avente ad oggetto le eventuali condanne riportate e i procedimenti pendenti;

dichiarazione da parte del legale rappresentante di cui alla lettera *d)* dell'art. 1 del presente decreto;

documentazione che comprovi la partecipazione al progetto di un partner albanese;

atti costitutivi di eventuali consorzi con altri soggetti aventi i requisiti di cui all'art. 5, comma 2, del decreto-legge 24 aprile 1997, n. 108, convertito, con modificazioni, dalla legge 20 giugno 1997, n. 174;

bilancio consuntivo del 1996 e bilancio preventivo del 1997 con le relative delibere di approvazione.

C) Per tutti i soggetti:

codice fiscale del soggetto richiedente;

dichiarazione del legale rappresentante dalla quale risulti che lo stesso progetto non abbia già ricevuto altri finanziamenti da enti pubblici, esclusi gli enti locali, fatto salvo di quanto previsto al punto *a)* del presente articolo;

conto corrente bancario o altra forma ai fini dell'accreditamento dell'eventuale somma concessa.

2. In caso di ritardo nella presentazione, il responsabile del procedimento di finanziamento dichiara inammissibile la domanda. In caso di irregolarità sanabili o di mancanza di uno o più documenti, lo stesso responsabile assegna al soggetto richiedente un termine per la regolarizzazione, decorso inutilmente il quale, la domanda viene dichiarata inammissibile.

Art. 4.

Descrizione del progetto

1. Le domande devono contenere una dettagliata descrizione degli obiettivi, dei contenuti, delle caratteristiche, dei tempi e delle fasi di realizzazione dell'intervento. In ogni caso devono essere indicati:

a) gli obiettivi generali e specifici;

b) l'ambito territoriale di realizzazione;

c) la durata del progetto;

d) le attività, i mezzi impiegati, i tempi di realizzazione e i risultati attesi;

e) il partner locale;

f) la sostenibilità dell'iniziativa;

g) le istituzioni pubbliche e gli altri soggetti privati coinvolti;

h) i beneficiari dell'intervento e il loro numero;

i) i soggetti volontari e non, il personale locale impiegato e la loro qualifica professionale, il ruolo da essi svolto nel progetto e le modalità di partecipazione;

j) il piano economico complessivo redatto in conformità con l'allegato 1 che è parte integrale del presente decreto;

k) l'entità del contributo richiesto;

l) la quota parte cofinanziata a carico dell'organizzazione richiedente, che non deve essere inferiore al 15% del costo totale del progetto che si intende realizzare, di cui almeno il 5% come apporto monetario;

m) eventuali altri soggetti finanziatori e entità dei rispettivi contributi.

2. Nel caso in cui la realizzazione sia articolata in sotto-progetti, la descrizione deve essere presentata per ogni singolo sotto-progetto.

Art. 5.

Oneri ammissibili al contributo

1. Gli oneri ammissibili al contributo possono riguardare spese per il personale, opere civili, attrezzature, mezzi di trasporto, attività, servizi specialistici, spese generali.

2. I costi per il trattamento economico del personale volontario e cooperante, da espatriare e/o espatriato, sono quantificati ai sensi degli articoli 31 e 32 della legge 26 febbraio 1987, n. 49, e dei relativi provvedimenti di attuazione. Gli oneri assicurativi obbligatori e gli eventuali oneri previdenziali devono essere indicati separatamente nel piano finanziario preventivo del progetto e documentati sulla base di specifica dichiarazione del legale rappresentante dell'organizzazione richiedente. L'iscrizione alle assicurazioni per l'invalidità, la vecchiaia e i superstiti dei lavoratori dipendenti, nonché all'assicurazione per le malattie, limitatamente alle prestazioni sanitarie, è a carico dell'organizzazione richiedente il contributo. I costi relativi al trattamento economico del personale locale sono quantificati secondo i livelli di trattamento previsti dalle normative e consuetudini locali.

3. Sono ammesse al contributo opere civili, attrezzature, mezzi di trasporto e attività strettamente necessarie alla realizzazione del progetto.

4. È ammessa altresì l'attività di assistenza tecnica specialistica se richiesta dall'esecutività del progetto, debitamente documentata.

5. Sono riconosciute ammissibili le spese generali relative all'esecuzione del progetto nei limiti del 10% del costo totale.

Art. 6.

Modalità di finanziamento e rendicontazione

1. Per i progetti biennali, al termine delle procedure di approvazione, viene anticipata la prima annualità, dietro dichiarazione del legale rappresentante dell'orga-

nismo dalla quale risulti se lo stesso progetto, al momento dell'erogazione del contributo, non sia già stato finanziato da enti pubblici, esclusi gli enti locali, fatto salvo di quanto previsto alla lettera *a)* dell'art. 3. La seconda annualità viene erogata a seguito della presentazione e dell'approvazione del rendiconto della prima annualità. Nel caso di progetti di durata annuale o inferiore, al termine delle procedure di approvazione, viene anticipato il 75% dell'intero importo. Il rimanente 25% viene erogato a seguito della presentazione e approvazione del rendiconto semestrale. Dalla data di erogazione del contributo, ogni sei mesi deve essere presentata al Dipartimento per gli affari sociali - Comitato tecnico-consultivo per la valutazione dei progetti umanitari in Albania, una relazione sullo stato di attuazione del progetto. Variazioni di attività, di piano finanziario e slittamento delle annualità sono ammesse se motivate da eventi non prevedibili e previa approvazione del Dipartimento per gli affari sociali - Comitato tecnico-consultivo per la valutazione dei progetti umanitari in Albania. Nel caso di progetti biennali in cui le spese sostenute e rendicontate, relative alle prime annualità, sono inferiori al 60% dell'importo anticipato, il Dipartimento per gli affari sociali - Comitato tecnico-consultivo per la valutazione dei progetti umanitari in Albania, effettua una valutazione dello stato dell'iniziativa, adeguando il contributo eventualmente alla nuova situazione. La rendicontazione finale, da presentarsi al Dipartimento per gli affari sociali - Comitato tecnico-consultivo per la valutazione dei progetti umanitari in Albania, entro tre mesi dalla chiusura dell'annualità o del periodo previsto, deve essere composta da una relazione descrittiva (descrizione delle attività svolte, obiettivi e risultati conseguiti) e da un rendiconto finanziario (prospetto riassuntivo, elenco dei trasferimenti di valuta, elenchi dei giustificativi di spesa divisi per voce). Per gli apporti non monetari o valorizzazioni devono essere indicati i criteri seguiti per il loro calcolo. Per le spese generali deve essere prodotta una dichiarazione del legale rappresentante attestante che le spese sono state sostenute esclusivamente per l'esecuzione del progetto. Alla rendicontazione deve essere allegata copia dei giustificativi di spesa relativi alle voci «attrezzature», «opere civili» e «servizi specialistici».

2. Gli eventuali residui attivi, a qualunque titolo, possono essere impiegati per un ulteriore sviluppo delle attività del progetto, previa autorizzazione del Dipartimento per gli affari sociali - Comitato tecnico-consultivo per la valutazione dei progetti umanitari in Albania, o essere restituiti tramite versamento all'entrata dello Stato (i relativi estremi sono comunicati all'atto della concessione del contributo e la relativa quietanza deve essere allegata al rendiconto finanziario).

Art. 7.

Esame dei progetti

1. Con decreto del capo del Dipartimento per gli affari sociali sono approvati i progetti ammessi al finanziamento e l'ammontare dello stesso, sentito il parere del comitato tecnico-consultivo per la valutazione dei progetti umanitari in Albania, costituito con decreto del Ministro per la solidarietà sociale. Detto comitato, sulla scorta della documentazione allegata alla domanda, valuta il possesso dei requisiti indicati nel presente decreto, la qualità del progetto, l'ammissibilità al finanziamento e l'ammontare dello stesso.

Art. 8.

Valutazione delle priorità delle attività

1. In conformità con quanto stabilito nella «Dichiarazione di intenti sulla collaborazione nel settore della solidarietà sociale» indicata nelle premesse, sono considerate prioritarie le iniziative a favore di donne, minori, disabili, anziani e tossicodipendenti.

2. Sono altresì considerate prioritarie le attività che:

a) operano in collaborazione con altri soggetti ammissibili nella ricerca di sinergie, azioni coordinate e integrate, ed economie di scala;

b) costituiscono supporto istituzionale e rafforzamento del tessuto associativo della società civile albanese;

c) coinvolgono significativamente gli operatori locali alla realizzazione del progetto;

d) apportano una significativa quota di cofinanziamento di origine privata;

e) promuovono attività produttive e creazione di nuovi posti di lavoro;

f) potenziano la formazione professionale di operatori locali;

g) riabilitano o costruiscono piccole infrastrutture di servizio e attrezzature;

h) assicurano effetti durevoli al termine dell'intervento;

i) utilizzano risorse di volontariato sia per la gestione dell'organismo che per la realizzazione delle iniziative presentate;

l) gestiscono iniziative umanitarie sostenute da fonti di finanziamento diversificate sia pubbliche che private;

m) posseggono precedenti esperienze di gestione di iniziative umanitarie in Albania.

Il presente decreto sarà trasmesso agli organi di controllo per la registrazione.

Roma, 17 ottobre 1997

Il Ministro: TURCO

Registrato alla Corte dei conti il 21 novembre 1997
Registro n. 2 Presidenza, foglio n. 395

ALLEGATO 1

PIANO FINANZIARIO

Voci di spesa	1ª annualità	2ª annualità
—	—	—
1. Personale volontario		
2) Personale cooperante		
3) Oneri previdenziali e assicurativi		
4) Oneri aggiuntivi		
5) Personale locale		
6) Realizzazione delle attività		
7) Opere civili: strutture infrastrutture terreni		
8) Attrezzature e mezzi di trasporto: acquisto trasporto e assicurazione		
9) Servizi specialistici		
10) Spese generali		
Totale costo complessivo progetto: Contributo D.A.S. (*) Quota di cofinanziamento a carico dell'organizzazione richiedente Contanti/Valorizzazioni		

(*) Leggasi: Dipartimento affari sociali.

97A9492

MINISTERO DELLA SANITÀ

DECRETO 20 dicembre 1996, n. 708.

Regolamento concernente l'istituzione e la disciplina dei corsi di aggiornamento di pronto soccorso per il personale appartenente alla gente di mare.

IL MINISTRO DELLA SANITÀ

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto l'articolo 37 della legge 23 dicembre 1978, n. 833;

Visto l'articolo 7 del decreto del Presidente della Repubblica 31 luglio 1980, n. 620;

Visto l'articolo 18, comma 7, del decreto legislativo 30 dicembre 1992, n. 502, e successive modifiche ed integrazioni;

Vista la direttiva 92/29/CEE del Consiglio del 31 marzo 1992 riguardante le prescrizioni minime di sicurezza e di salute per promuovere una migliore assistenza medica a bordo delle navi ed in particolare l'articolo 5 per il quale è necessario che gli Stati della CEE istituiscano corsi di formazione e di aggiornamento per il personale destinato al lavoro a bordo delle navi;

Visto il decreto interministeriale 7 agosto 1982, emanato ai sensi dell'articolo 7, comma primo, del suindicato decreto del Presidente della Repubblica n. 620/1980 con il quale sono già stati istituiti corsi di formazione di pronto soccorso per il personale navigante marittimo (*Gazzetta Ufficiale* del 25 settembre 1982, n. 265);

Considerato che detti corsi di formazione rispondono in pieno alla suindicata direttiva CEE per cui occorre istituire i soli corsi di aggiornamento di pronto soccorso per il personale navigante;

Sentito il Ministero dei trasporti e della navigazione che ha formulato le proprie osservazioni in merito con la nota del 23 dicembre 1994, prot. n. 4133570;

Sentito il comitato di rappresentanza degli assistiti, di cui all'articolo 11 del menzionato decreto del Presidente della Repubblica n. 620/1980, nella seduta del 17 marzo 1995;

Ritenuto di dover istituire i suindicati corsi di aggiornamento di pronto soccorso per il personale destinato al lavoro a bordo delle navi;

Visto l'articolo 17, comma 3, della legge 23 agosto 1988, n. 400;

Udito il parere del Consiglio di Stato n. 2940/95 espresso nell'adunanza generale del 25 luglio 1996;

Vista la comunicazione al Presidente del Consiglio dei Ministri a norma dell'articolo 17, comma 3, della citata legge n. 400/1988 (nota n. 1000.6.10A-2400 del 19 novembre 1996;

ADOTTA

il seguente regolamento:

Art. 1.

1. Sono istituiti corsi di aggiornamento teorico-pratico di pronto soccorso per la gente di mare destinata al lavoro a bordo delle navi riservati agli ufficiali e precisamente al personale appartenente allo Stato Maggiore di coperta e di macchina imbarcati o in attesa di imbarco su navi battenti bandiera italiana addette al traffico e alla pesca oltre gli stretti.

2. Detti corsi, in prosieguo denominati «corsi», sono riservati al personale che abbia superato i corsi di formazione di cui al decreto interministeriale 7 agosto 1982.

Art. 2.

1. I corsi sono previsti con periodicità quinquennale ed hanno la durata di quaranta ore.

2. Il programma di insegnamento dei corsi è quello riportato nell'allegato *A)* che, vistato dal proponente, fa parte integrante del presente decreto.

Art. 3.

1. L'organizzazione e lo svolgimento dei corsi sono effettuati presso e a cura delle strutture pubbliche sanitarie riconosciute idonee con decreto del Ministro della sanità ai sensi dell'articolo 3, comma 1, del decreto interministeriale 7 agosto 1982.

2. I regolamenti relativi all'espletamento dei corsi, che devono prevedere un direttore con funzioni di responsabile dell'organizzazione tecnica e amministrativa e docenti che abbiano specifica competenza nelle materie relative al programma di cui all'allegato *A*, sono approvati con il decreto dirigenziale di autorizzazione allo svolgimento dei corsi stessi.

Art. 4.

1. Dello svolgimento dei corsi viene data pubblicità a mezzo affissione dei calendari e dei relativi programmi presso le capitanerie di porto, almeno trenta giorni prima dell'inizio dei corsi.

2. Le domande di iscrizione ai corsi di aggiornamento devono essere indirizzate ai direttori dei corsi tramite le capitanerie di porto.

3. A tal fine, all'inizio di ogni anno, le capitanerie di porto saranno informate circa le sedi, i tempi di svolgimento ed ogni altra modalità relativa alla programmazione dei corsi di aggiornamento. Parimenti saranno tempestivamente informate di ogni modifica che dovesse successivamente intervenire in proposito.

Art. 5.

1. Al termine dei corsi di aggiornamento gli allievi sostengono un colloquio conclusivo innanzi ad una commissione giudicatrice costituita dal direttore del corso, con funzione di presidente, da due docenti, da un rappresentante del Ministero della sanità e dal comandante del porto competente per territorio o da un suo delegato.

2. Al candidato che abbia superato, con esito positivo, il colloquio conclusivo verrà rilasciato un attestato firmato dal direttore del corso e dal rappresentante del Ministero della sanità, comprovante il superamento del corso stesso.

3. Del conseguimento dell'attestato viene fatta annotazione sul libretto di navigazione dell'interessato.

Art. 6.

1. Le spese derivanti dallo svolgimento dei singoli corsi di aggiornamento fanno carico al Ministero della sanità sulla base delle apposite convenzioni che saranno stipulate con le strutture pubbliche sanitarie all'uopo autorizzate.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Roma, 20 dicembre 1996

Il Ministro della sanità
BINDI

Il Ministro della pubblica istruzione
BERLINGUER

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK
Registrato alla Corte dei conti l'11 novembre 1997
Registro n. 2 Sanità, foglio n. 51

ALLEGATO *A*
(Articolo 2, comma 2)

PROGRAMMA DEI CORSI DI AGGIORNAMENTO DI PRONTO SOCCORSO PER IL PERSONALE NAVIGANTE MARITTIMO

A) Sintesi del programma del corso di formazione.

B) Approfondimenti dei seguenti argomenti del corso di formazione:

Nozioni elementari di semeiotica:

a) esame obiettivo del malato;

b) rilevazione della frequenza cardiaca, dei caratteri del polso e del respiro, della pressione arteriosa e della temperatura.

Sindromi mediche a carattere acuto:

a) apparato cardiocircolatorio (angina pectoris, infarto del miocardio, aritmie, scompenso cardiocircolatorio);

b) apparato respiratorio (asma, fenomeni allergici);

c) apparato digerente (ulcera peptica, coliche, pancreatite acuta);

d) malattie dismetaboliche (diabete);

e) sistema nervoso (trauma cranico, ematomi sub ed epidurali);

f) tossicodipendenze ed alcoolismo: astinenza ed iperdosaggio;

g) patologia oculare (glaucoma, congiuntiviti infettive).

Sindromi chirurgiche a carattere acuto (appendicite, peritonite, occlusione intestinale, ulcera peptica e sue complicanze, coliche addominali, biliari e renali).

Nozioni di epidemiologia e profilassi:

a) distibuzione geografica delle principali malattie infettive. Modalità di trasmissione. Prevenzione delle malattie infettive e parassitarie. Vaccinazioni;

b) principali malattie infettive (parassitosi, tossicoinfezioni alimentari, tetano, malaria, TBC, herpes Zoster, malattie sessualmente trasmesse, epatiti).

I più comuni traumatismi:

a) ustioni;

b) corpi estranei oculari;

c) fratture, lussazioni, distorsioni (diagnosi e terapia).

Patologia su base allergica:

a) asma;

b) shock anafilattico;

c) reazioni avverse da farmaco.

Nozioni di igiene:

a) malattie da calore e da freddo;

b) acqua potabile ed igiene alimentare;

c) smaltimento di liquami.

Tecnica pratica di pronto soccorso:

a) tecniche iniettive;

b) medicazione e sutura delle ferite;

c) cateterismo vescicale.

Pronto soccorso in generale e nozioni di rianimazione.

Visto: *Il Ministro della sanità*
BINDI

NOTE

AVVERTENZA:

Il testo delle note qui pubblicato è stato redatto ai sensi dell'art. 10, comma 3, del testo unico delle disposizioni sulla promulgazione delle leggi, sull'emanazione dei decreti del Presidente della Repubblica e sulle pubblicazioni ufficiali della Repubblica italiana, approvato con D.P.R. 28 dicembre 1985, n. 1092 al solo fine di facilitare la lettura delle disposizoni di legge alle quali è operato il rinvio. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

Note alle premesse:

— L'art. 37 della legge 23 dicembre 1978, n. 833 (Istituzione del Servizio sanitario nazionale) è il seguente:

«Art. 37 *(Delega per la disciplina dell'assistenza sanitaria agli italiani all'estero, ai cittadini del comune di Campione d'Italia ed al personale navigante).*

(Omissis).

Entro il termine di cui al primo comma il Governo è delegato ad emanare, su proposta del Ministro della sanità, di concerto con i Ministri della marina mercantile, dei trasporti, degli affari esteri, un decreto avente valore di legge ordinaria per disciplinare l'erogazione dell'assistenza sanitaria al personale navigante, marittimo e dell'aviazione civile, secondo i principi generali e con l'osservanza dei criteri direttivi indicati nella presente legge, tenuto conto delle condizioni specifiche di detto personale».

— L'art. 7 del D.P.R. 31 luglio 1980, n. 620 (Disciplina dell'assistenza sanitaria al personale navigante, marittimo e dell'aviazione civile art. 37, ultimo comma, della legge n. 833 del 1978) è il seguente:

«Art. 7 *(Assistenza al personale in navigazione).* — Entro due anni dalla data di entrata in vigore del presente decreto, su tutti i natanti italiani addetti al traffico e alla pesca oltre gli stretti, deve essere assicurata la presenza di un componente dell'equipaggio che abbia superato corsi di pronto soccorso organizzati secondo modalità e programmi stabiliti dal Ministero della sanità d'intesa con quello della pubblica istruzione, nonché un'adeguata attrezzatura di pronto soccorso secondo le indicazioni che verranno fornite dal Ministero della sanità ... *(omissis).*

Entro la data di cui al precedente comma, con decreto del Ministro della sanità di concerto con il Ministro dei trasporti, saranno determinati i programmi e le modalità di espletamento di corsi di formazione e di aggiornamento di pronto soccorso per il personale aeronavigante, nonché i casi in cui deve essere assicurata sugli aeromobili italiani la presenza di un componente dell'equipaggio che abbia superato detti corsi.

I servizi sanitari di porto e di aeroporto vigilano sul rispetto delle norme di cui al presente decreto; in caso di inadempimento, può essere vietata la partenza del natante o dell'aeromobile».

— Il testo vigente dell'art. 18, comma 7, del D.Lg.s. 30 dicembre 1992, n. 502 (Riordino della disciplina in materia sanitaria, a norma dell'art. 1 della legge 23 ottobre 1992, n. 421) come modificato dall'art. 19, lettera *f),* del D.Lgs. 7 dicembre 1993, n. 517, è il seguente:

«Art. 18 *(Norme finali e transitorie).* — *(Omissis).*

7. Restano salve le norme previste dai decreti del Presidente della Repubblica 31 luglio 1980, n. 616, n. 618 e n. 620, con gli adattamenti derivanti dalle disposizioni del presente decreto da effettuarsi con decreto del Ministro della sanità di concerto con il Ministro del tesoro, sentita la Conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le regioni e le province autonome. I rapporti con il personale sanitario per l'assistenza al personale navigante sono disciplinati con regolamento ministeriale in conformità, per la parte compatibile, alle disposizioni di cui all'art. 8. A decorrere dal 1° gennaio 1995 le entrate e le spese per l'assistenza sanitaria all'estero in base ai regolamenti della Comunità europea e alle convenzioni bilaterali di sicurezza sociale sono imputate, tramite le regioni, ai bilanci delle unità sanitarie locali di residenza degli assistiti. I relativi rapporti finanziari sono definiti in sede di ripartizione del Fondo sanitario nazionale».

— L'art. 5 della direttiva 92/29/CEE del Consiglio del 31 marzo 1992, riguardante le prescrizioni minime di sicurezza e di salute per promuovere una migliore assistenza medica a bordo delle navi, è il seguente:

«Art. 5 *(Informazione e formazione).* — Ogni Stato membro adotta le misure necessarie affinché:

1) la dotazione medica sia accompagnata da una o più guide comprendenti le modalità di impiego almeno per gli antidoti di cui all'allegato II, sezione III;

2) tutte le persone che ricevono una formazione professionale marittima e che sono destinate al lavoro a bordo abbiano ricevuto una formazione di base relativa alle misure di assistenza medica e di soccorso da adottare immediatamente in caso di infortunio o di emergenza medica comportante pericolo di vita;

3) il capitano ed il/i lavoratore/i da questo delegati, in conformità con l'art. 4, paragrafo 1, lettera *b),* all'uso della dotazione medica della nave, abbiano ricevuto una formazione particolare aggiornata periodicamente, almeno ogni cinque anni, rispondente ai rischi e alle esigenze specifiche delle varie categorie di navi e conforme agli orientamenti generali di cui all'allegato V».

— Il testo dell'art. 11 del D.P.R. n. 620/1980, è il seguente:

«Art. 11 *(Comitato di rappresentanza degli assistiti).* — Presso il Ministero della sanità è costituito il Comitato di rappresentanza degli assistiti, che dura in carica quattro anni, composto da un rappresentante del Ministero della sanità, che lo presiede, da cinque rappresentanti del personale navigante marittimo e da tre rappresentanti del personale navigante dell'aviazione civile, designati dalle organizzazioni sindacali nazionali di categoria maggiormente rappresentative.

Il Comitato elegge tra i suoi componenti due vice°presidenti.

Il Comitato esprime pareri consultivi sui regolamenti e sui decreti relativi all'assistenza sanitaria al personale navigante e formula proposte per il miglioramento della prevenzione e dell'assistenza stessa.

Il Comitato si riunisce almeno ogni semestre ed altresì ogni qualvolta il Ministro della sanità lo ritenga opportuno».

— Il comma 3 dell'art. 17 della legge n. 400/1988 (Disciplina dell'attività di Governo e ordinamento della Presidenza del Consiglio dei Ministri) prevede che con decreto ministeriale possano essere adottati regolamenti nelle materie di competenza del Ministro o di autorità sottordinate al Ministro, quando la legge espressamente conferisca tale potere. Tali regolamenti, per materie di competenza di più Ministri, possono essere adottati con decreti interministeriali, ferma restando la necessità di apposita autorizzazione da parte della legge. I regolamenti ministeriali ed interministeriali non possono dettare norme contrarie a quelle dei regolamenti emanati dal Governo. Essi debbono essere comunicati al Presidente del Consiglio dei Ministri prima della loro emanazione. Il comma 4 dello stesso articolo stabilisce che gli anzidetti regolamenti debbano recare la denominazione di «regolamento», siano adottati previo parere del Consiglio di Stato, sottoposti al visto ed alla registrazione della Corte dei conti e pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale.*

97G0442

DECRETO 5 agosto 1997.

Attuazione della direttiva della Commissione 96/66/CE relativa agli additivi nell'alimentazione degli animali.

IL MINISTRO DELLA SANITA

Vista la legge 15 febbraio 1963, n. 281, modificata dalla legge 8 marzo 1968, n. 399 e dal decreto del Presidente della Repubblica 31 marzo 1968, n. 152, concernente la disciplina della preparazione e del commercio dei mangimi;

Visto in particolare, l'art. 1, comma 8, lettera *e),* della suindicata legge;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 1° marzo 1992, n. 228, con il quale è stata recepita la direttiva 70/524/CEE relativa agli additivi nell'alimentazione degli animali, modificato da ultimo attraverso il decreto 2 aprile 1997, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 132 del 9 giugno 1997;

Visto in particolare l'art. 3, comma 2, del suindicato decreto del Presidente della Repubblica;

Visto l'art. 20 della legge 16 aprile 1987, n. 183;

Vista la delibera 96/66/CE della Commissione, che modifica la direttiva 70/524/CEE nella parte relativa all'allegato II;

Considerato che, alla luce dell'esperienza acquisita in alcuni Stati membri, è opportuno ammettere provvisoriamente a livello nazionale nuovi usi di additivi appartenenti al gruppo «Coccidiostatici e altre sostanze medicamentose»;

Considerato che l'incidente di Chernobyl ha provocato ricadute di cesio radioattivo che hanno contaminato il foraggio in alcune regioni dell'Europa settentrionale e considerato che per tutelare la salute degli uomini e degli animali e per porre in essere misure preventive contro il pericolo di inquinamento da nuclidi di cesio radioattivo è opportuno creare un nuovo gruppo di additivi, cioè il gruppo dei «Leganti di radionuclidi»;

Considerato che, alla luce dell'esperienza acquisita in alcuni Stati membri, è opportuno ammettere provvisoriamente a livello nazionale un nuovo additivo, appartenente al gruppo «Leganti di radionuclidi», che permette di ridurre sensibilmente l'assorbimento di nuclidi di cesio da parte degli animali;

Considerato che lo studio di alcuni additivi già riportati nell'allegato II al decreto del Presidente della Repubblica 1° marzo 1992, n. 228, non è stato ancora concluso e che, pertanto, è necessario prorogare il termine di autorizzazione di tali sostanze per un periodo determinato;

Ritenuto necessario adeguare la vigente normativa nazionale alle disposizioni contenute nella suindicata direttiva comunitaria 96/66/CE, nell'ambito dell'adeguamento al progresso delle conoscenze in campo scientifico e tecnico;

Sentita la commissione tecnica mangimi, istituita dall'art. 9 della citata legge 15 febbraio 1963, n. 281, che ha espresso parere favorevole nella seduta dell'8 luglio 1997;

Visto l'art. 6, sub *n),* della legge 23 dicembre 1978, n. 833, concernente le funzioni amministrative riservate allo Stato in materia sanitaria;

Vista la legge 14 gennaio 1994, n. 20, contenente disposizioni in materia di giurisdizione e controllo della Corte dei conti;

Decreta:

Art. 1.

L'allegato II del decreto del Presidente della Repubblica 1° marzo 1992, n. 228, è modificato conformemente all'allegato al presente decreto.

Il presente decreto è inviato alla Corte dei conti per il controllo preventivo di legittimità ed entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 5 agosto 1997

Il Ministro: BINDI

Registrato alla Corte dei conti l'8 ottobre 1997
Registro n. 2 Sanità, foglio n. 34

ALLEGATO

Nell'allegato II:

1. Nella parte A «Antibiotici»:

1.1. Alla voce n. 30 «Virginiamicina» la data del «30.11.1996» che figura nella colonna «Durata dell'autorizzazione» è sostituita da quella del «30.11.1997» per la categoria di animali «Scrofe»;

1.2. Alla voce n. 31 «Zinco-bacitracina» la data del «30.11.1996» che figura nella colonna «Durata dell'autorizzazione» è sostituita ogni volta da quella del «30.11.1997» per le categorie di animali «Polli da ingrasso» e «Suini»;

1.3. Alla voce n. 32 «Ardacin» la data del «30.11.1996» che figura nella colonna «Durata dell'autorizzazione» è sostituita da quella del «30.11.1997» per la categoria di animali «Polli da ingrasso»;

2. Nella parte D «Coccidiostatici e altre sostanze medicamentose»:

2.1. Alla voce n. 25 «Alofuginone» la data del «30.11.1996» che figura nella colonna «Durata dell'autorizzazione» è sostituita da quella del «12.7.1997» per la categoria di animali «Pollastre destinate alla produzione di uova»;

2.2. *a)* Alla voce n. 26 «Salinomicina-sodica» la data del «30.11.1996» che figura nella colonna «Durata dell'autorizzazione» è sostituita da quella del «30.11.1997» per la categoria di animali «Conigli da ingrasso»;

b) il testo della voce n. 26 «Salinomicina-sodica» viene completato nel modo seguente:

Numero	Additivo	Denominazione chimica, descrizione	Specie animale o categorie di animali	Età massima	Tenore minimo	Tenore massimo	Altre disposizioni	Durata dell'autorizzazione
					mg/kg di alimento completo			
			«Pollastre destinate alla produzione di uova»	12 settimane	30	50	Indicare nelle istruzioni per l'uso: — "Pericoloso per gli equidi" — "Questo alimento contiene un additivo del gruppo degli ionofori: la sua somministrazione contemporanea a taluni medicinali (ad esempio la Tiamulina) può essere controindicata"	30.11.1997»

2.3. Alla voce n. 27 «Diclazuril» la data «30.11.1996» che figura nella colonna «Durata dell'autorizzazione» è sostituita da quella del «30.11.1997» per la categoria di animali «Tacchini»;

2.4. È inserita la voce seguente:

Numero	Additivo	Denominazione chimica, descrizione	Specie animale o categorie di animali	Età massima	Tenore minimo	Tenore massimo	Altre disposizioni	Durata dell'autorizzazione
					mg/kg di alimento completo			
«28	Maduramicina ammonio	$C_{47}H_{83}O_{17}N$ (sale ammonico del polietere monocarbossilico prodotto da Actinomadura yumaensis)	Tacchini	16 settimane	5	5	Somministrazione vietata almeno cinque giorni prima della macellazione. Indicare nelle istruzioni per l'uso: — "Pericoloso per gli equidi" — "Questo alimento contiene un additivo del gruppo degli ionofori: la sua somministrazione contemporanea a taluni medicinali (ad esempio la Tiamulina) può essere controindicata"	30.11.1997»

3. Nella parte F «Sostanze coloranti, compresi i pigmenti», alla voce n. 11 «Pfaffia rhodozyma ricca di astaxantina» la data del «30.11.1996» che figura nella colonna «Durata dell'autorizzazione» è sostituita da quella del «30.11.1997» per la categoria di animali «Salmoni, trote»;

4. Nella parte L «Agenti leganti, antiagglomeranti e coagulanti»:

4.1. Alla voce n. 1 «Alluminati di calcio sintetici» la data del «30.11.1996» che figura nella colonna «Durata dell'autorizzazione» è sostituita da quella del «12.7.1997» per la categoria di animali «Vacche da latte, bovini da ingrasso, vitelli, agnelli, capretti»;

4.2. Alla voce n. 2 «Natrolite-fonolite» la data del «30.11.1996» che figura nella colonna «Durata dell'autorizzazione» è sostituita da quella del «30.11.1997».

5. Nella parte N «Enzimi», alla voce n. 1 «3-fitasi (EC 3.1.3.8.)» la data del «30.11.1996» che figura nella colonna «Durata dell'autorizzazione» e sostituita ogni volta da quella del «30.11.1997» per la categoria di animali «Suini (tutte le categorie di animali)» e «Galline (tutte le categorie di animali)».

6. Nella parte O «Microrganismi»:

6.1. Alla voce n. 1 «Bacillus cereus var. toyoi (CNCM I-1012/NCIB 40112)» la data del «30.11.1996» che figura nella colonna «Durata dell'autorizzazione» è sostituita ogni volta da quella del «30.11.1997» per la categoria di animali «Suinetti», «Suini» e «Scrofe»;

6.2. Alla voce n. 2 «Bacillus licheniformis (DSM 5749)/Bacillus subtilis (DSM 5750) (in proporzione 1/1)» la data del «30.11.1996» che figura nella colonna «Durata dell'autorizzazione» è sostituita da quella del «30.11.1997» per la categoria di animali «Suinetti»;

6.3. Alla voce n. 3 «Saccharomyces cerevisiae (NCYC Sc 47)» la data del «30.11.1996» che figura nella colonna «Durata dell'autorizzazione» e sostituita da quella del «30.11.1997» per la categoria di animali «Bovini da ingrasso»;

6.4. Alla voce n. 4 «Bacillus cereus (ATCC 14893/CIP 5832» la data del «30.11.1996» che figura nella colonna «Durata dell'autorizzazione» e sostituita ogni volta da quella del «30.11.1997» per la categoria di animali «Conigli da ingrasso» e «Conigli riproduttori».

7. Sono inseriti il gruppo e la voce seguenti:

Numero	Additivo	Denominazione chimica, descrizione	Specie animale o categorie di animali	Età massima	Tenore minimo	Tenore massimo	Altre disposizioni	Durata dell'autorizzazione
					mg/kg di alimento completo			
	«P. Leganti di radionuclidi							
1.	Leganti di cesio radioattivo (^{137}Cs e ^{134}Cs)							
1.1	Esacianoferrato (II) di ammonio ferrico (III)	$NH_4Fe(III)[Fe(II)(CN)_6]$	Ruminanti (domestici e selvatici)	—	50	500	Indicare nelle istruzioni per l'uso: — "La qualità esacianoferrato (II) di ammonio ferrico (III) nella razione giornaliera deve essere compresa tra 10 mg e 150 mg per 10 kg di peso animale"	30.11.1997
			Vitelli prima dell'inizio della ruminazione	—				30.11.1997
			Agnelli prima dell'inizio della ruminazione	—				30.11.1997
			Capretti prima dell'inizio della ruminazione	—				30.11.1997
			Suini (domestici e selvatici)	—				30.11.1997»

97A9349

DECRETO 10 novembre 1997.

Autorizzazione all'azienda ospedaliera ospedale San Martino e cliniche universitarie convenzionate di Genova ad includere un sanitario nell'équipe autorizzata ad espletare attività di trapianto di rene, fegato e pancreas da cadavere a scopo terapeutico con decreto ministeriale 29 marzo 1993.

IL DIRIGENTE GENERALE

DEL DIPARTIMENTO DELLE PROFESSIONI SANITARIE, RISORSE UMANE E TECNOLOGICHE IN SANITÀ E ASSISTENZA SANITARIA DI COMPETENZA STATALE

Visto il decreto ministeriale 29 marzo 1993 con il quale l'Università degli studi ora azienda ospedaliera ospedale San Martino e cliniche universitarie convenzionate di Genova, è stata autorizzata ad espletare attività di trapianto di rene, fegato e pancreas da cadavere a scopo terapeutico;

Vista l'istanza presentata dal direttore generale dell'azienda ospedaliera ospedale San Martino e cliniche universitarie convenzionate di Genova in data 22 ottobre 1997, intesa ad ottenere l'autorizzazione all'inclusione di sanitari nell'équipe già autorizzata all'espletamento delle predette attività con il sopracitato decreto ministeriale;

Considerato che, in base agli atti istruttori, nulla osta alla concessione della richiesta autorizzazione;

Vista la legge 2 dicembre 1975, n. 644, che disciplina i prelievi di parti di cadavere a scopo di trapianto terapeutico;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 16 giugno 1977, n. 409, che approva il regolamento di esecuzione della sopracitata legge;

Vista la legge 13 luglio 1990, n. 198, recante modifiche delle disposizioni sul prelievo di parti di cadavere a scopo di trapianto terapeutico;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 9 novembre 1994, n. 694, che approva il regolamento recante norme sulla semplificazione del procedimento di autorizzazione dei trapianti;

Decreta:

Art. 1.

L'azienda ospedaliera ospedale San Martino e cliniche universitarie convenzionate di Genova è autorizzato ad includere nell'équipe responsabile dell'attività di trapianto di rene, fegato e pancreas da cadavere a scopo terapeutico, di cui al decreto ministeriale 29 marzo 1993, il seguente sanitario:

Andorno dott. Enzo, dirigente medico primo livello presso la divisione di chirurgia generale e dei trapianti d'organo del centro trapianti di Genova.

Art. 2.

Il direttore generale dell'azienda ospedaliera San Martino e cliniche universitarie convenzionate di Genova è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 10 novembre 1997

Il dirigente generale: D'ARI

97A9350

MINISTERO DELL'UNIVERSITÀ E DELLA RICERCA SCIENTIFICA E TECNOLOGICA

DECRETO 30 ottobre 1997.

Autorizzazione ad alcune università ad istituire per l'anno 1997-98 nuove scuole di specializzazione.

IL MINISTRO DELL'UNIVERSITÀ E DELLA RICERCA SCIENTIFICA E TECNOLOGICA

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 30 dicembre 1995 «Approvazione del piano di sviluppo delle Università per il triennio 1994-96» ed in particolare l'art. 13 «Scuole di specializzazione, dottorati di ricerca»;

Viste le unite deliberazioni delle autorità accademiche delle università;

Visto il parere del Consiglio universitario nazionale;

Decreta:

A decorrere dall'anno 1997-98 è autorizzata l'istituzione delle seguenti nuove scuole di specializzazione:

Università di Messina:

facoltà di farmacia;

farmacia ospedaliera.

Università di Perugia:

facoltà di medicina veterinaria;

alimentazione animale;

biotecnologie veterinarie;

medicina e chirurgia del cavallo.

Politecnico di Bari:

facoltà di ingegneria;

pianificazione del territorio e dell'ambiente.

Gli oneri derivanti dall'attivazione e dal funzionamento delle scuole graveranno per intero sui rispettivi bilanci universitari sia in termini di risorse finanziarie che di strutture, attrezzature e personale docente, tecnico e amministrativo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 30 ottobre 1997

p. *Il Ministro:* GUERZONI

97A9351

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

DECRETO 15 ottobre 1997.

Scioglimento della società cooperativa edilizia «Edil Pitagora» a responsabilità limitata, in Crotone.

IL DIRETTORE DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO DI CATANZARO

Visto l'art. 2544 del codice civile modificato dall'art. 18 della legge 31 gennaio 1992, n. 59;

Visto l'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il verbale di ispezione ordinaria dalla quale risulta che la società cooperativa si trova nelle condizioni previste dal citato art. 2544;

Considerato che il provvedimento di scioglimento, primo comma, art. 2544 del codice civile, non comporta la fase liquidatoria;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto il decreto del direttore generale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996;

Decreta:

La seguente società cooperativa è sciolta ai sensi dell'art. 2544 del codice civile integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400:

società cooperativa edilizia «Edil Pitagora» a responsabilità limitata, con sede in Crotone, costituita per rogito notaio dott. Carlo Cizza in data 29 febbraio 1948, repertorio n. 8587, registro società n. 21, tribunale di Crotone.

Catanzaro, 15 ottobre 1997

Il direttore: PISANI

907A9335

DECRETO 15 ottobre 1997.

Scioglimento della società cooperativa edilizia «Casa economica» a responsabilità limitata, in Catanzaro.

IL DIRETTORE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI CATANZARO

Visto l'art. 2544 del codice civile modificato dall'art. 18 della legge 31 gennaio 1992, n. 59;

Visto l'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il verbale di ispezione ordinaria dalla quale risulta che la società cooperativa si trova nelle condizioni previste dal citato art. 2544;

Considerato che il provvedimento di scioglimento, primo comma, art. 2544 del codice civile, non comporta la fase liquidatoria;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto il decreto del direttore generale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996;

Decreta:

La seguente società cooperativa è sciolta ai sensi dell'art. 2544 del codice civile integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400:

società cooperativa edilizia «Casa economica» a responsabilità limitata, con sede in Catanzaro, costituita per rogito notaio dott. Vincenzo Gallelli in data 22 febbraio 1965, repertorio n. 47531, registro società n. 1328, tribunale di Catanzaro.

Catanzaro, 15 ottobre 1997

Il direttore: PISANI

907A9336

DECRETO 15 ottobre 1997.

Scioglimento della società cooperativa edilizia «Astrid» a responsabilità limitata, in Catanzaro.

IL DIRETTORE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI CATANZARO

Visto l'art. 2544 del codice civile modificato dall'art. 18 della legge 31 gennaio 1992, n. 59;

Visto l'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il verbale di ispezione ordinaria dalla quale risulta che la società cooperativa si trova nelle condizioni previste dal citato art. 2544;

Considerato che il provvedimento di scioglimento, primo comma, art. 2544 del codice civile, non comporta la fase liquidatoria;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto il decreto del direttore generale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996;

Decreta:

La seguente società cooperativa è sciolta ai sensi dell'art. 2544 del codice civile integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400:

società cooperativa edilizia «Astrid» a responsabilità limitata, con sede in Catanzaro, costituita per rogito notaio dott.ssa Paola Gualtieri in data 17 luglio 1980, repertorio n. 2885, registro società n. 2653, tribunale di Catanzaro.

Catanzaro, 15 ottobre 1997

Il direttore: PISANI

97A9343

DECRETO 15 ottobre 1997.

Scioglimento della società cooperativa edilizia «Verdemarina» a responsabilità limitata, in S. Andrea Ionio.

IL DIRETTORE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI CATANZARO

Visto l'art. 2544 del codice civile modificato dall'art. 18 della legge 31 gennaio 1992, n. 59;

Visto l'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il verbale di ispezione ordinaria dalla quale risulta che la società cooperativa si trova nelle condizioni previste dal citato art. 2544;

Considerato che il provvedimento di scioglimento, primo comma, art. 2544 del codice civile, non comporta la fase liquidatoria;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto il decreto del direttore generale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996;

Decreta:

La seguente società cooperativa è sciolta ai sensi dell'art. 2544 del codice civile integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400:

società cooperativa edilizia «Verdemarina» a responsabilità limitata, con sede in S. Andrea Ionio, costituita per rogito notaio dott.ssa Edda Rao in data 7 ottobre 1977, repertorio n. 1075, registro società n. 2204, tribunale di Catanzaro.

Catanzaro, 15 ottobre 1997

Il direttore: PISANI

97A9340

DECRETO 15 ottobre 1997.

Scioglimento della società cooperativa edilizia «Del Sole» a responsabilità limitata, in Savelli.

IL DIRETTORE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI CATANZARO

Visto l'art. 2544 del codice civile modificato dall'art. 18 della legge 31 gennaio 1992, n. 59;

Visto l'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il verbale di ispezione ordinaria dalla quale risulta che la società cooperativa si trova nelle condizioni previste dal citato art. 2544;

Considerato che il provvedimento di scioglimento, primo comma, art. 2544 del codice civile, non comporta la fase liquidatoria;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto il decreto del direttore generale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996;

Decreta:

La seguente società cooperativa è sciolta ai sensi dell'art. 2544 del codice civile integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400:

società cooperativa edilizia «Del Sole» a responsabilità limitata, con sede in Savelli, costituita per rogito notaio dott. Leucio Gisonna in data 15 aprile 1982, repertorio n. 29457, registro società n. 9263, tribunale di Crotone.

Catanzaro, 15 ottobre 1997

Il direttore: PISANI

97A9344

DECRETO 15 ottobre 1997.

Scioglimento della società cooperativa edilizia «Promuovere Intervenire» a responsabilità limitata, in Catanzaro.

IL DIRETTORE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI CATANZARO

Visto l'art. 2544 del codice civile modificato dall'art. 18 della legge 31 gennaio 1992, n. 59;

Visto l'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il verbale di ispezione ordinaria dalla quale risulta che la società cooperativa si trova nelle condizioni previste dal citato art. 2544;

Considerato che il provvedimento di scioglimento, primo comma, art. 2544 del codice civile, non comporta la fase liquidatoria;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto il decreto del direttore generale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996;

Decreta:

La seguente società cooperativa è sciolta ai sensi dell'art. 2544 del codice civile integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400:

società cooperativa edilizia «Promuovere Intervenire» a responsabilità limitata, con sede in Catanzaro, costituita per rogito notaio dott.ssa Paola Gualtieri in data 24 gennaio 1989, repertorio n. 41451, registro società n. 5374, tribunale di Catanzaro.

Catanzaro, 15 ottobre 1997

Il direttore: PISANI

97A9347

DECRETO 15 ottobre 1997.

Scioglimento della società cooperativa edilizia «S. Veneranda» a responsabilità limitata, in Crotone.

IL DIRETTORE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI CATANZARO

Visto l'art. 2544 del codice civile modificato dall'art. 18 della legge 31 gennaio 1992, n. 59;

Visto l'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il verbale di ispezione ordinaria dalla quale risulta che la società cooperativa si trova nelle condizioni previste dal citato art. 2544;

Considerato che il provvedimento di scioglimento, primo comma, art. 2544 del codice civile, non comporta la fase liquidatoria;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto il decreto del direttore generale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996;

Decreta:

La seguente società cooperativa è sciolta ai sensi dell'art. 2544 del codice civile integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400:

società cooperativa edilizia «S. Veneranda» a responsabilità limitata, con sede in Crotone, costituita per rogito notaio dott. Francesco Liguori in data 12 luglio 1989, repertorio n. 8520, registro società n. 3146, tribunale di Crotone.

Catanzaro, 15 ottobre 1997

Il direttore: PISANI

97A9348

DECRETO 16 ottobre 1997.

Scioglimento della società cooperativa edilizia «Aglaia» a responsabilità limitata, in Catanzaro.

IL DIRETTORE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI CATANZARO

Visto l'art. 2544 del codice civile modificato dall'art. 18 della legge 31 gennaio 1992, n. 59;

Visto l'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il verbale di ispezione ordinaria dalla quale risulta che la società cooperativa si trova nelle condizioni previste dal citato art. 2544;

Considerato che il provvedimento di scioglimento, primo comma, art. 2544 del codice civile non comporta la fase liquidatoria;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto il decreto del direttore generale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996;

Decreta:

La seguente società cooperativa è sciolta ai sensi dell'art. 2544 del codice civile integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400:

società cooperativa edilizia «Aglaia» a responsabilità limitata, con sede in Catanzaro, costituita per rogito notaio dott. Salvatore Giordano in data 1° marzo 1948, repertorio n. 2597, registro società n. 865, tribunale di Catanzaro.

Catanzaro, 16 ottobre 1997

Il direttore: PISANI

907A9337

DECRETO 16 ottobre 1997.

Scioglimento della società cooperativa edilizia «Euofrosine» a responsabilità limitata, in Catanzaro.

IL DIRETTORE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI CATANZARO

Visto l'art. 2544 del codice civile modificato dall'art. 18 della legge 31 gennaio 1992, n. 59;

Visto l'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il verbale di ispezione ordinaria dalla quale risulta che la società cooperativa si trova nelle condizioni previste dal citato art. 2544;

Considerato che il provvedimento di scioglimento, primo comma, art. 2544 del codice civile non comporta la fase liquidatoria;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto il decreto del direttore generale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996;

Decreta:

La seguente società cooperativa è sciolta ai sensi dell'art. 2544 del codice civile integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400:

società cooperativa edilizia «Euofrosine» a responsabilità limitata, con sede in Catanzaro, costituita per rogito notaio dott. Salvatore Giordano in data 1° marzo 1948, repertorio n. 2598, registro società n. 864, tribunale di Catanzaro.

Catanzaro, 16 ottobre 1997

Il direttore: PISANI

907A9338

DECRETO 16 ottobre 1997.

Scioglimento della società cooperativa edilizia «Solemare» a responsabilità limitata, in Soverato

IL DIRETTORE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI CATANZARO

Visto l'art. 2544 del codice civile modificato dall'art. 18 della legge 31 gennaio 1992, n. 59;

Visto l'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il verbale di ispezione ordinaria dalla quale risulta che la società cooperativa si trova nelle condizioni previste dal citato art. 2544;

Considerato che il provvedimento di scioglimento, primo comma, art. 2544 del codice civile, non comporta la fase liquidatoria;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto il decreto del direttore generale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996;

Decreta:

La seguente società cooperativa è sciolta ai sensi dell'art. 2544 del codice civile integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400:

società cooperativa edilizia «Solemare» a responsabilità limitata, con sede in Soverato, costituita per rogito notaio dott. Vincenzo Gallelli in data 15 novembre 1973, repertorio n. 84472, registro società n. 1731, tribunale di Catanzaro.

Catanzaro, 16 ottobre 1997

Il direttore: PISANI

97A9339

DECRETO 16 ottobre 1997.

Scioglimento della società cooperativa edilizia «SS. Annunziata» a responsabilità limitata, in Isola Capo Rizzuto.

IL DIRETTORE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI CATANZARO

Visto l'art. 2544 del codice civile modificato dall'art. 18 della legge 31 gennaio 1992, n. 59;

Visto l'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il verbale di ispezione ordinaria dalla quale risulta che la società cooperativa si trova nelle condizioni previste dal citato art. 2544;

Considerato che il provvedimento di scioglimento, primo comma, art. 2544 del codice civile, non comporta la fase liquidatoria;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto il decreto del direttore generale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996;

Decreta:

La seguente società cooperativa è sciolta ai sensi dell'art. 2544 del codice civile integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400:

società cooperativa edilizia «SS. Annunziata» a responsabilità limitata, con sede in Isola Capo Rizzuto, costituita per rogito notaio dott. Giulio Capocasale in data 17 dicembre 1979, repertorio n. 1334, registro società n. 1170, tribunale di Crotone.

Catanzaro, 16 ottobre 1997

Il direttore: PISANI

97A9341

DECRETO 16 ottobre 1997.

Scioglimento della società cooperativa edilizia «Domus 79» a responsabilità limitata, in Catanzaro.

IL DIRETTORE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI CATANZARO

Visto l'art. 2544 del codice civile modificato dall'art. 18 della legge 31 gennaio 1992, n. 59;

Visto l'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il verbale di ispezione ordinaria dalla quale risulta che la società cooperativa si trova nelle condizioni previste dal citato art. 2544;

Considerato che il provvedimento di scioglimento, primo comma, art. 2544 del codice civile, non comporta la fase liquidatoria;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto il decreto del direttore generale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996;

Decreta:

La seguente società cooperativa è sciolta ai sensi dell'art. 2544 del codice civile integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400:

società cooperativa edilizia «Domus 79» a responsabilità limitata, con sede in Catanzaro, costituita per rogito notaio dott. Gaetano Bisantis in data 8 marzo 1979, repertorio n. 85798, registro società n. 2525, tribunale di Catanzaro.

Catanzaro, 16 ottobre 1997

Il direttore: PISANI

97A9342

DECRETO 16 ottobre 1997.

Scioglimento della società cooperativa edilizia «Sila» a responsabilità limitata, in Catanzaro.

IL DIRETTORE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI CATANZARO

Visto l'art. 2544 del codice civile modificato dall'art. 18 della legge 31 gennaio 1992, n. 59;

Visto l'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il verbale di ispezione ordinaria dalla quale risulta che la società cooperativa si trova nelle condizioni previste dal citato art. 2544;

Considerato che il provvedimento di scioglimento, primo comma, art. 2544 del codice civile, non comporta la fase liquidatoria;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto il decreto del direttore generale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996;

Decreta:

La seguente società cooperativa è sciolta ai sensi dell'art. 2544 del codice civile integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400:

società cooperativa edilizia «Sila» a responsabilità limitata, con sede in Catanzaro, costituita per rogito notaio dott.ssa Paola Gualtieri in data 27 settembre 1982, repertorio n. 9377, registro società n. 3154, tribunale di Catanzaro.

Catanzaro, 16 ottobre 1997

Il direttore: PISANI

97A9345

DECRETO 16 ottobre 1997.

Scioglimento della società cooperativa edilizia «Serena» a responsabilità limitata, in S. Andrea Ionio.

IL DIRETTORE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI CATANZARO

Visto l'art. 2544 del codice civile modificato dall'art. 18 della legge 31 gennaio 1992, n. 59;

Visto l'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il verbale di ispezione ordinaria dalla quale risulta che la società cooperativa si trova nelle condizioni previste dal citato art. 2544;

Considerato che il provvedimento di scioglimento, primo comma, art. 2544 del codice civile, non comporta la fase liquidatoria;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto il decreto del direttore generale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996;

Decreta:

La seguente società cooperativa è sciolta ai sensi dell'art. 2544 del codice civile integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400:

società cooperativa edilizia «Serena» a responsabilità limitata, con sede in S. Andrea Ionio, costituita per rogito notaio dott. Natale Naso in data 27 novembre 1985, repertorio n. 13203, registro società n. 4146, tribunale di Catanzaro.

Catanzaro, 16 ottobre 1997

Il direttore: PISANI

97A9346

MINISTERO DEL TESORO

DECRETO 20 novembre 1997.

Indicazione del prezzo medio ponderato dei buoni ordinari del Tesoro a novantaquattro e trecentosessantasette giorni (prima tranche) e centottantuno giorni (seconda tranche), relativi all'emissione del 14 novembre 1997.

IL DIRETTORE GENERALE DEL TESORO

Visto il decreto ministeriale 15 settembre 1997, con il quale sono state fissate le modalità di emissione dei buoni ordinari del Tesoro a partire dal 22 settembre 1997;

Visti i propri decreti del 6 novembre 1997 che hanno disposto per il 14 novembre 1997 l'emissione dei buoni ordinari del Tesoro a novantaquattro (prima tranche), e centottantuno (seconda tranche) e trecentosessantasette (prima tranche) giorni senza l'indicazione del prezzo base di collocamento;

Visto l'art. 2, comma 2, del decreto legislativo 10 novembre 1993, n. 470;

Visto l'art. 3 della legge 14 gennaio 1994, n. 20;

Vista la propria determinazione del 24 giugno 1993, n. 601253;

Ritenuto che in applicazione dell'art. 2 del menzionato decreto ministeriale 15 settembre 1997 occorre indicare con apposito decreto, per ogni scadenza, i prezzi risultanti dall'asta relativa all'emissione dei buoni ordinari del Tesoro del 14 novembre 1997;

Considerato che nel verbale di aggiudicazione dell'asta dei buoni ordinari del Tesoro per l'emissione del 14 novembre 1997 sono indicati, tra l'altro, gli importi degli interessi pagati per le tre tranches dei titoli emessi;

Decreta:

Per l'emissione dei buoni ordinari del Tesoro del 14 novembre 1997 il prezzo medio ponderato è risultato pari a L. 98,50 per la prima tranche dei B.O.T. a novantaquattro giorni, a L. 97,41 per la seconda tranche dei B.O.T. a centottantuno giorni e a L. 94,50 per la prima tranche dei B.O.T. a trecentosessantasette giorni.

La spesa per interessi, graverà sul capitolo 4677 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1998, ammonta a L. 52.639.482.500 per la prima tranche dei buoni a novantaquattro giorni con scadenza 16 febbraio 1998, a L. 103.549.224.000 per la seconda tranche dei titoli a centottantuno giorni con scadenza 30 aprile 1998 e a L. 219.808.452.500 per la prima tranche dei titoli a trecentosessantasette giorni con scadenza 16 novembre 1998.

A fronte delle predette spese, viene assunto il relativo impegno.

Il prezzo minimo accoglibile è risultato pari a L. 98,13 per la prima tranche dei B.O.T. a novantaquattro giorni, a L. 96,78 per la seconda tranche dei B.O.T. a centottantuno giorni e a L. 93,20 per la prima tranche dei B.O.T. a trecentosessantasette giorni.

Il presente decreto verrà inviato per il controllo all'Ufficio centrale di ragioneria per i servizi del debito pubblico e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 20 novembre 1997

p. *Il direttore generale:* LA VIA

97A9381

DECRETO 20 novembre 1997.

Emissione della seconda tranche dei buoni ordinari del Tesoro al portatore a novantaquattro giorni.

IL DIRETTORE GENERALE DEL TESORO

Visto il decreto ministeriale 15 settembre 1997 con il quale sono state fissate le modalità di emissione dei buoni ordinari del Tesoro a partire dal 22 settembre 1997;

Visto l'art. 3 della legge 27 ottobre 1997, n. 372, contenente disposizioni per l'assestamento del bilancio dello Stato per l'anno finanziario 1997, che fissa in miliardi 66.000 l'importo massimo di emissione dei titoli pubblici, in Italia e all'estero, al netto di quelli da rimborsare e di quelli per regolazioni debitorie;

Visto l'art. 2, comma 2, del decreto legislativo 10 novembre 1993, n. 470;

Visto l'art. 3 della legge 14 gennaio 1994, n. 20;

Vista la propria determinazione del 24 giugno 1993, n. 601253;

Considerato che, sulla base dei flussi di cassa, l'importo relativo all'emissione netta dei suindicati titoli pubblici al 14 novembre 1997 è pari a 43.935 miliardi;

Decreta:

Per il 28 novembre 1997 è disposta l'emissione, senza l'indicazione del prezzo base, della seconda tranche dei buoni ordinari del Tesoro al portatore a novantaquattro giorni con durata residua di ottanta giorni e con scadenza il 16 febbraio 1998 fino al limite massimo in valore nominale di lire 6.500 miliardi.

La spesa per interessi graverà sul capitolo 4677 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro dell'esercizio finanziario 1998.

L'assegnazione e l'aggiudicazione dei buoni ordinari del Tesoro avverrà con le modalità indicate negli articoli 2, 13 e 14 del decreto 15 settembre 1997 citato nelle premesse.

Le richieste di acquisto dovranno pervenire alla Banca d'Italia, esclusivamente tramite la rete nazionale interbancaria, entro e non oltre le ore 13 del giorno 25 novembre 1997, con l'osservanza delle modalità stabilite negli articoli 8 e 9 del citato decreto ministeriale 15 settembre 1997.

Il presente decreto verrà inviato per il controllo all'Ufficio centrale di ragioneria per i servizi del debito pubblico e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 20 novembre 1997

p. *Il direttore generale:* LA VIA

97A9382

DECRETO 20 novembre 1997.

Emissione della prima tranche dei buoni ordinari del Tesoro al portatore a centottantadue giorni.

IL DIRETTORE GENERALE DEL TESORO

Visto il decreto ministeriale 15 settembre 1997 con il quale sono state fissate le modalità di emissione dei buoni ordinari del Tesoro a partire dal 22 settembre 1997;

Visto l'art. 3 della legge 27 ottobre 1997, n. 372, contenente disposizioni per l'assestamento del bilancio dello Stato per l'anno finanziario 1997, che fissa in miliardi 66.000 l'importo massimo di emissione dei titoli pubblici, in Italia e all'estero, al netto di quelli da rimborsare e di quelli per regolazioni debitorie;

Visto l'art. 2, comma 2, del decreto legislativo 10 novembre 1993, n. 470;

Visto l'art. 3 della legge 14 gennaio 1994, n. 20;

Vista la propria determinazione del 24 giugno 1993, n. 601253;

Considerato che, sulla base dei flussi di cassa, l'importo relativo all'emissione netta dei suindicati titoli pubblici al 14 novembre 1997 è pari a 43.935 miliardi;

Decreta:

Per il 28 novembre 1997 è disposta l'emissione, senza l'indicazione del prezzo base, della prima tranche dei buoni ordinari del Tesoro al portatore a centottantadue giorni con scadenza il 29 maggio 1998 fino al limite massimo in valore nominale di lire 9.000 miliardi.

La spesa per interessi graverà sul capitolo 4677 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro dell'esercizio finanziario 1998.

L'assegnazione e l'aggiudicazione dei buoni ordinari del Tesoro avverrà con le modalità indicate negli articoli 2, 13 e 14 del decreto 15 settembre 1997 citato nelle premesse.

Le richieste di acquisto dovranno pervenire alla Banca d'Italia, esclusivamente tramite la rete nazionale interbancaria, entro e non oltre le ore 13 del giorno 25 novembre 1997, con l'osservanza delle modalità stabilite negli articoli 8 e 9 del citato decreto ministeriale 15 settembre 1997.

Il presente decreto verrà inviato per il controllo all'Ufficio centrale di ragioneria per i servizi del debito pubblico e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 20 novembre 1997

p. *Il direttore generale:* LA VIA

97A9383

DECRETO 20 novembre 1997.

Emissione della seconda tranche dei buoni ordinari del Tesoro al portatore a trecentosessantasette giorni.

IL DIRETTORE GENERALE DEL TESORO

Visto il decreto ministeriale 15 settembre 1997 con il quale sono state fissate le modalità di emissione dei buoni ordinari del Tesoro a partire dal 22 settembre 1997;

Visto l'art. 3 della legge 27 ottobre 1997, n. 372, contenente disposizioni per l'assestamento del bilancio dello Stato per l'anno finanziario 1997, che fissa in miliardi 66.000 l'importo massimo di emissione dei titoli pubblici, in Italia e all'estero, al netto di quelli da rimborsare e di quelli per regolazioni debitorie;

Visto l'art. 2, comma 2, del decreto legislativo 10 novembre 1993, n. 470;

Visto l'art. 3 della legge 14 gennaio 1994, n. 20;

Vista la propria determinazione del 24 giugno 1993, n. 601253;

Considerato che, sulla base dei flussi di cassa, l'importo relativo all'emissione netta dei suindicati titoli pubblici al 14 novembre 1997 è pari a 43.935 miliardi;

Decreta:

Per il 28 novembre 1997 è disposta l'emissione, senza l'indicazione del prezzo base, della seconda tranche dei buoni ordinari del Tesoro al portatore a trecentosessantasette giorni con durata residua di trecentocinquantatre giorni e con scadenza il 16 novembre 1998 fino al limite massimo in valore nominale di lire 9.500 miliardi.

La spesa per interessi graverà sul capitolo 4677 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro dell'esercizio finanziario 1998.

L'assegnazione e l'aggiudicazione dei buoni ordinari del Tesoro avverrà con le modalità indicate negli articoli 2, 13 e 14 del decreto 15 settembre 1997 citato nelle premesse.

Le richieste di acquisto dovranno pervenire alla Banca d'Italia, esclusivamente tramite la rete nazionale interbancaria, entro e non oltre le ore 13 del giorno 25 novembre 1997, con l'osservanza delle modalità stabilite negli articoli 8 e 9 del citato decreto ministeriale 15 settembre 1997.

Il presente decreto verrà inviato per il controllo all'Ufficio centrale di ragioneria per i servizi del debito pubblico e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 20 novembre 1997

p. *Il direttore generale:* LA VIA

97A9384

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

DECRETO 19 novembre 1997.

Risorse per le aree depresse di cui alla legge 23 maggio 1997, n. 135.

IL MINISTRO DEI LAVORI PUBBLICI

Visto il decreto legislativo 3 aprile 1993, n. 96, ed in particolare l'art. 19, comma 5, che istituisce un apposito «Fondo» al quale affluiscono le disponibilità di bilancio per il finanziamento delle iniziative nelle aree depresse del Paese;

Visto l'art. 1, comma 1, del decreto-legge 25 marzo 1997, n. 67, convertito, con modificazioni dalla legge 23 maggio 1997, n. 135, che demanda, fra l'altro, al CIPE la ripartizione dei ricavi di mutui contratti dal Ministero del tesoro che affluiscono al suddetto «Fondo»;

Visto la delibera 29 agosto 1997 (deliberazione n. 175/97), pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 258 del 25 ottobre 1997 - serie generale - con la quale il CIPE ha provveduto al riparto delle risorse aree depresse anno 1997 come sopra specificate;

Visto in particolare il punto 4 (ulteriori assegnazioni) della suddetta delibera CIPE che dispone, fra l'altro, l'assegnazione al Ministero dei lavori pubblici della somma di lire 700 miliardi per il raggiungimento degli obiettivi posti dalla delibera medesima;

Considerato che nell'ambito delle risorse assegnate sono stati individuati, a seguito di concertazione coordinata dal Ministero del bilancio e della programmazione economica, gli interventi che presentano carattere di priorità e che rispondono, altresì, ai criteri fissati dal punto 4.2. della citata delibera CIPE del 24 agosto 1997;

Ritenuto, pertanto, di approvare gli interventi selezionati;

Decreta:

Sono approvati, ai fini dell'ammissione a finanziamento a valere sulle risorse assegnate al Ministero dei lavori pubblici con delibera CIPE del 29 agosto 1997 (deliberazione n. 175/97), gli interventi indicati analiticamente nell'accluso elenco che forma parte integrante e sostanziale del presente decreto.

Nel caso in cui intervengano cause, al momento imprevedibili, che non permettano l'appalto dei lavori entro il termine fissato dal punto 4.2. della delibera CIPE 29 agosto 1997, il Ministero dei lavori pubblici procederà con provvedimento motivato alla sostituzione dell'intervento con altri aventi i requisiti previsti dal medesimo punto 4.2. sopraindicato.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale*.

Roma, 19 novembre 1997

Il Ministro: COSTA

Registrato alla Corte dei conti il 20 novembre 1997
Registro n. 2 Lavori pubblici, foglio n. 319

ALLEGATO 1

ELENCO INTERVENTI SELEZIONATI
(CIPE 29 agosto 1997)

	Interventi	Finanziamento (in miliardi)
Sicilia	Autostrada ME-PA - Tratto S. Stefano di Camastra-Castelbuono	99,000
Piemonte	Bacino idr. Dora Riparia: sistemazione idrogeologica fiume Dora Riparia	25,000
Trentino-Alto Adige	Sist. idraulica fiume Adige ed affluenti in provincia di Bolzano	2,115
Trentino-Alto Adige	Risanamento arginature con costruzione di una briglia filtrante sul rio Leno (bacino fiume Adige)	1,100
Veneto	Sist. idraulica torrente Illasi, rio Secco e affluenti, rio Fontana, Chiampo, Alpone ed affluenti, Lena - Prognetta Corgnano, Progno (Illasi e Fumane), rio Valle del Folo, rio Val Nera, rio Valle Costa, rio Valle Massanghella (bacino fiume Adige)	3,430
Friuli-Venezia Giulia	Completamento canale scolmatore dal torrente Corno al fiume Tagliamento	29,700
Veneto	Opere di regimazione e stabilizzazione di foce Adige	13,000
Friuli.Venezia Giulia	Realizzazione di casse di espansione e di opere di difesa passiva. Avvio piano stralcio bacino fiume Tagliamento	39,573
Trentino-Alto Adige e Veneto	Sistemazione idraulica fiume Adige ed affluenti in provincia di Verona e Bolzano	2,670
Veneto ed Emilia-Romagna	Sistemazione delta padano	35,080
Toscana	Circ. idr. Pisa, Arezzo, Firenze - Manutenzione strade e recupero officiosità idraulica del fiume Arno e affluenti	21,720
Lazio	Opere di manutenzione idraulica (interventi proposti dall'Autorità di bacino fiume Tevere)	10,112
Abruzzo	Programma di consolidamento dissesti idrogeologici versanti abruzzesi (stralcio per Civitella del Tronto, Montebello sul Sangro, Orsogna, Torrebruna, Roio del Sangro, Villa S. Maria, Valle Castellana, Ortona, Caramanico Terme, Alanno, Bomba)	21,500
Abruzzo	Porto di Pescara - Lavori di costruzione nuovo molo di levante e nuove banchine	27,500
Lazio	Porto di Civitavecchia - Opere di completamento terminal crocieristico	24,600
Sicilia	Porto di Catania - Allargamento della banchina del molo di levante	30,000
Calabria	Porto di Crotone - Completamento del banchinamento e dei piazzali del porto nuovo in conformità del vigente piano regolatore portuale	30,000
Puglia	Porto di Brindisi - Realizzazione nuovo banchinamento S. Apollinare ai fini della contin. S. Levante/c Morena	36,000
Ligura	Porto di Genova - Adeguamento strutturale dei bacini di carenaggio del porto di Genova	29,070
Sardegna	Porto di Porto Torres - Opere marittime in attuazione del nuovo PRP	40,000
Molise	Rete idrica fognante - Comune di Bonefro	9,000
Puglia	Nuovo serbatoio di accumulo reti interne di Grottaglie	9,000
Basilicata	Adeg. funz. e compl. della rete idrica comunale di Acerenza	2,000
Basilicata	Risanamento rete idrica abitato di Montalbano Jonico	5,000
Basilicata	Adeg. funzionale e compl. della rete idrica e fognante di Trivigno (Potenza)	3,000
Calabria	Interventi di risanamenti nei comuni costieri del tratto Vibo Marina - Nicotera - 2° stralcio esecutivo	26,450
Sicilia	Completamento e ammodernamento rete idrica comunale di S. Giuseppe Iato	10,000
Campania	Napoli - Lavori di completamento ed adeguamento dell'edificio demaniale Nuovo palazzo di giustizia	5,000
Calabria	Reggio Calabria - Completamento sede della caserma della Polizia di Stato	9,000
Calabria	Catanzaro - Completamento complesso demaniale Polizia di Stato e Polizia stradale	6,380
Sicilia	Comune di Taormina - Completamento scuola addestramento professionale	4,000
Sicilia	Porto commerciale di Augusta - Opere di completamento - completamento II lotto, 2° stralcio con esclusione edifici definitivi	30,000
Piemonte	Immobile demaniale della ex Cas. Trevisan sito in Bra (Cuneo) ristrutt. per la sede degli uffici finanziari	5,000
Lazio	Frosinone - Costruzione della nuova sede della questura e della P.S.	35,000
Campania	Napoli - Lavori di adeguamento e ristrutturazione terminal e contenitori al molo Flavio Gioia	20,000
	Totale ...	700,000

97A9385

MINISTERO PER LE POLITICHE AGRICOLE

DECRETO 13 novembre 1997.

Dichiarazione dell'esistenza del carattere di eccezionalità degli eventi calamitosi verificatisi nella provincia di Bolzano.

IL MINISTRO PER LE POLITICHE AGRICOLE

Visto l'art. 70 del decreto del Presidente della Repubblica 24 luglio 1977, n. 616, concernente il trasferimento alle regioni delle funzioni amministrative relative agli interventi conseguenti a calamità naturali o avversità atmosferiche di carattere eccezionale;

Visto l'art. 14 della legge 15 ottobre 1981, n. 590, che estende alle regioni a statuto speciale e alle province autonome di Trento e Bolzano l'applicazione dell'art. 70 del decreto del Presidente della Repubblica 24 luglio 1977, n. 616, nonché le disposizioni della stessa legge n. 590/1981;

Vista la legge 14 febbraio 1992, n. 185, concernente la nuova disciplina del Fondo di solidarietà nazionale;

Visto l'art. 2 della legge 18 luglio 1996, n. 380, di conversione del decreto-legge 17 maggio 1996, n. 273, che estende gli interventi compensativi del Fondo alle produzioni non assicurate ancorché assicurabili;

Visto l'art. 2, comma 2, della legge 14 febbraio 1992, n. 185, che demanda al Ministro per le politiche agricole la dichiarazione dell'esistenza di eccezionale calamità o avversità atmosferica, attraverso la individuazione dei territori danneggiati e le provvidenze da concedere sulla base delle specifiche richieste da parte delle regioni e province autonome;

Vista la richiesta di declaratoria della provincia autonoma di Bolzano degli eventi calamitosi di seguito indicati, per l'applicazione nei territori danneggiati delle provvidenze del Fondo di solidarietà nazionale:

grandinate dal 17 giugno 1997 al 6 settembre 1997 nella provincia di Bolzano;

Accertata l'esistenza del carattere eccezionale degli eventi calamitosi segnalati, per effetto dei danni alle produzioni;

Decreta:

È dichiarata l'esistenza del carattere eccezionale degli eventi calamitosi elencati a fianco delle sottoindicate province per effetto dei danni alle produzioni nei sottoelencati territori agricoli, in cui possono trovare applicazione le specificate provvidenze della legge 14 febbraio 1992, n. 185:

Bolzano: grandinate del 17 giugno 1997, del 30 giugno 1997, del 16 agosto 1997, del 6 settembre 1997, provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettere *f)* e *g)*, nel territorio dei comuni di Bolzano, Bronzolo, Caines, Castelbello Ciardes, Cermes, Cornedo all'Isarco, Egna, Laces, Marlengo, Merano, Naturno, Ora, Renon, Rifiano, San Leonardo in Passiria, San Martino in Passiria, Scena, Tesimo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 13 novembre 1997

Il Ministro: PINTO

97A9331

DECRETO 13 novembre 1997.

Dichiarazione dell'esistenza del carattere di eccezionalità degli eventi calamitosi verificatisi nelle province di Alessandria, Asti, Cuneo, Novara, Torino e Vercelli.

IL MINISTRO PER LE POLITICHE AGRICOLE

Visto l'art. 70 del decreto del Presidente della Repubblica 24 luglio 1977, n. 616, concernente il trasferimento alle regioni delle funzioni amministrative relative agli interventi conseguenti a calamità naturali o avversità atmosferiche di carattere eccezionale;

Visto l'art. 14 della legge 15 ottobre 1981, n. 590, che estende alle regioni a statuto speciale e alle province autonome di Trento e Bolzano l'applicazione dell'art. 70 del decreto del Presidente della Repubblica 24 luglio 1977, n. 616, nonché le disposizioni della stessa legge n. 590/1981;

Vista la legge 14 febbraio 1992, n. 185, concernente la nuova disciplina del Fondo di solidarietà nazionale;

Visto l'art. 2 della legge 18 luglio 1996, n. 380, di conversione del decreto-legge 17 maggio 1996, n. 273, che estende gli interventi compensativi del Fondo alle produzioni non assicurate ancorché assicurabili;

Visto l'art. 2, comma 2, della legge 14 febbraio 1992, n. 185, che demanda al Ministro per le politiche agricole la dichiarazione dell'esistenza di eccezionale calamità o avversità atmosferica, attraverso la individuazione dei territori danneggiati e le provvidenze da concedere sulla base delle specifiche richieste da parte delle regioni e province autonome;

Vista la richiesta di declaratoria della regione Piemonte degli eventi calamitosi di seguito indicati, per l'applicazione nei territori danneggiati delle provvidenze del Fondo di solidarietà nazionale:

grandinate del 16 giugno 1997 nella provincia di Novara;

grandinate del 16 giugno 1997 nella provincia di Vercelli;

grandinate dal 16 giugno 1997 al 5 luglio 1997 nella provincia di Torino;

grandinate dal 16 giugno 1997 al 10 luglio 1997 nella provincia di Asti;

grandinate dal 16 giugno 1997 al 10 luglio 1997 nella provincia di Cuneo;

grandinate dal 17 giugno 1997 al 30 giugno 1997 nella provincia di Alessandria;

tromba d'aria del 17 giugno 1997 e del 30 giugno 1997 nella provincia di Alessandria;

tromba d'aria del 29 giugno 1997 nella provincia di Torino;

grandinate dal 30 giugno 1997 al 17 luglio 1997 nella provincia di Novara;

Accertata l'esistenza del carattere eccezionale degli eventi calamitosi segnalati, per effetto dei danni alle produzioni, strutture aziendali;

Decreta:

È dichiarata l'esistenza del carattere eccezionale degli eventi calamitosi elencati a fianco delle sottoindicate province per effetto dei danni alle produzioni, strutture aziendali nei sottoelencati territori agricoli, in cui possono trovare applicazione le specificate provvidenze della legge 14 febbraio 1992, n. 185:

Alessandria:

grandinate del 17 giugno 1997 e del 30 giugno 1997, provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettere *c)* e *d)*, nel territorio dei comuni di Alessandria, Alfiano Natta, Altavilla Monferrato, Camino, Cartosio, Castelletto d'Erro, Castelletto Monferrato, Cavatore, Denice, Fubine, Grognardo, Melazzo, Montecastello, Montechiaro d'Acqui, Pietra Marazzi, Pontestura, Ponti, Prasco, Quargnento, San Salvatore Monferrato, Solonghello, Viguzzolo, Visone;

tromba d'aria del 17 giugno 1997 e del 30 giugno 1997, provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettera *e)*, nel territorio dei comuni di Tortona, Viguzzolo.

Asti: grandinate del 16 giugno 1997, del 28 giugno 1997, del 30 giugno 1997, del 10 luglio 1997, provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettere *c), d)* e *f)*, nel territorio dei comuni di Antignano, Asti, Baldichieri d'Asti, Cantarana, Castagnole Monferrato, Castel Rocchero, Castellero, Castelletto Molina, Celle Enomondo, Fontanile, Monale, Montemagno, Nizza Monferrato, Olmo Gentile, Piovà Massaia, Portacomaro, Refrancore, Revigliasco d'Asti, Roccaverano, San Damiano d'Asti, Scurzolegno, Tigliole, Valfenera, Viarigi, Villanova d'Asti;

Cuneo: grandinate del 16 giugno 1997 e del 10 luglio 1997, provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettere *c)* e *d)*, nel territorio dei comuni di Bossolasco, Castino, Cerretto delle Langhe, Cissone, Cortemilia, Cravanzana, Diano d'Alba, Dogliani, Montà, Perletto, Pezzolo Valle Uzzone, Santo Stefano Roero, Serravalle Langhe, Torre Bormida, Treiso.

Novara:

grandinate del 16 giugno 1997, provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettere *c)* e *d)*, nel territorio dei comuni di Cavallirio, Marano Ticino, Mezzomerico, Pombia, Prato Sesia, Romagnano Sesia, Suno;

grandinate del 30 giugno 1997, del 4 luglio 1997, del 14 luglio 1997, del 17 luglio 1997, provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettere *c)* e *d)*, nel territorio dei comuni di Boca, Borgomanero, Casale Corte Cerro, Prato Sesia, Stresa.

Torino:

grandinate del 16 giugno 1997 e del 5 luglio 1997, provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettere *c), d), f)* e *g)*, nel territorio dei comuni di Bibiana, Bollengo, Borgofranco d'Ivrea, Buriasco, Cambiano, Campiglione Fenile, Cantalupa, Caravino, Carignano, Carmagnola, Castagnole Piemonte, Cercenasco, Frossasco, Lessolo, Lombriasco, Loranzè, Lugnacco, Macello, Osasio, Pancalieri, Pinerolo, Pino Torinese, Piobesi Torinese, Pralormo, Scalenghe, Settimo Rottaro, Trofarello, Verolengo, Vigone, Villastellone, Virle Piemonte;

tromba d'aria del 29 giugno 1997, provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettera *e)*, nel territorio dei comuni di Carmagnola.

Vercelli: grandinate del 16 giugno 1997, provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettere *c)* e *d)*, nel territorio dei comuni di Curino, Roasio, Sostegno, Villa del Bosco.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 13 novembre 1997

Il Ministro: PINTO

97A9332

DECRETO 13 novembre 1997.

Dichiarazione dell'esistenza del carattere di eccezionalità degli eventi calamitosi verificatisi nelle province di Gorizia, Pordenone e Udine.

IL MINISTRO
PER LE POLITICHE AGRICOLE

Visto l'art. 70 del decreto del Presidente della Repubblica del 24 luglio 1977, n. 616, concernente il trasferimento alle regioni delle funzioni amministrative relative agli interventi conseguenti a calamità naturali o avversità atmosferiche di carattere eccezionale;

Visto l'art. 14 della legge 15 ottobre 1981, n. 590, che estende alle regioni a statuto speciale e alle province autonome di Trento e Bolzano l'applicazione dell'art. 70 del decreto del Presidente della Repubblica 24 luglio 1977, n. 616, nonché le disposizioni della stessa legge n. 590/1981;

Vista la legge 14 febbraio 1992, n. 185, concernente la nuova disciplina del Fondo di solidarietà nazionale;

Visto l'art. 2 della legge 18 luglio 1996, n. 380, di conversione del decreto-legge 17 maggio 1996, n. 273, che estende gli interventi compensativi del Fondo alle produzioni non assicurate ancorché assicurabili;

Visto l'art. 2, comma 2, della legge 14 febbraio 1992, n. 185, che demanda al Ministro per le politiche agricole la dichiarazione dell'esistenza di eccezionale calamità o avversità atmosferica, attraverso la individuazione dei territori danneggiati e le provvidenze da concedere sulla base delle specifiche richieste da parte delle regioni e province autonome;

Vista la richiesta di declaratoria della regione Friuli-Venezia Giulia degli eventi calamitosi di seguito indicati, per l'applicazione nei territori danneggiati delle provvidenze del Fondo di solidarietà nazionale:

piogge alluvionali del 1° luglio 1997 nella provincia di Udine;

tromba d'aria del 5 luglio 1997 nella provincia di Pordenone;

grandinate del 20 luglio 1997 nella provincia di Gorizia;

Accertata l'esistenza del carattere eccezionale degli eventi calamitosi segnalati, per effetto dei danni alle produzioni, strutture aziendali, strutture interaziendali;

Decreta:

È dichiarata l'esistenza del carattere eccezionale degli eventi calamitosi elencati a fianco delle sottoindicate province per effetto dei danni alle produzioni, strutture aziendali, strutture interaziendali nei sottoelencati territori agricoli, in cui possono trovare applicazione le specificate provvidenze della legge 14 febbraio 1992, n. 185:

Gorizia: grandinate del 20 luglio 1997 - provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettere *b), c), d)*, nel territorio dei comuni di Cormons, Gorizia, Savogna d'Isonzo.

Pordenone: tromba d'aria del 5 luglio 1997 - provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettera *e)*, nel territorio dei comuni di Casarsa della Delizia, San Vito al Tagliamento.

Udine: piogge alluvionali del 1° luglio 1997 - provvidenze di cui all'art. 3, comma 3, lettera *a)*, nel territorio del comune di Savogna.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 13 novembre 1997

Il Ministro: PINTO

97A9333

DECRETO 13 novembre 1997.

Dichiarazione dell'esistenza del carattere di eccezionalità degli eventi calamitosi verificatisi nella provincia di Grosseto.

IL MINISTRO
PER LE POLITICHE AGRICOLE

Visto l'art. 70 del decreto del Presidente della Repubblica del 24 luglio 1977, n. 616, concernente il trasferimento alle regioni delle funzioni amministrative relative agli interventi conseguenti a calamità naturali o avversità atmosferiche di carattere eccezionale;

Visto l'art. 14 della legge 15 ottobre 1981, n. 590, che estende alle regioni a statuto speciale e alle province autonome di Trento e Bolzano l'applicazione dell'art. 70 del decreto del Presidente della Repubblica 24 luglio 1977, n. 616, nonché le disposizioni della stessa legge n. 590/1981;

Vista la legge 14 febbraio 1992, n. 185, concernente la nuova disciplina del Fondo di solidarietà nazionale;

Visto l'art. 2 della legge 18 luglio 1996, n. 380, di conversione del decreto-legge 17 maggio 1996, n. 273, che estende gli interventi compensativi del Fondo alle produzioni non assicurate ancorché assicurabili;

Visto l'art. 2, comma 2, della legge 14 febbraio 1992, n. 185, che demanda al Ministro per le politiche agricole la dichiarazione dell'esistenza di eccezionale calamità o avversità atmosferica, attraverso la individuazione dei territori danneggiati e le provvidenze da concedere sulla base delle specifiche richieste da parte delle regioni e province autonome;

Vista la richiesta di declaratoria della regione Toscana degli eventi calamitosi di seguito indicati, per l'applicazione nei territori danneggiati delle provvidenze del Fondo di solidarietà nazionale:

piogge alluvionali dal 1° giugno 1997 nella provincia di Grosseto;

Accertata l'esistenza del carattere eccezionale degli eventi calamitosi segnalati, per effetto dei danni alle produzioni, strutture aziendali;

Decreta:

È dichiarata l'esistenza del carattere eccezionale degli eventi calamitosi elencati a fianco della sottoindicata provincia per effetto dei danni alle produzioni, strutture aziendali nei sottoelencati territori agricoli, in cui possono trovare applicazione le specificate provvidenze della legge 14 febbraio 1992, n. 185:

Grosseto:

piogge alluvionali del 1° giugno 1997, del 2 giugno 1997 - provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettere *b), c), d),* nel territorio dei comuni di Campagnatico, Civitella Paganico, Grosseto, Roccastrada, Scansano;

piogge alluvionali del 1° giugno 1997, del 2 giugno 1997 - provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettera *e),* nel territorio dei comuni di Campagnatico, Civitella Paganico, Grosseto, Roccastrada.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 13 novembre 1997

Il Ministro: PINTO

97A9334

DECRETO 20 novembre 1997.

Approvazione degli interventi nel settore idrico-irriguo, ai sensi della deliberazione del Comitato interministeriale per la programmazione economica 29 agosto 1997, n. 175.

IL MINISTRO
PER LE POLITICHE AGRICOLE

Vista la deliberazione n. 175/1997 del CIPE del 29 agosto 1997, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* del 25 ottobre 1997, n. 250, concernente il riparto delle risorse finanziarie nelle aree depresse per l'anno 1997 recate dall'art. 1, comma 1, del decreto-legge 25 marzo 1997, n. 67, convertito dalla legge 23 maggio 1997, n. 135;

Tenuto conto che nell'ambito di detto riparto al Ministero per le politiche agricole è stata assegnata la somma di lire 485 miliardi per la realizzazione di interventi infrastrutturali nel settore idrico-irriguo;

Tenuto conto che il CIPE nella predetta deliberazione ha indicato i seguenti criteri selettivi di priorità:

a) immediata eseguibilità e quindi appaltabilità degli interventi;

b) completamenti funzionali di opere già avviate con l'intervento straordinario nel Mezzogiorno;

c) garanzia della effettiva e completa fruibilità delle opere da ammettere a finanziamento;

Considerato che, in coerenza con le indicazioni dell'accordo sul lavoro sottoscritto dal Governo e dalle parti sociali il 24 settembre 1996, sia opportuno venga acquisita specifica documentazione che dia certezza dell'appaltabilità a breve delle opere e siano previste misure per la revoca dei finanziamenti assentiti e la riallocazione degli stessi nella ipotesi che non siano avviate le opere entro i termini stabiliti;

Decreta:

Art. 1.

Sono ammesse a finanziamento le opere nel settore idrico-irriguo di rilevanza nazionale di cui all'allegato elenco, che forma parte integrante del presente decreto, tutte ricadenti nelle regioni dell'obiettivo 1 e la cui realizzazione interessa più esercizi finanziari.

Art. 2.

Entro dieci giorni dalla pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* l'ente titolare, ove non abbia già provveduto, dovrà nominare formalmente, per ogni singolo intervento, il responsabile del procedimento di cui all'art. 7 della legge n. 109/1994, come modificata dal decreto-legge n. 101/1995, convertito dalla legge n. 216/1995. Nei successivi dieci giorni detto responsabile dovrà far pervenire al Ministro per le politiche agricole - Gestione commissariale ex Agensud, apposita dichiarazione secondo l'unito schema che fa parte integrante del presente decreto.

Art. 3.

Qualora entro il predetto termine di complessivi venti giorni dalla pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del presente decreto il responsabile del procedimento non faccia pervenire la dichiarazione di cui al precedente art. 2, questo Ministero procederà alla revoca del finanziamento.

Art. 4.

L'apertura della gara d'appalto o l'avvio delle modalità di affidamento dei lavori deve avvenire entro otto mesi a decorrere dal 25 ottobre 1997 e comunque non oltre sei mesi dalla messa a disposizione dei finanziamenti, così come stabilito dalla delibera del CIPE del 29 agosto 1997 richiamata in premessa.

In caso di mancato rispetto di tali termini, il CIPE, su proposta di questo Ministero, procederà alla revoca del finanziamento.

Art. 5.

Con successivo provvedimento del CIPE, gli importi comunque disponibili a seguito delle revoche disposte e delle economie realizzate nelle varie fasi procedimentali, saranno destinate ad altri interventi di competenza di questa amministrazione rispondenti ai criteri di priorità indicati in premessa.

Il presente decreto sarà inviato agli organi di controllo per la registrazione e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale.*

Roma, 20 novembre 1997

Il Ministro: PINTO

Registrato alla Corte dei conti il 21 novembre 1997
Registro n. 2 Politiche agricole, foglio n. 361

DELIBERA CIPE N 175/97 DEL 29 AGOSTO 1997

Elenco dei progetti esecutivi prioritari riguardanti opere idriche - irrigue immediatamente cantierabili con l'avvio delle formalità di affidamento dei lavori entro sei mesi dalla messa a disposizione dei finanziamenti

TITOLO DEL PROGETTO	COSTO (in miliardi di lire)
Opere di completamento impianto irriguo Sagittario a servizio del territorio consortile nei Comuni di Bugnara - Prezza - Pratola Peligna - Roccacasale e Corfinio, nella Regione Abruzzo.	25
Progetto per l'ampliamento delle aree irrigue sinistra Pescara e per il potenziamento dell'adduttore - Completamento funzionale, nella Regione Abruzzo	18,4
Vasche di decantazione a valle della traversa di S.Giovanni Lipioni, nella Regione Abruzzo	4,5
Sistemazione e completamento della traversa di derivazione sul Fiume Vomano ed irrigazione delle valli del Vomano e Tordino - 7° lotto, nella Regione Abruzzo.	22,9
Opere di completamento funzionale per rendere fruibile l'invaso nella Diga del LAMPEGGIANO e l'integrazione irrigua, nella Regione Basilicata.	20
Consolidamento statico della galleria del ripartitore principale di irrigazione, nella Regione Campania.	8
Ammodernamento ed estendimento rete irrigua - 2° lotto - I° stralcio funzionale a servizio delle contrade Chiorbo-Feudo-Sorvella-Ponte Barizzo-Matinella e Jonta, nella Regione Campania.	30
Ammodernamento e sistemazione canale principale di irrigazione da progr. 3958 a progr. 16030, nella Regione Campania.	17
Completamento dell'irrigazione in destra fiume Volturno - 3° lotto - 1° stralcio, nella Regione Campania.	17

DELIBERA CIPE N 175/97 DEL 29 AGOSTO 1997

Elenco dei progetti esecutivi prioritari riguardanti opere idriche - irrigue immediatamente cantierabili con l'avvio delle formalità di affidamento dei lavori entro sei mesi dalla messa a disposizione dei finanziamenti

TITOLO DEL PROGETTO	COSTO (in miliardi di lire)
Lavori di riconversione irrigua e sistemazione idraulica della zona S.Tammaro - Santa Maria La Fossa - Grazzanise - I° lotto - I° stralcio, nella Regione Campania.	42
Lavori di ristrutturazione ed ampliamento della rete irrigua della piana di Venafro - Completamento funzionale, nella Regione Molise.	6,2
Completamento dell'impianto di telecontrollo del comprensorio irriguo del Basso Biferno, nella Regione Molise.	3,2
Progetto esecutivo di ristrutturazione ed ammodernamento delle reti irrigue a servizio dei terreni agrumetati ricadenti negli agri di Rodi Garganico e Vico del Gargano, nella Regione Puglia.	12,4
Traversa sul torrente Vulgano in località Mezzana Grande e adduttore dalla traversa all'invaso Celone, nella Regione Puglia.	52,1
Adduzione ed adeguamento della rete irrigua della Bassa Valle del Neto - I° lotto - I° stralcio, nella Regione Calabria.	23,4
Lavori per la utilizzazione irrigua delle acque dell'invaso sul torrente Lordo - I° stralcio, nella Regione Calabria.	22,4
Completamento ed automazione dell'impianto irriguo di Isola Capo Rizzuto, nella Regione Calabria.	4,5

DELIBERA CIPE N 175/97 DEL 29 AGOSTO 1997

Elenco dei progetti esecutivi prioritari riguardanti opere idriche - irrigue immediatamente cantierabili con l'avvio delle formalità di affidamento dei lavori entro sei mesi dalla messa a disposizione dei finanziamenti

TITOLO DEL PROGETTO	COSTO (in miliardi di lire)
Ristrutturazione ed adeguamento funzionale del canale Cavazzini - 2° stralcio, nella Regione Sicilia.	28
Sistema di interconnessione degli schemi Lentini - Ogliastro, nella Regione Sicilia.	20,7
Utilizzazione a scopo irriguo delle acque invasate nel serbatoio di Garcia sul Fiume Belice sinistro - adduzione e distribuzione - Zona 1/D Est - 2° lotto funzionale, nella Regione Sicilia.	10,8
Utilizzazione irrigua delle acque invasate nel serbatoio di Paceco sul torrente Baiata - 2° stralcio, nella Regione Sicilia.	38,8
Completamento del riordino irriguo dei distretti di Donigala e S.Lucia relativamente alle zone a prevalente coltura risicola, nella Regione Sardegna.	18,4
Trasformazione della rete di irrigazione a canalette in rete tubata - distretto destra Leni e completamento in sinistra, nella Regione Sardegna.	39,3
Totale	**485**

MINISTERO PER LE POLITICHE AGRICOLE
Gestione Commissariale - Opere ex Agensud

Delibera CIPE 29 agosto 1997

DICHIARAZIONE DEL RESPONSABILE DEL PROCEDIMENTO

Titolo del progetto:

1. Amministrazione titolare:

2. Localizzazione

Regione/i:

Provincia/e:

Comune/i:

Più comuni (indicare):

3. Tipo di intervento previsto dal progetto:

Nuovo intervento |_|

Completamento funzionale |_|

Adeguamento |_|

Ampliamento |_|

Potenziamento |_|

4. Relazione tecnica di sintesi delle opere da attuare:(ettari attrezzati, sviluppi totali ed unitari delle condotte, parametri irrigui, volumi di accumulo, necessità e caratteristiche di eventuali sollevamenti, espropriazioni, durata dei lavori, ecc..)

5. Importo dell' eventuale progetto globale all'interno del quale si integra il progetto in oggetto MLD ____________

6. Importo aggiornato all'attualità del progetto oggetto di finanziamento MLD ____________

7. Quadro economico del progetto: (lavori, somme a disposizione dell'Amministrazione)

8. Cronogramma degli adempimenti preliminari all'apertura dei cantieri, indicando i tempi occorrenti per il rilascio di ogni autorizzazione, pareri e nulla-osta, nonchè i tempi occorrenti per l'espletamento della gara

9. Calendario dei lavori, comprensivo dell'individuazione della data del collaudo finale

10. Livello della progettazione

|_| preliminare, come definito dall'art.16 comma 3 della L. 109/94 moficata dalla L. 216/95

|_| definitivo, come definito dall'art. 16 comma 4 della L. 109/94 modificata dalla L. 216/95

|_| esecutivo, come definito dall'art. 16 comma 5 della L. 109/94 moficata dalla L. 216/95

11. Approvazione, N.O. e autorizzazioni

- ottenuti e ancora in vigenza

- ottenuti ma scaduti

- da ottenere (con l'indicazione dei tempi necessari)

12. Tempo stimato per l' eventuale redazione di un progetto esecutivo, come definito dall'art.16 comma 5 della L. 109/94 modificata dalla L. 216/95

13. Estremi della concessione alla derivazione idrica (la copia della concessione deve essere allegata alla presente dichiarazione)

14. Prospetto sintetizzante i flussi di cassa, con la tempistica trimestrale sia dei costi da sostenere (comprensivi anche delle previsioni di spesa relative agli oneri accessori nonchè all'IVA) che delle relative coperture finanziarie

A) COSTI

	1° trimestre	2° trimestre	3° trimestre	4°trimestre
1998				
1999				
2000				
2001				
Totale				

B) COPERTURA

	1° trimestre	2° trimestre	3° trimestre	4°trimestre
1998				
1999				
2000				
2001				
Totale				

15. Il sottoscritto ______________________, responsabile del procedimento ai sensi dell'art.7 della legge 11 febbraio 1994, n. 109, dichiara, sotto la propria resposabilità, che i dati di cui sopra corrispondono a verità e che l'apertura della gara d'appalto o l'avvio delle altre modalità di affidamento dei lavori avverrà entro il termine massimo di 8 mesi dalla data della presente dichiarazione e, comunque, non oltre 6 mesi dalla messa a disposizione del finanziamento.

Attesta altresì l'effettiva e completa fruibilità dell'opera mediante il finanziamento richiesto.

IL RESPONSABILE DEL PROCEDIMENTO

__________, li __________

97A9461

DECRETI E DELIBERE DI COMITATI DI MINISTRI

COMITATO INTERMINISTERIALE PER LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

DELIBERAZIONE 26 giugno 1997.

Convenzione n. 76/88. Realizzazione dei lavori di irrigazione zona alimentata dalla traversa di S. Giovanni Lipioni sul fiume Trigno. II lotto. Vasto (Chieti). Approvazione perizia di variante e proroga della convenzione. (Deliberazione n. 124/97).

IL COMITATO INTERMINISTERIALE
PER LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Visto il decreto legislativo n. 96 del 3 aprile 1993, e successive modifiche;

Visto il decreto-legge 8 febbraio 1995, n. 32, convertito, senza modificazioni, dalla legge 7 aprile 1995, n. 104, che all'art. 7 prevede «le variazioni progettuali che comportino modifiche essenziali alla natura delle opere affidate, ovvero opere complementari e aggiuntive all'opera stessa, sono possibili solo se si rendono indispensabili per la funzionalità e fruibilità delle opere medesime, purché nell'ambito previsto in convenzione»;

Vista la delibera CIPE del 22 novembre 1994 registrata alla Corte dei conti il 13 gennaio 1995, che disciplina la procedura per l'approvazione delle variazioni progettuali;

Vista la convenzione n. 76/88 stipulata in data 20 marzo 1989 tra l'Agenzia per la promozione dello sviluppo nel Mezzogiorno ed il Consorzio di bonifica Trigno, Sinello e Osento regolante il finanziamento per assicurare la realizzazione dei lavori della irrigazione zona alimentata dalla traversa di S. Giovanni Lipioni sul fiume Trigno, II lotto, per l'importo di lire 7.055 milioni;

Vista le note del 23 maggio 1995, del 24 ottobre e 19 dicembre 1996, con le quali il Consorzio di bonifica ha chiesto l'approvazione di una perizia di variante riguardante l'estensione dell'irrigazione di un'area di circa 105 ha., pari alla superficie stralciata dal progetto originario ubicato a monte della s.s. Adriatica, nonché l'approvazione del nuovo quadro economico e la proroga dei termini convenzionali;

Visti i pareri favorevoli del nucleo ispettivo e del nucleo di valutazione sulla perizia di variante proposta dal Consorzio;

Vista la nota del nucleo di valutazione in data 26 marzo 1996 che ha ritenuto congrua la proroga di 17 mesi per la chiusura della convenzione;

Su proposta del Ministro del bilancio e della programmazione economica;

Delibera:

1. di approvare la perizia di variante ai lavori di cui alla convenzione n. 76/88 come specificato nella nota del Consorzio di bonifica, Trigno, Sinello e Osento, citato in premessa;

2. di approvare il nuovo quadro economico di seguito indicato e la relativa proroga del termine di scadenza della convenzione di 17 mesi dalla data di pubblicazione della presente delibera nella *Gazzetta Ufficiale.*

QUADRO ECONOMICO

(valori in milioni di lire)

Descrizione	Da convenzione	Da aggiudicazione	Da variante
Lavori	5.024	4.291	* 5.124
Imprevisti	575	575	484
Spese generali	603	603	603
I.V.A.	853	853	844
Ribassi d'asta	—	733	—
Totale . . .	7.055	7.055	7.055

(*) Compresi espropri, opere afferenti espropriazioni, prevenzione catodica (I.V.A. inclusa).

Roma, 26 giugno 1997

Il Presidente delegato: CIAMPI

Registrata alla Corte dei conti il 10 novembre 1997
Registro n. 1 Bilancio, foglio n. 341

97A9352

DELIBERAZIONE 26 giugno 1997.

Approvazione del patto territoriale della provincia di Caltanissetta. (Deliberazione n. 131/97).

IL COMITATO INTERMINISTERIALE
PER LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Visto l'art. 3, comma 1, del decreto-legge 22 ottobre 1992, n. 415, convertito, con modificazioni, dalla legge 19 dicembre 1992, n. 488, e l'art. 3 del decreto legislativo 3 aprile 1993, n. 96, che attribuiscono al Ministero del bilancio e della programmazione economica il coordinamento, la programmazione e la vigilanza sul complesso dell'azione di intervento pubblico nelle aree economicamente depresse del territorio nazionale;

Visto l'art. 1, comma 78, della legge 28 dicembre 1995, n. 549 che riserva, per la realizzazione degli interventi previsti dai patti territoriali, una quota sino all'importo di lire 400 miliardi nell'ambito delle risorse derivanti dai mutui di cui all'art. 1, comma 8, della legge 19 dicembre 1992, n. 488, di conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 22 ottobre 1992, n. 415 e l'art. 4 del decreto-legge 23 giugno 1995, n. 244 convertito dalla legge 8 agosto 1995, n. 341;

Visto il medesimo art. 1, comma 78, della citata legge n. 549/1995 che demanda, altresì, al CIPE il compito di stabilire modalità e limiti per l'assegnazione ai patti territoriali delle predette risorse;

Visto l'art. 2, commi 203-214, della legge 23 dicembre 1996, n. 662 che detta la nuova regolamentazione degli strumenti della programmazione negoziata;

Vista la decisione della Commissione europea del 1° marzo 1995 notificata con lettera n. SG/95 D 3693 del 24 marzo 1995 concernente il regime di insieme degli aiuti a finalità regionale in Italia;

Vista la comunicazione della Commissione europea del 5 giugno 1996 che definisce l'ambito e gli obiettivi del Patto europeo di fiducia per l'occupazione, proponendo un impulso politico all'avvio dei patti territoriali;

Viste le proprie deliberazioni adottate nelle sedute del 10 maggio e 20 novembre 1995 e del 12 luglio 1996 - pubblicate, rispettivamente, nelle *Gazzette Ufficiali* n. 220 del 20 settembre 1995, n. 47 del 26 febbraio 1996 e n. 70 del 25 marzo 1997 - con le quali è stata dettata la disciplina dei patti territoriali e sono stati fissati criteri, indirizzi e procedure per l'orientamento ed il coordinamento degli investimenti pubblici oggetto delle singole forme di programmazione negoziata;

Viste le proprie deliberazioni in data 8 agosto 1996 e 18 dicembre 1996 pubblicate nelle *Gazzette Ufficiali* n. 247 del 21 ottobre 1996 e n. 28 del 4 febbraio 1997 con le quali sono state accantonate ulteriori risorse per il finanziamento dei patti territoriali;

Vista la propria deliberazione di disciplina della programmazione negoziata, adottata nella seduta del 21 marzo 1997, in attuazione del comma 293 e seguenti dell'art. 2 della legge n. 662/1996, che, nelle norme finali, prevede che alle proposte di patti territoriali pervenute al CIPE entro la data di attuazione di detta delibera, si applicano, salvo diversa richiesta dei soggetti promotori, le disposizioni di cui alle delibere CIPE del 10 maggio 1995, 20 novembre 1995 e 12 luglio 1996, sopra richiamate;

Visto il protocollo d'intesa, relativo alla proposta di patto territoriale della provincia di Caltanissetta sottoscritto, presso il CNEL, in data 13 febbraio 1997, dai soggetti promotori e dalle parti sociali;

Tenuto conto dell'istruttoria effettuata dal Servizio per la contrattazione programmata del Ministero del bilancio e della programmazione economica;

Udita la relazione del Ministro del bilancio e della programmazione economica;

Delibera:

1. È approvato il patto territoriale della provincia di Caltanissetta, da stipulare per la realizzazione di un articolato piano di investimenti per iniziative imprenditoriali ed interventi infrastrutturali, per un ammontare complessivo di 116.023,3 milioni di lire, con un onere a carico dello Stato di 93.712,7 milioni di lire e con un'occupazione a regime di n. 1.069 addetti, di cui n. 755 nuovi occupati, come di seguito articolato:

Iniziative	Investimenti totali	Onere dello Stato	Occupati totali	Nuovi occupati
Progetti imprenditoriali	108.023,3	85.712,7	1.069	755
Opere infrastrutturali	8.000,0	8.000,0	—	—
Totale . . .	116.023,3	92.712,7	1.069	755

Il suddetto piano generale risulta così distinto:

1.1. Progetti imprenditoriali per un complesso di n. 54 iniziative come di seguito dettagliate:

ATTO TERRITORIALE DI CALTANISSETTA

Progetti imprenditoriali ammissibili (milioni di lire)

N.	Società	Attività	Investimento ammesso (lire)	Onere dello Stato (lire)	Numero occupati totali	Numero nuovi occupati
1	Valledoro di Sicilia S.n.c.	Prod. paste alimentari surgelate	603,7	473,0	5	3
2	Cancemi S.r.l.	Allevamento bufale e caseificio	1.838,0	1.480,6	4	4
3	Diliberto Giuseppe (x costituenda S.n.c.)	Lav. e imbottigliamento olio	416,0	331,7	3	3
4	Diliberto Michele	Prod. manufatti in cemento	1.370,0	1.068,1	13	3
5	Falegnamerie siciliane S.r.l.	Prod. pannelli tamburati	2.229,0	1.815,1	29	6
6	Silam Plast S.r.l.	Prod. tubazioni materie plastiche	2.764,0	1.839,9	17	4
7	Anzalone Tiziana & C. S.a.s.	Lavorazione artistica del marmo	160,9	129,8	2	2
8	Industria marmi Anzalone S.r.l.	Segagione e lav. pietre e marmo	359,9	287,3	7	1
9	Salamone e Costoli (x costituenda S.r.l.)	Lavorazione articoli materiali vari	3.560,0	2.764,9	32	32
10	Meccanica ind. Bosco & Figli S.n.c.	Riparazione macchine agr. e ind.	925,0	738,9	15	6
11	Sardo Calogero Fabio	Prod. porte e finestre	1.596,8	1.269,3	9	6
12	Promotea S.r.l.	Ampliamento albergo	885,8	705,5	8	2
13	Centro ippico Nisseno	Realizzazione ippodromo	900,0	705,2	11	11
14	Riggi Salvatore	Impianto vivaio	574,1	468,5	4	4
15	D'Antoni Giuseppe	Produzione mobili in stile	255,5	211,8	5	2
16	Parco Maccalube	Parco urbano attrezzato	3.915,0	3.125,3	148	148
17	G.F.M.	Prod. materie plastiche	2.997,0	2.405,4	90	36
18	Danesi Carlo	Produzione calzetteria a maglia	1.632,0	1.289,2	6	6
19	Medico Roberto	Prod. porte in legno	1.035,4	809,7	6	6
20	Emma Ernesto	Prod. strutture in legno	1.317,0	1.057,6	24	14
21	Emma Salvatore	Prod. strutture in legno	2.934,1	2.260,8	30	13
22	Emma restauri di Emma G. & C.	Prod. sculture in legno	1.307,5	1.048,7	20	9
23	Russello Rosalia	Cava di sabbia e pietrisco	550,0	432,5	6	1
24	Salamone Luigi	Prod. calcestruzzo	623,4	507,1	5	2
25	La Forgia di Carrubba L.	Prod. infissi in alluminio	920,0	729,1	10	6
26	Giambra di Intilla R. & C.	Prod. rimorchi e semirimorchi	875,5	685,5	8	8
27	Lodato & Di Pasquale	Prod. strutture metalliche	2.008,0	1.560,5	20	5
28	Villalba cereali	Lavorazione granaglie	1.914,0	1.563,2	5	2
29	Società agr. San Martino	Centro agrituristico	1.186,0	957,5	8	3
30	Casa editrice Giunta	Editoria	824,0	702,2	10	7
31	Europa 92	Lavor. e confez. prod. alimentari	1.705,2	1.380,4	12	4
32	Zito Giuseppe	Produzione prodotti medicali	3.032,0	2.375,6	9	9
33	Meccanotecnica Riesi	Costruzioni meccaniche	1.626,1	1.263,1	9	5
34	Sider.Man.	Costruzione macchine agricole	5.534,8	4.624,2	36	36
35	Miraglia Salvatore	Prodotti in calcestruzzo	1.112,4	909,3	10	10
36	Lo Cascio Salvatore & C.	Fabbric. cisterne e serbatoi	6.999,6	5.610,9	46	15
37	Sidercem	Collaudi e analisi tecnica prod.	2.169,0	1.702,7	22	11

N.	Società	Attività	Investimento ammesso (lire)	Onere dello Stato (lire)	Numero occupati totali	Numero nuovi occupati
38	Tipolitografia Paruzzo	Tipografia e litografia	2.999,0	2.548,2	22	8
39	Kompo Service	Composizione e fotoincisione	1.508,8	1.286,8	4	3
40	Mediterr Shock Absorber	Prod. parti e accessori veicoli	2.949,4	2.320,1	30	12
41	Sicilmural	Pord. idropitture	1.331,3	1.033,0	9	2
42	Aspia	Prod. manufatti in cemento	875,5	626,7	12	7
43	Favata Michele Roberto	Preparazione e concia del cuoio	1.024,7	751,0	5	5
44	Bonfante Calogero e Mul.	Prod. strutture metalliche	600,0	470,1	3	2
45	Gisero	Prod. elementi da costr. metall.	2.978,2	2.353,8	8	8
46	Ital.Cos.	Prod. manufatti in cemento	1.551,0	1.223,0	5	5
47	Amorelli Salvatore Lav. A.	Prod. varie in legno	3.294,9	2.722,1	11	10
48	Confezioni Italia	Confezione articoli vestiario	729,5	572,9	50	50
49	Pegasus collezione d'arte	Prod. arredamenti	2.490,0	1.989,4	8	8
50	Riesi maglieria	Prod. tessili e abbigliamento	9.793,2	7.682,3	50	50
51	Fi.Ma confezioni	Confezione altri articoli vestiario	986,7	774,4	50	50
52	Riesi finissaggio	Finissaggio tessili	3.132,0	2.453,9	60	60
53	Diliberto Vincenzo	Prod. manufatti in cemento	960,0	759,1	11	3
54	Bioagri Palladio Misteci	Turismo rurale	6.162,6	4.856,2	27	27
		Totale . . .	108.023,3	85.712,7	1.069	755

1.2. Opere infrastrutturali:

Proponente	Opera	Investimento	Onere dello Stato
Consorzio A.S.I. di Caltanissetta	Infrastrutture nell'agglomerato industriale di S. Cataldo (viabilità consortile, rete fognaria, rete idrica, impianto di illuminazione, rete metano, depurazione reflui)	8.000	8.000
	Totale. . .	8.000	8.000

2. Le agevolazioni finanziarie relative ai progetti imprenditoriali sono calcolate nel limite massimo del 50% espresso in ESN aumentato, per le PMI, del supplemento calcolato nel limite massimo del 15% espresso in ESL per gli investimenti ammissibili.

3. Eventuali variazioni dell'importo degli investimenti non potranno comportare aumenti degli oneri dello Stato indicati nel precedente punto 1, fermo restando il disposto di cui al punto 5 della propria deliberazione del 12 luglio 1996.

4. Gli investimenti dovranno essere realizzati entro quarantotto mesi dalla pubblicazione della presente delibera nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

5. Il Servizio per la contrattazione programmata del Ministero del bilancio e della programmazione economica fornirà al soggetto responsabile del patto territoriale le prescrizioni per la presentazione dei progetti esecutivi e definitivi, di cui ai successivi punti 6 e 7.

6. Per ciascuna iniziativa di cui al precedente punto 1.1, il soggetto responsabile del patto territoriale, entro sessanta giorni dalla pubblicazione della presente deliberazione nella *Gazzetta Ufficiale*, presenterà al Servizio per la contrattazione programmata del Ministero del bilancio e della programmazione economica, i progetti esecutivi, corredati dalle necessarie documentazioni, da un'analisi sulle prospettive di mercato, da un

piano finanziario articolato annualmente e da tutti gli altri elementi per la valutazione tecnico-economica e di redditività dei progetti, unitamente ad una relazione della banca prescelta dal soggetto beneficiario che attesti la validità e fattibilità dell'iniziativa e del relativo piano finanziario e, per ciascuna iniziativa, la disponibilità della quota dei mezzi propri non inferiore al 30% del relativo investimento.

7. Per ciascuna delle opere infrastrutturali di cui al punto 1.2, il soggetto responsabile del patto territoriale, entro il predetto termine di sessanta giorni dalla pubblicazione della presente deliberazione nella *Gazzetta Ufficiale*, presenterà al Servizio per la contrattazione programmata del Ministero del bilancio e della programmazione economica i progetti definitivi, redatti in conformità a quanto previsto all'art. 16, comma 4, della legge 11 febbraio 1994, n. 109, e successive modifiche ed integrazioni, corredati dalle necessarie approvazioni ed autorizzazioni, ove richieste, nonché da una dichiarazione del responsabile unico del procedimento, di cui all'art. 7, commi 1 e 2, della citata legge n. 109/1994 e seguenti, da cui risulti la conformità dell'intervento a quanto disposto dalle specifiche normative regionali di settore e dalla pianificazione regionale, e la sussistenza delle condizioni per l'immediata cantierabilità dell'opera e l'attendibilità dei tempi previsti per la sua realizzazione.

Per le opere infrastrutturali, inoltre, il soggetto responsabile del patto territoriale presenterà, unitamente agli elementi sopra citati, una relazione dettagliata che ne attesti la validità tecnico-economica, con specifico riferimento alle dimensioni fisiche e finanziarie dell'intevento.

8. Il soggetto responsabile del patto territoriale, entro e non oltre il termine fissato per la presentazione dei progetti esecutivi e definitivi di cui ai precedenti punti 6 e 7, presenterà al Servizio per la contrattazione programmata del Ministero del bilancio e della programmazione economica il patto territoriale stipulato ai sensi del precedente punto 1 della presente delibera e sottoscritto da tutti i soggetti partecipanti ivi compresi i percettori delle agevolazioni.

9. Il Servizio per la contrattazione programmata del Ministero del bilancio e della programmazione economica procederà all'istruttoria di rito di ogni singola iniziativa inclusa nel patto territoriale, anche sulla base della relazione bancaria di cui al precedente punto 6, e procederà, previo ricevimento della delibera di finanziamento bancario a medio-lungo termine ove richiesto dal soggetto beneficiario, previa definitiva verifica delle condizioni poste dalle decisioni U.E. in materia e previo definitivo accertamento della non sussistenza di altra domanda di agevolazioni finanziarie a valere su leggi nazionali, regionali e/o comunitarie sul medesimo programma di investimenti, all'emissione del decreto di concessione delle agevolazioni che saranno calcolate, entro i limiti di cui al precedente punto 1, in rate annuali costanti, compatibili con gli investimenti ammessi con i decreti di concessione. La prima rata annuale potrà essere corrisposta a titolo di anticipazione, a fronte di richiesta formulata dal soggetto responsabile, ove garantita da fidejussione bancaria o assicurativa, irrevocabile, incondizionata ed escutibile a prima richiesta.

10. Ai fini della realizzazione delle opere infrastrutturali, il Servizio per la contrattazione programmata del Ministero del bilancio e della programmazione economica procederà all'emissione del provvedimento di concessione del finanziamento previa acquisizione, attraverso il soggetto responsabile, della documentazione di cui al precedente punto 7.

La prima rata potrà essere corrisposta a titolo di anticipazione, nella misura massima del 10 per cento dell'importo complessivo dell'opera, successivamente all'emanazione del decreto di concessione, a fronte di richiesta formulata dal soggetto responsabile.

Roma, 26 giugno 1997

Il Presidente delegato: CIAMPI

Registrata alla Corte dei conti il 10 novembre 1997
Registro n. 1 Bilancio, foglio n. 344

97A9353

DELIBERAZIONE 16 ottobre 1997.

Riprogrammazione fondi provenienti da revoche a valere sui fondi della legge n. 64/1986. Regione Sicilia. (Deliberazione n. 191/97).

IL COMITATO INTERMINISTERIALE
PER LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Vista la legge 1° marzo 1986, n. 64, recante: «Disciplina organica dell'intervento straordinario nel Mezzogiorno»;

Visto l'art. 1, comma 9, della legge 19 dicembre 1992, n. 488, che prevede la riallocazione delle risorse rinvenienti da revoche disposte a seguito della cessazione dell'intervento straordinario nel Mezzogiorno, con priorità per gli interventi localizzati nei territori ove ricadono i finanziamenti revocati;

Visto il decreto legislativo n. 96 del 3 aprile 1993, con il quale sono state trasferite alle amministrazioni centrali dello Stato le competenze dei soppressi organismi dell'intervento straordinario nel Mezzogiorno;

Visto in particolare l'art. 19, comma 5, del citato decreto legislativo, che prevede l'istituzione, nello stato di previsione del Ministero del tesoro, di un fondo cui far affluire le disponibilità di bilancio destinate al perseguimento delle finalità indicate dal decreto stesso, in vista di una loro ripartizione alle amministrazioni centrali competenti;

Visto l'art. 3 del decreto-legge 8 febbraio 1995, n. 32, convertito dalla legge 7 aprile 1995, n. 104, che apporta modifiche al comma 5 del citato art. 19 del decreto legislativo 3 aprile 1993, n. 96;

Vista la delibera di giunta regionale n. 420 del 21 settembre 1995 con la quale si segnalano gli interventi da riprogrammare sui fondi provenienti da revoche della legge n. 64/1986;

Vista la propria delibera del 20 novembre 1995 con la quale è stata assegnata in via programmatica alla regione Sicilia la somma complessiva di lire 148,618 miliardi a valere sulla disponibilità del predetto Fondo ex art. 19, al quale sono affluite le risorse rinvenienti dai finanziamenti *ex lege* n. 64/1986, successivamente revocati;

Considerato che tale deliberazione, nel ripartire la predetta somma di lire 148,618 miliardi fra i vari interventi da realizzare, ha altresì subordinato l'effettiva erogazione delle risorse alla presentazione della relativa progettazione esecutiva da parte della regione stessa al Nucleo di valutazione degli investimenti pubblici del Ministero del bilancio e della programmazione economica, per la valutazione dell'impatto socio-economico nell'area e dell'attivazione occupazionale diretta ed indiretta;

Considerato che nel marzo e novembre 1996 e nel maggio 1997 la regione Sicilia ha inviato la documentazione riguardante le opere per il completamento dell'impianto di depurazione di Trapani-Paceco-Erice, dichiarando altresì la immediata cantierabilità dell'opera;

Vista la relazione n. 8/1279 del 9 ottobre 1997 del Nucleo di valutazione degli investimenti pubblici relativa all'impatto socio-economico ed occupazionale del suddetto intervento;

Su proposta del Ministro del bilancio e della programmazione economica;

Delibera:

1. È ammesso a finanziamento, a carico del Fondo ex art. 19 richiamato in premessa, il seguente intervento:

comune di Trapani-Paceco-Erice; completamento impianto depurazione consortile lire 20 miliardi.

2. Il Nucleo ispettivo per la verifica degli investimenti pubblici del Ministero del bilancio e della programmazione economica effettuerà le verifiche di competenza sullo stato di attuazione dell'intervento.

Roma, 16 ottobre 1997

Il Presidente delegato: CIAMPI

Registrata alla Corte dei conti il 10 novembre 1997
Registro n. 1 Bilancio, foglio n. 346

97A9354

DELIBERAZIONE 16 ottobre 1997.

Fondo ex art. 19 del decreto legislativo n. 96/1993. Assegnazioni 1997. (Deliberazione n. 192/97).

IL COMITATO INTERMINISTERIALE PER LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Vista la legge 1° marzo 1986, n. 64, recante «Disciplina organica dell'intervento straordinario nel Mezzogiorno»;

Visto il decreto-legge 22 ottobre 1992, n. 415, convertito, con modificazioni, dalla legge 19 dicembre 1992, n. 488, concernente modifiche alla predetta legge n. 64/1986;

Visto il decreto legislativo 3 aprile 1993, n. 96, recante disposizioni per il trasferimento delle competenze del soppresso Dipartimento per gli interventi straordinari nel Mezzogiorno ed Agenzia per la promozione dello sviluppo del Mezzogiorno e del relativo personale;

Visto il decreto-legge 8 febbraio 1995, n. 32, convertito nella legge 7 aprile 1995, n. 104, ed in particolare l'art. 3, concernente il Fondo ex art. 19 del citato decreto legislativo n. 96/1993;

Vista la legge 23 dicembre 1996, n. 663 (legge finanziaria 1997);

Vista la legge 23 dicembre 1996, n. 664, di approvazione del bilancio di previsione dello Stato per l'anno finanziario 1997 e del bilancio pluriennale 1997/1999;

Vista la propria deliberazione del 18 dicembre 1996, con la quale è stata disposta, a favore delle diverse amministrazioni competenti alla prosecuzione ed al completamento delle pregresse iniziative *ex lege* n. 64/1986, una prima assegnazione, per l'anno 1997, di lire 3.533,839 miliardi a carico del Fondo ex art. 19 del decreto legislativo 3 aprile 1993, n. 96;

Viste le successive deliberazioni del 21 marzo, 5 agosto e 25 settembre 1997 con le quali sono state disposte, a carico del predetto Fondo, assegnazioni integrative per lire 100,131.390 miliardi a favore delle predette amministrazioni;

Ritenuto di dover disporre, alla luce delle esigenze segnalate dalle varie amministrazioni per il corrente esercizio 1997, ulteriori assegnazioni a carico del predetto Fondo ex art. 19, per complessive lire 5.866,029 miliardi;

Sulla proposta del Ministro del bilancio e della programmazione economica;

Delibera:

1. A valere sulle disponibilità 1997 del Fondo ex art. 19 del decreto legislativo 3 aprile 1993, n. 96, è disposta, per le motivazioni di cui alle premesse, l'assegnazione complessiva di lire 5.866,029 miliardi, secondo l'articolazione riportata nella tabella allegata che costituisce parte integrante della predetta deliberazione.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare le conseguenti variazioni di bilancio per l'anno 1997.

Le variazioni in termini di cassa saranno commisurate alla effettiva capacità di spesa delle amministrazioni destinatarie delle risorse.

Roma, 16 ottobre 1997

Il Presidente delegato: CIAMPI

Registrata alla Corte dei conti il 10 novembre 1997
Registro n. 1 Bilancio, foglio n. 342

ALLEGATO

FONDO EX ART. 19 RESIDUO 1997

(Importo in miliardi)

AMMINISTRAZIONE INTERESSATA	Assegnazione residuo 1997
Presidenza Consiglio	*67,000*
Formez	—
Svimez	—
Progetti Telaer e Terra	—
Polimodello informativo	—
Protezione civile (disinquinamento Sarno)	67,000
Varie	—
Industria	*1.942,640*
Incentivi industriali	1.895,640
Trasferimenti a regioni	47,000
Contributi a IPI (ex Iasm)	—
Varie	—
Ricerca	*269,977*
Opere di competenza	236,587
Cira	33,000
Commissario *ad acta*, commissione, e Cts	—
Varie	—
Politiche agricole	*300,290*
Opere di competenza	123,392
Promozione agricoltura	176,898
Commissario *ad acta* e consulenti	—
Varie	—
Lavori pubblici	*325,000*
Opere di competenza	325,000
Commissario *ad acta* e consulenti	—
Varie	—
Bilancio	*1.630,000*
Contratti, intese e accordi di programma	450,000
Val Basento	—
Piani regionali di sviluppo e Az. org. 6.3	1.000,000
Competenze residue	180,000
Varie	—
Lavoro	*641,122*
Occupazione giovanile	41,122
Istruzione professionale	—
SCAU	600,000
Varie	—
Tesoro	*690,000*
Società Acque	—
Mutui ex art. 10, legge n. 64	—
C.D.P.: trasferimenti P.A.A.	422,000
ammortamento anticip.	—
progetti FIO legge n. 64	8,000
Insud.: fondo rotazione promozione turismo	10,000
Fime	250,000
Provveditorato generale Stato C.e.d. e attività istituzionale	—
Varie C.e.d.	—
Totale	5.866,029

97A9355

ESTRATTI, SUNTI E COMUNICATI

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Sostituzione del liquidatore della società cooperativa «Il Rotary», in Milano, in liquidazione

Con decreto direttoriale in data 3 novembre 1997 il dott. Arrigo Schilke è stato nominato liquidatore della società cooperativa «Il Rotary», con sede in Milano, in sostituzione del sig. Giacomo Zanussi ai sensi dell'art. 2545 del codice civile.

97A9356

Sostituzione del liquidatore della società cooperativa edilizia «Abitazione Farsaglia», in Milano, in liquidazione

Con decreto direttoriale in data 3 novembre 1997 il dott. Arrigo Schilke è stato nominato liquidatore della società cooperativa edilizia «Abitazione Farsaglia», con sede in Milano, in sostituzione del sig. Psiche Francesco, ai sensi dell'art. 2545 del codice civile.

97A9357

MINISTERO DELLA SANITÀ

Autorizzazione all'immissione in commercio di specialità medicinali per uso umano

Decreto A.I.C. n. 459/97 del 24 ottobre 1997

Specialità medicinale: MIGPRIV, nella forma e confezione: 6 bustine polvere per soluzione orale.

Titolare A.I.C:: Synthelabo S.p.a., con sede legale e domicilio fiscale in Milano, Galleria Passarella n. 2, cod. fisc. 06685100155.

Produttore: la produzione, i controlli ed il confezionamento della specialità medicinale sopra indicata sono effettuati dalla società Laboratoires Synthelabo France, nello stabilimento sito in Amilly (Francia) Zone Industrielle; i controlli possono essere effettuati anche dalla società titolare dell'A.I.C. nel proprio stabilimento sito in Limito (Milano) via Rivoltana n. 35.

Confezioni autorizzate, numeri A.I.C. e classificazione ai sensi dell'art. 8, comma 10, della legge n. 537/1993:

6 bustine di polvere per soluzione orale;

A.I.C. n. 029474018 (in base 10), 0W3H72 (in base 32);

classe: «C».

Composizione - ogni bustina di polvere per soluzione orale contiene:

principi attivi: acetilsalicilato di lisina 1.620 mg (equivalenti a 900 mg di acido acetilsalicilico), metoclopramide monoidrocloridrato 10,5 mg (equivalenti a 10 mg di sostanza anidra);

eccipienti: aspartame, glicina, aroma di limone (nelle quantità indicate nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti).

Indicazioni terapeutiche: trattamento sintomatico degli attacchi di emicrania. Questo prodotto permette un rapido controllo del dolore, nonché del vomito e della nausea ad esso associati durante gli attacchi di emicrania.

Classificazione ai fini della fornitura: medicinale soggetto a prescrizione medica (art. 4 decreto legislativo n. 539/1992).

Decorrenza di efficacia del decreto: dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

97A9359

Revoche di autorizzazioni all'immissione in commercio di specialità medicinali per uso umano

Con il decreto di seguito specificato è stata revocata, su rinuncia, l'autorizzazione all'immissione in commercio della sottoelencata specialità medicinale.

Decreto n. 805/R.M.20/D105 del 10 novembre 1997

«LEXOTAN»:

30 capsule 1,5 mg, A.I.C. n. 022905018;

30 capsule 3 mgs 3 mg, A.I.C. n. 022905020;

«Plus» 30 capsule 6 mg, A.I.C. n. 022905032;

30 compresse 3 mg, A.I.C. n. 022905095;

30 compresse 1,5 mg, A.I.C. n. 022905107.

Motivo della revoca: rinuncia della ditta Roche S.p.a., titolare dell'autorizzazione.

Con il decreto di seguito specificato è stata revocata, su rinuncia, l'autorizzazione all'immissione in commercio della sottoelencata specialità medicinale.

Decreto n. 805/R.M.3/D106 del 10 novembre 1997

«PROLUTON»: im 3 f. 1 ml 25 mg, A.I.C. n. 005375035.

Motivo della revoca: rinuncia della ditta Schering S.p.a., titolare dell'autorizzazione.

Con il decreto di seguito specificato è stata revocata, su rinuncia, l'autorizzazione all'immissione in commercio della sottoelencata specialità medicinale.

Decreto n. 805/R.M.3/D107 del 10 novembre 1997

«TESTOVIRON»: im 3 fiale 1 ml 25 mg, A.I.C. n. 002922021.

Motivo della revoca: rinuncia della ditta Schering S.p.a., titolare dell'autorizzazione.

Con il decreto di seguito specificato è stata revocata, su rinuncia, l'autorizzazione all'immissione in commercio della sottoelencata specialità medicinale.

Decreto n. 805/R.M.81/D108 del 10 novembre 1997

«NABUSER»: 20 flaconcini orali monodose 1 g, A.I.C. n. 026673044.

Motivo della revoca: rinuncia della ditta Procter & Gamble Holding S.p.a., titolare dell'autorizzazione.

Con il decreto di seguito specificato è stata revocata, su rinuncia l'autorizzazione all'immissione in commercio della sottoelencata specialità medicinale.

Decreto n. 805/R.M.81/D109 del 10 novembre 1997

«NEODUPLAMOX»

iv fl. liof. 600 mg + f. solv. 10 ml, A.I.C. n. 026141150;

iv fl. liof. 1.200 mg + f. solv. 20 ml, A.I.C. n. 026141162;

iv flacone liof. 2.200 mg, A.I.C. n. 026141174;

bb iv fl. 550 mg + f. solv. 10 ml, A.I.C. n. 026141186.

Motivo della revoca: rinuncia della ditta Procter & Gamble Holding S.p.a., titolare dell'autorizzazione.

Con il decreto di seguito specificato è stata revocata, su rinuncia, l'autorizzazione all'immissione in commercio della sottoelencata specialità medicinale.

Decreto n. 805/R.M.81/D110 del 10 novembre 1997

«MONOCID»: iv flac. 500 mg + siringa/solv., A.I.C. n. 025422092.

Motivo della revoca: rinuncia della ditta Procter & Gamble Holding S.p.a., titolare dell'autorizzazione.

Con il decreto di seguito specificato è stata revocata, su rinuncia, l'autorizzazione all'immissione in commercio della sottoelencata specialità medicinale.

Decreto n. 805/R.M.106/D111 del 10 novembre 1997

«BEGRIVAC»: 1 flacone 10 ml (20 dosi), A.I.C. n. 022143275.

Motivo della revoca: rinuncia della ditta Chiron S.p.a., titolare dell'autorizzazione.

Con il decreto di seguito specificato è stata revocata, su rinuncia, l'autorizzazione all'immissione in commercio della sottoelencata specialità medicinale.

Decreto n. 805/R.M.21/D112 del 10 novembre 1997

«TURBO KIT»: 14 cpr 400 mg + 76 cpr 1.250 mg, A.I.C. n. 028711024.

Motivo della revoca: rinuncia della ditta SmithKline Beecham, titolare dell'autorizzazione.

97A9386

MINISTERO DEL TESORO

Cambi di riferimento rilevati a titolo indicativo

Cambi giornalieri di riferimento rilevati a titolo indicativo dalla Banca d'Italia ai sensi della legge 12 agosto 1993, n. 312, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 195 del 20 agosto 1993, adottabili, fra l'altro, dalle amministrazioni statali per le anticipazioni al Portafoglio dello Stato, ai sensi dell'art. 1 della legge 3 marzo 1951, n. 193.

Cambi del giorno 21 novembre 1997

Valuta	Cambio
Dollaro USA	1714,98
ECU	1944,79
Marco tedesco	980,66
Franco francese	292,91
Lira sterlina	2895,40
Fiorino olandese	870,28
Franco belga	47,546
Peseta spagnola	11,612
Corona danese	257,60
Lira irlandese	2560,47
Dracma greca	6,259
Escudo portoghese	9,605
Dollaro canadese	1210,03
Yen giapponese	13,649
Franco svizzero	1206,88
Scellino austriaco	139,34
Corona norvegese	241,04
Corona svedese	225,09
Marco finlandese	324,93
Dollaro australiano	1195,68

97A9501

REGIONE SICILIA

Autorizzazione alla società Siam Sicil acque minerali S.r.l., in Ragusa, all'imbottigliamento e alla commercializzazione dell'acqua minerale «Santa Maria».

Con decreto assessoriale n. 23094 del 10 ottobre 1997 l'assessore alla sanità della regione Sicilia ha autorizzato la società Siam Sicil acque minerali S.r.l., con sede in Ragusa, via A. De Gasperi n. 18, all'utilizzo, all'imbottigliamento e alla commercializzazione dell'acqua minerale denominata «Santa Maria» nei vari tipi e formati ottenuta dalla miscelazione in parti uguali dell'acqua proveniente dai pozzi «Santa Maria Zappulla» e «S2» nel proprio stabilimento sito in territorio di Modica, contrada Santa Maria Zappulla.

97A9363

RETTIFICHE

AVVERTENZA. — L'**avviso di rettifica** dà notizia dell'avvenuta correzione di errori materiali contenuti nell'originale o nella copia del provvedimento inviato per la pubblicazione alla *Gazzetta Ufficiale*. L'**errata-corrige** rimedia, invece, ad errori verificatisi nella stampa del provvedimento sulla *Gazzetta Ufficiale*. I relativi comunicati sono pubblicati ai sensi dell'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1985, n. 1092, e degli articoli 14, 15 e 18 del decreto del Presidente della Repubblica 14 marzo 1986, n. 217.

ERRATA-CORRIGE

Comunicato relativo al decreto della Direzione generale del naviglio 6 ottobre 1997 recante: «Aggiornamento delle sigle di individuazione delle navi minori e dei galleggianti». (Decreto pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 249 del 24 ottobre 1997).

Nell'art. 1 del decreto citato in epigrafe, riportato alla pag. 28, prima colonna, della suindicata *Gazzetta Ufficiale,* dove è scritto:

«compartimento marittimo di Gioia Tauro, sigla assegnata: GT;

compartimento marittimo di Palmi, sigla assegnata: 1-GT.»;

leggasi:

«compartimento marittimo di Gioia Tauro, sigla assegnata: GT; Palmi, sigla assegnata: 1-GT.».

97A9364

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO

LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE

ABRUZZO

CHIETI
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via A. Herio, 21
L'AQUILA
LIBRERIA LA LUNA
Viale Persichetti, 9/A
LANCIANO
LITOLIBROCARTA
Via Ferro di Cavallo, 43
PESCARA
LIBRERIA COSTANTINI DIDATTICA
Corso V. Emanuele, 146
LIBRERIA DELL'UNIVERSITÀ
Via Galilei (ang. via Gramsci)
SULMONA
LIBRERIA UFFICIO IN
Circonvallazione Occidentale, 10

BASILICATA

MATERA
LIBRERIA MONTEMURRO
Via delle Beccherie, 69
POTENZA
LIBRERIA PAGGI ROSA
Via Pretoria

CALABRIA

CATANZARO
LIBRERIA NISTICÒ
Via A. Daniele, 27
COSENZA
LIBRERIA DOMUS
Via Monte Santo, 51/53
PALMI
LIBRERIA IL TEMPERINO
Via Roma, 31
REGGIO CALABRIA
LIBRERIA L'UFFICIO
Via B. Buozzi, 23/A/B/C
VIBO VALENTIA
LIBRERIA AZZURRA
Corso V. Emanuele III

CAMPANIA

ANGRI
CARTOLIBRERIA AMATO
Via dei Goti, 11
AVELLINO
LIBRERIA GUIDA 3
Via Vasto, 15
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Matteotti, 30/32
CARTOLIBRERIA CESA
Via G. Nappi, 47
BENEVENTO
LIBRERIA LA GIUDIZIARIA
Via F. Paga, 11
LIBRERIA MASONE
Viale Rettori, 71
CASERTA
LIBRERIA GUIDA 3
Via Caduti sul Lavoro, 29/33
CASTELLAMMARE DI STABIA
LINEA SCUOLA S.a.s.
Via Raiola, 69/D
CAVA DEI TIRRENI
LIBRERIA RONDINELLA
Corso Umberto I, 253
ISCHIA PORTO
LIBRERIA GUIDA 3
Via Sogliuzzo
NAPOLI
LIBRERIA L'ATENEO
Viale Augusto, 168/170
LIBRERIA GUIDA 1
Via Portalba, 20/23
LIBRERIA GUIDA 2
Via Merliani, 118
LIBRERIA I.B.S.
Salita del Casale, 18
LIBRERIA LEGISLATIVA MAJOLO
Via Caravita, 30
LIBRERIA TRAMA
Piazza Cavour, 75
NOCERA INFERIORE
LIBRERIA LEGISLATIVA CRISCUOLO
Via Fava, 51;
POLLA
CARTOLIBRERIA GM
Via Crispi
SALERNO
LIBRERIA GUIDA
Corso Garibaldi, 142

EMILIA-ROMAGNA

BOLOGNA
LIBRERIA GIURIDICA CERUTI
Piazza Tribunali, 5/F
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Castiglione, 1/C
EDINFORM S.a.s.
Via Farini, 27
CARPI
LIBRERIA BULGARELLI
Corso S. Cabassi, 15
CESENA
LIBRERIA BETTINI
Via Vescovado, 5
FERRARA
LIBRERIA PASELLO
Via Canonica, 16/18
FORLÌ
LIBRERIA CAPPELLI
Via Lazzaretto, 51
LIBRERIA MODERNA
Corso A. Diaz, 12
MODENA
LIBRERIA GOLIARDICA
Via Emilia, 210
PARMA
LIBRERIA PIROLA PARMA
Via Farini, 34/D
PIACENZA
NUOVA TIPOGRAFIA DEL MAINO
Via Quattro Novembre, 160
RAVENNA
LIBRERIA RINASCITA
Via IV Novembre, 7
REGGIO EMILIA
LIBRERIA MODERNA
Via Farini, 1/M
RIMINI
LIBRERIA DEL PROFESSIONISTA
Via XXII Giugno, 3

FRIULI-VENEZIA GIULIA

GORIZIA
CARTOLIBRERIA ANTONINI
Via Mazzini, 16
PORDENONE
LIBRERIA MINERVA
Piazzale XX Settembre, 22/A
TRIESTE
LIBRERIA EDIZIONI LINT
Via Romagna, 30
LIBRERIA TERGESTE
Piazza Borsa, 15 (gall. Tergesteo)
UDINE
LIBRERIA BENEDETTI
Via Mercatovecchio, 13
LIBRERIA TARANTOLA
Via Vittorio Veneto, 20

LAZIO

FROSINONE
CARTOLIBRERIA LE MUSE
Via Marittima, 15
LATINA
LIBRERIA GIURIDICA LA FORENSE
Viale dello Statuto, 28/30
RIETI
LIBRERIA LA CENTRALE
Piazza V. Emanuele, 8
ROMA
LIBRERIA DE MIRANDA
Viale G. Cesare, 51/E-F-G
LIBRERIA GABRIELE MARIA GRAZIA
c/o Pretura Civile, piazzale Clodio
LA CONTABILE
Via Tuscolana, 1027
LIBRERIA IL TRITONE
Via Tritone, 61/A
LIBRERIA L'UNIVERSITARIA
Viale Ippocrate, 99
LIBRERIA ECONOMICO GIURIDICA
Via S. Maria Maggiore, 121
LIBRERIA MEDICHINI
Via Marcantonio Colonna, 68/70
SORA
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Abruzzo, 4
TIVOLI
LIBRERIA MANNELLI
Viale Mannelli, 10
VITERBO
LIBRERIA DE SANTIS
Via Venezia Giulia, 5
LIBRERIA "AR"
Palazzo Uffici Finanziari - Pietrare

LIGURIA

CHIAVARI
CARTOLERIA GIORGINI
Piazza N.S. dell'Orto, 37/38
GENOVA
LIBRERIA GIURIDICA BALDARO
Via XII Ottobre, 172/R
IMPERIA
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Viale Matteotti, 43/A-45
LA SPEZIA
CARTOLIBRERIA CENTRALE
Via dei Colli, 5

LOMBARDIA

BERGAMO
LIBRERIA ANTICA E MODERNA
LORENZELLI
Viale Giovanni XXIII, 74
BRESCIA
LIBRERIA QUERINIANA
Via Trieste, 13
BRESSO
CARTOLIBRERIA CORRIDONI
Via Corrdoni, 11
BUSTO ARSIZIO
CARTOLIBRERIA CENTRALE BORAGNO
Via Milano, 4
COMO
LIBRERIA GIURIDICA BERNASCONI
Via Mentana, 15
NANI LIBRI E CARTE
Via Cairoli, 14
CREMONA
LIBRERIA DEL CONVEGNO
Corso Campi, 72
GALLARATE
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Piazza Risorgimento, 10
LIBRERIA TOP OFFICE
Via Torino, 8
LECCO
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Corso Mart. Liberazione, 100/A
LODI
LA LIBRERIA S.a.s.
Via Defendente, 32
MANTOVA
LIBRERIA ADAMO DI PELLEGRINI
Corso Umberto I, 32
MILANO
LIBRERIA CONCESSIONARIA
IPZS-CALABRESE
Galleria V. Emanuele II, 15
MONZA
LIBRERIA DELL'ARENGARIO
Via Mapelli, 4
SONDRIO
LIBRERIA MAC
Via Caimi, 14

Segue: LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE

VARESE
LIBRERIA PIROLA DI MITRANO
Via Albuzzi, 8

MARCHE

ANCONA
LIBRERIA FOGOLA
Piazza Cavour, 4/5/6
ASCOLI PICENO
LIBRERIA PROSPERI
Largo Crivelli, 8
MACERATA
LIBRERIA UNIVERSITARIA
Via Don Minzoni, 6
PESARO
LIBRERIA PROFESSIONALE MARCHIGIANA
Via Mameli, 34
S. BENEDETTO DEL TRONTO
LA BIBLIOFILA
Viale De Gasperi, 22

MOLISE

CAMPOBASSO
CENTRO LIBRARIO MOLISANO
Viale Manzoni, 81/83
LIBRERIA GIURIDICA DI.E.M.
Via Capriglione, 42-44

PIEMONTE

ALBA
CASA EDITRICE ICAP
Via Vittorio Emanuele, 19
ALESSANDRIA
LIBRERIA INTERNAZIONALE BERTOLOTTI
Corso Roma, 122
ASTI
LIBRERIA BORELLI
Corso V. Alfieri, 364
BIELLA
LIBRERIA GIOVANNACCI
Via Italia, 14
CUNEO
CASA EDITRICE ICAP
Piazza dei Galimberti, 10
NOVARA
EDIZIONI PIROLA E MODULISTICA
Via Costa, 32
TORINO
CARTIERE MILIANI FABRIANO
Via Cavour, 17
VERBANIA
LIBRERIA MARGAROLI
Corso Mameli, 55 - Intra

PUGLIA

ALTAMURA
LIBRERIA JOLLY CART
Corso V. Emanuele, 16
BARI
CARTOLIBRERIA QUINTILIANO
Via Arcidiacono Giovanni, 9
LIBRERIA PALOMAR
Via P. Amedeo, 176/B
LIBRERIA LATERZA GIUSEPPE & FIGLI
Via Sparano, 134
LIBRERIA FRATELLI LATERZA
Via Crisanzio, 16
BRINDISI
LIBRERIA PIAZZO
Piazza Vittoria, 4
CERIGNOLA
LIBRERIA VASCIAVEO
Via Gubbio, 14
FOGGIA
LIBRERIA ANTONIO PATIERNO
Via Dante, 21
LECCE
LIBRERIA LECCE SPAZIO VIVO
Via Palmieri, 30
MANFREDONIA
LIBRERIA IL PAPIRO
Corso Manfredi, 126
MOLFETTA
LIBRERIA IL GHIGNO
Via Campanella, 24

TARANTO
LIBRERIA FUMAROLA
Corso Italia, 229

SARDEGNA

CAGLIARI
LIBRERIA F.LLI DESSÌ
Corso V. Emanuele, 30/32
ORISTANO
LIBRERIA CANU
Corso Umberto I, 19
SASSARI
LIBRERIA AKA
Via Roma, 42
LIBRERIA MESSAGGERIE SARDE
Piazza Castello, 11

SICILIA

ACIREALE
CARTOLIBRERIA BONANNO
Via Vittorio Emanuele, 194
LIBRERIA S.G.C. ESSEGICI S.a.s.
Via Caronda, 8/10
AGRIGENTO
TUTTO SHOPPING
Via Panoramica dei Templi, 17
ALCAMO
LIBRERIA PIPITONE
Viale Europa, 61
CALTANISSETTA
LIBRERIA SCIASCIA
Corso Umberto I, 111
CASTELVETRANO
CARTOLIBRERIA MAROTTA & CALIA
Via Q. Sella, 106/108
CATANIA
LIBRERIA ARLIA
Via Vittorio Emanuele, 62
LIBRERIA LA PAGLIA
Via Etnea, 393
LIBRERIA ESSEGICI
Via F. Riso, 56
ENNA
LIBRERIA BUSCEMI
Piazza Vittorio Emanuele, 19
GIARRE
LIBRERIA LA SENORITA
Corso Italia, 132/134
MESSINA
LIBRERIA PIROLA MESSINA
Corso Cavour, 55
PALERMO
LIBRERIA CICALA INGUAGGIATO
Via Villaermosa, 28
LIBRERIA FORENSE
Via Maqueda, 185
LIBRERIA MERCURIO LI.CA.M.
Piazza S. G. Bosco, 3
LIBRERIA S.F. FLACCOVIO
Piazza V. E. Orlando, 15/19
LIBRERIA S.F. FLACCOVIO
Via Ruggero Settimo, 37
LIBRERIA FLACCOVIO DARIO
Viale Ausonia, 70
LIBRERIA SCHOOL SERVICE
Via Galletti, 225
S. GIOVANNI LA PUNTA
LIBRERIA DI LORENZO
Via Roma, 259
TRAPANI
LIBRERIA LO BUE
Via Cascio Cortese, 8
LIBRERIA GIURIDICA DI SAFINA
Corso Italia, 81

TOSCANA

AREZZO
LIBRERIA PELLEGRINI
Via Cavour, 42
FIRENZE
LIBRERIA ALFANI
Via Alfani, 84/86 R
LIBRERIA MARZOCCO
Via de' Martelli, 22 R
LIBRERIA PIROLA «già Etruria»
Via Cavour, 46 R
GROSSETO
NUOVA LIBRERIA S.n.c.
Via Mille, 6/A
LIVORNO
LIBRERIA AMEDEO NUOVA
Corso Amedeo, 23/27
LIBRERIA IL PENTAFOGLIO
Via Fiorenza, 4/B
LUCCA
LIBRERIA BARONI ADRI
Via S. Paolino, 45/47
LIBRERIA SESTANTE
Via Montanara, 37
MASSA
LIBRERIA IL MAGGIOLINO
Via Europa, 19
PISA
LIBRERIA VALLERINI
Via dei Mille, 13
PISTOIA
LIBRERIA UNIVERSITARIA TURELLI
Via Macallè, 37
PRATO
LIBRERIA GORI
Via Ricasoli, 25
SIENA
LIBRERIA TICCI
Via Terme, 5/7
VIAREGGIO
LIBRERIA IL MAGGIOLINO
Via Puccini, 38

TRENTINO-ALTO ADIGE

TRENTO
LIBRERIA DISERTORI
Via Diaz, 11

UMBRIA

FOLIGNO
LIBRERIA LUNA
Via Gramsci, 41
PERUGIA
LIBRERIA SIMONELLI
Corso Vannucci, 82
LIBRERIA LA FONTANA
Via Sicilia, 53
TERNI
LIBRERIA ALTEROCCA
Corso Tacito, 29

VENETO

CONEGLIANO
CARTOLERIA CANOVA
Corso Mazzini, 7
PADOVA
IL LIBRACCIO
Via Portello, 42
LIBRERIA DIEGO VALERI
Via Roma, 114
ROVIGO
CARTOLIBRERIA PAVANELLO
Piazza V. Emanuele, 2
TREVISO
CARTOLIBRERIA CANOVA
Via Calmaggiore, 31
VENEZIA
CENTRO DIFFUSIONE PRODOTTI I.P.Z.S.
S. Marco 1893/B - Campo S. Fantin
VERONA
LIBRERIA GIURIDICA EDITRICE
Via Costa, 5
LIBRERIA GROSSO GHELFI BARBATO
Via G. Carducci, 44
LIBRERIA L.E.G.I.S.
Via Adigetto, 43
VICENZA
LIBRERIA GALLA 1880
Corso Palladio, 11

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico:
- **presso le Agenzie dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in ROMA: piazza G. Verdi, 10 e via Cavour, 102;**
- **presso le Librerie concessionarie indicate nelle pagine precedenti.**

Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Direzione Marketing e Commerciale - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n. 387001. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono con pagamento anticipato, presso le agenzie in Roma e presso le librerie concessionarie.

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO - 1997

Gli abbonamenti annuali hanno decorrenza dal 1° gennaio e termine al 31 dicembre 1997
i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno 1997 e dal 1° luglio al 31 dicembre 1997

PARTE PRIMA - SERIE GENERALE E SERIE SPECIALI
Ogni tipo di abbonamento comprende gli indici mensili

Tipo A - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari:		
- annuale	L.	**440.000**
- semestrale	L.	**250.000**
Tipo A1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i soli supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:		
- annuale	L.	**360.000**
- semestrale	L.	**200.000**
Tipo A2 - Abbonamento ai supplementi ordinari contenenti i soli provvedimenti non legislativi:		
- annuale	L.	**100.000**
- semestrale	L.	**60.000**
Tipo B - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte costituzionale:		
- annuale	L.	**92.500**
- semestrale	L.	**60.500**
Tipo C - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti delle Comunità europee:		
- annuale	L.	**236.000**
- semestrale	L.	**130.000**
Tipo D - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata alle leggi ed ai regolamenti regionali:		
- annuale	L.	**92.000**
- semestrale	L.	**59.000**
Tipo E - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:		
- annuale	L.	**231.000**
- semestrale	L.	**126.000**
Tipo F - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari, ed ai fascicoli delle quattro serie speciali:		
- annuale	L.	**950.000**
- semestrale	L.	**514.000**
Tipo F1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi e ai fascicoli delle quattro serie speciali (escluso tipo A2):		
- annuale	L.	**850.000**
- semestrale	L.	**450.000**

Integrando con la somma di **L. 125.000** *il versamento relativo al tipo di abbonamento della* Gazzetta Ufficiale, *parte prima, prescelto si riceverà anche l'Indice repertorio annuale cronologico per materie 1997.*

Prezzo di vendita di un fascicolo della *serie generale*	L.	**1.500**
Prezzo di vendita di un fascicolo delle *serie speciali I, II e III*, ogni 16 pagine o frazione	L.	**1.500**
Prezzo di vendita di un fascicolo della *IV serie speciale Concorsi ed esami*	L.	**2.800**
Prezzo di vendita di un fascicolo *indici mensili*, ogni 16 pagine o frazione	L.	**1.500**
Supplementi ordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L.	**1.500**
Supplementi straordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L.	**1.500**

Supplemento straordinario «Bollettino delle estrazioni»

Abbonamento annuale	L.	**140.000**
Prezzo di vendita di un fascicolo ogni 16 pagine o frazione	L.	**1.500**

Supplemento straordinario «Conto riassuntivo del Tesoro»

Abbonamento annuale	L.	**91.000**
Prezzo di vendita di un fascicolo	L.	**8.000**

Gazzetta Ufficiale su MICROFICHES - 1997
(Serie generale - Supplementi ordinari - Serie speciali)

Abbonamento annuo (52 spedizioni raccomandate settimanali)	L.	**1.300.000**
Vendita singola: ogni microfiches contiene fino a 96 pagine di Gazzetta Ufficiale	L.	**1.500**
Contributo spese per imballaggio e spedizione raccomandata (da 1 a 10 microfiches)	L.	**4.000**

N.B. — Per l'estero i suddetti prezzi sono aumentati del 30%.

PARTE SECONDA - INSERZIONI

Abbonamento annuale	L.	**410.000**
Abbonamento semestrale	L.	**245.000**
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L.	**1.550**

I prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, per l'estero, *nonché quelli di vendita dei fascicoli delle* annate arretrate, *compresi i supplementi ordinari e straordinari, sono* raddoppiati.

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 387001 intestato all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. L'invio dei fascicoli disguidati, che devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione, è subordinato alla trasmissione dei dati riportati sulla relativa fascetta di abbonamento.

Per informazioni o prenotazioni rivolgersi all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA
abbonamenti ☎ (06) 85082149/85082221 - vendita pubblicazioni ☎ (06) 85082150/85082276 - inserzioni ☎ (06) 85082146/85082189